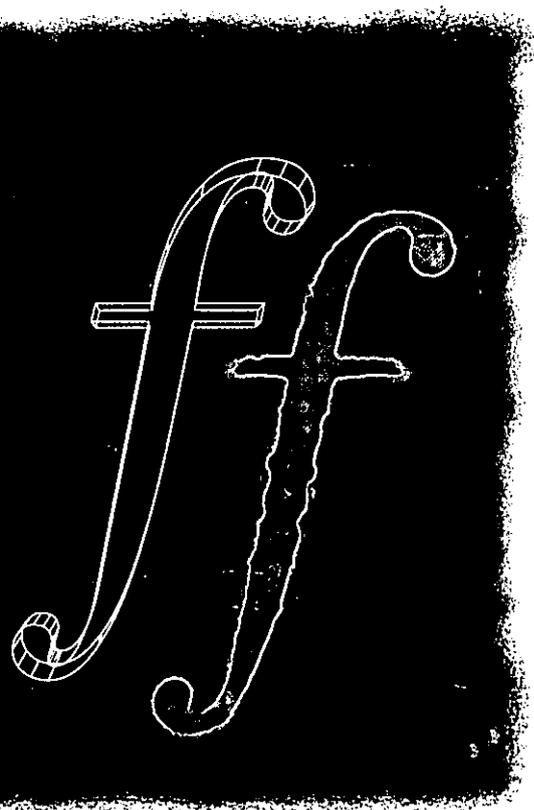


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 10 10 €



*Y a-t-il
une culture
européenne ?*

REVUE TRIMESTRIELLE - JUIN 2003

S o m m a i r e

France-Forum • n° 10 • Nouvelle série • juin 2003

Éditorial	5
-----------------	---

DOSSIERS ET ÉTUDES

L'empire entre la foi et la loi PAR MAURICE BLIN	6
Comment redonner confiance à l'économie mondiale ? PAR JACQUES DE LAROSIÈRE	13
Révolution culturelle dans les relations transatlantiques PAR RENÉ FOCH	19

Y A-T-IL UNE CULTURE EUROPÉENNE ?

POINTS DE VUE...

...d'Allemagne PAR FRITJOF VON NORDENSKJÖLD	25
...d'Autriche PAR ANTON PROHASKA	27
...de Grande-Bretagne PAR JOHN HOLMES	29
...du Japon PAR FRANCK MICHELIN	31
...de Malte PAR SALVINO BUSUTTIL	33
...des Pays-Bas PAR CHRISTIAAN KRÖNER	34
Notre culture européenne PAR EMILE POULAT	36
Europe culturelle : la culture européenne PAR NEVILLE MARYAN GREEN	39
Est-ce une utopie ? PAR VIOAINE ANGER	42
La culture européenne du service public, ou la fin des féodalités nationales PAR ERIC DUSSOUBS	45
Réflexion d'un Autrichien PAR HANS G. KOURIMSKY	49
La culture européenne : un projet d'avenir PAR CHARLES DELAMARE	54
Invalides de guerre PAR VOUKER ZASTROW	62
L'exception culturelle européenne : une nécessité pour l'Europe démocratique de 2004 PAR YANNICK-ÉLÉONORE SCARAMOZZINO	65
Europe et culture PAR GÉRARD-DAVID DESRAMEAUX	71
L'Europe et les Autres PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	75
Société du savoir et économie de la connaissance : vers une nouvelle Renaissance PAR JEAN-PIERRE ALIX	82
Ce sera une autre Europe PAR ALAIN LAMASSOURE	91
Il y a dix-huit ans déjà - France-Forum... ..	95

*
* *

La chronique des Lettres PAR PHILIPPE SÉNART	97
--	----

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GALL	101
--	-----

NOTES DE LECTURES

Une mémoire française de René Rémond PAR JACQUES MALLET	102
Démystifier la politique de Christian Savès PAR ARNAUD BRILLAUD	104
La face cachée du Monde de Pierre Péan et Philippe Cohen PAR GÉRARD VANIER	106
Pour la survie du monde occidental. Demain, la femme de Yves-Marie Lulan PAR PIERRETTE VANDON	108
L'esprit des religions de Hesna Cailliau PAR CHARLES DELAMARE	109
Une bibliographie des origines du christianisme PAR JEAN CHÉUNI	110
La pensée politique sous la direction de Eric Zernik PAR CHRISTIAN SAVÈS	111
Sexualité et vie de couple à travers l'histoire PAR JEAN CHÉUNI	112

Y a-t-il une culture européenne ?

Poser cette question semble incongru. Nous nous sommes tout de même permis de demander leur opinion à ce sujet aux vingt-cinq ambassadeurs à Paris de l'Union européenne, présente et future. Nous avons également interrogé une trentaine d'intellectuels de haut rang. Beaucoup ne nous ont pas répondu tant ils parurent surpris par la question, choqués même par sa formulation.

Heureusement quelques-uns de nos interlocuteurs et nous les en remercions, ont bien voulu nous livrer leurs réflexions. « *Nimis pauci, sed meliores* » comme disait Cicéron. Grâce à eux nos lecteurs vont disposer d'une riche palette de points de vue.

Une certitude commune se dégage de ces différentes contributions. L'exception culturelle ne serait qu'un mythe si elle se présentait comme un résidu du protectionnisme marchand, comme une manœuvre de retardement déclenchée par des intérêts privés, orchestrée par des politiques à courte vue et à court d'inspiration. L'exception culturelle s'analyserait le plus souvent en exemption fiscale. Est-ce dans ce but que le gouvernement français lutte à Bruxelles pour maintenir la règle de l'unanimité à propos des accords commerciaux

relatifs aux services culturels et audiovisuels ?

Dans ce cas il n'aurait pris conscience ni du désaveu qu'il encourt chez ses partenaires de l'Union, ni de l'importance du travail à mener pour convaincre ceux-ci de s'atteler à l'élaboration d'une véritable et nouvelle culture européenne. L'exception nationale s'étiolera d'autant plus rapidement qu'elle ne porte que sur une petite partie de ce qui constitue une vraie culture. Celle-ci dépasse les limites de l'art. Elle s'étend à toutes les manifestations de la vie en société. Trop élitiste elle s'effeuillera tel un chêne en automne sous les souffles puissants venant de l'Atlantique.

Il est temps de définir, de promouvoir non pas l'exception culturelle, mais la communauté culturelle européenne. La question n'a guère été posée jusqu'à maintenant. A la veille de l'élargissement elle devient brûlante, bien que le corps international des pompiers pompeux se soit efforcé de l'étouffer, de l'éteindre, de l'effacer.

Ce numéro de notre revue n'est qu'une étincelle. Puisse-t-elle rallumer la flamme de l'ambition européenne !

Le comité de rédaction

L'empire entre la foi et la loi

par Maurice BLIN

« *Le pire ennemi du vainqueur, c'est la victoire* »
Adage romain

*La guerre en Irak marquera un tournant dans l'histoire du monde.
Les Etats-Unis se séparent de la culture européenne. Est-ce définitif ?*

La guerre, plus exactement l'expédition punitive, que les Etats-Unis viennent de mener en Irak, est derrière nous. Les armes se sont tues. Les passions et le cortège d'invectives qu'elles ont suscitées se sont calmés. L'heure est venue d'en tirer les leçons.

Au lendemain du dernier conflit mondial, les Etats-Unis étaient, avec l'Union soviétique, l'une des deux grandes puissances du monde. Depuis que celle-ci s'est effondrée ils sont la seule. Cette situation sans précédent dans l'histoire vient de trouver une éclatante illustration dans le conflit dont l'Irak a été le théâtre. Mais le déferlement de puissance auquel ils se sont livrés s'explique aussi par le sentiment de vulnérabilité et d'insécurité qui ne les a plus quittés depuis le 11 septembre 2001. A New-York frappé au cœur, aux 3.000 victimes ensevelies sous les décombres des tours de Manhattan, a répondu Bagdad écrasé sous les bombes. Ces deux drames sont, l'un et l'autre, nés de la peur.

Un tournant dans l'histoire du monde

Il s'agit là d'un tournant dans leur histoire et donc dans celle du monde. Certes, au cours des deux guerres qui ravagèrent l'Europe au XX^{ème} siècle, l'Amérique déjà avait joué un rôle décisif. Mais, elle s'y était engagée en quelque sorte malgré elle et pour répondre à la demande instante des belligérants. Elle avait dû faire violence à une tradition d'isolationnisme qui l'avait longtemps tenue à distance d'un continent auquel ses fondateurs, à l'origine, avaient tourné le dos.

De ses victoires sur l'Allemagne et le Japon, elle avait retenu deux leçons. La première tient en une évidence : c'est par la puissance des armes, par l'as-

cendant psychologique sur l'adversaire, que s'obtient la victoire. Le bombardement de Hambourg en 1943, ceux de Dresde, puis d'Hiroshima et Nagasaki en 1945 avaient, dès cette époque, porté le « choc et l'effroi » au sein de populations civiles. Ils annonçaient celui de Bagdad hier. Il s'agissait de briser la volonté de résistance de l'adversaire et d'économiser aussi, face à lui, de précieuses vies humaines. De même, c'est en condamnant l'Union Soviétique à une compétition en matière d'armement qui allait l'épuiser qu'ils en étaient venus à bout.

De sa participation aux grands conflits du XXème siècle, se dégagea pour elle un second enseignement, celui du rôle de sauveur qu'elle avait dû jouer à l'égard d'une Europe victime de ses divisions et incapable d'assurer seule sa défense face aux dictatures nazie et communiste. Intervenant dans des conflits qui, à l'origine, ne la concernaient pas directement, elle en tira un sentiment de supériorité sur les peuples qui lui avaient dû leur salut et étaient devenus, du même coup, ses obligés.

Cette dépendance consentie et même souhaitée dont les membres de l'Union européenne ont donné l'exemple se retrouve aujourd'hui chez les pays d'Europe Centrale. Ils aspirent certes à intégrer le Marché commun mais sont, plus encore peut-être, soucieux de bénéficier de la protection de l'OTAN. Ils ne peuvent en effet oublier que ce n'est pas l'Europe qui les a libérés de la dictature, mais bien l'Amérique. De même que c'est encore elle qui, en frappant la Serbie, en armant la Croatie, a mis un terme hier au conflit ethnique qui ravageait les Balkans.

Quand l'arbitre devient acteur

Or, c'est à cette condition privilégiée d'arbitre et de protecteur à la fois indiscuté et intouchable qui fut celle de l'Amérique pendant un demi-siècle que l'attentat du 11 septembre a définitivement mis un terme. En quelques secondes, elle s'est découverte, elle aussi, et pour la première fois de son histoire en proie au chaos du monde. En un instant, de victime elle s'est transformée en justicier bien résolu à se défendre désormais avec ses armes et à sa manière. Ce fut en quelque sorte le retour à l'isolationnisme. Mais non plus, comme autrefois à distance et à l'abri du monde. Face à lui.

Ce retournement constitue une rupture avec deux des plus anciennes valeurs américaines héritées des Lumières : au plan de l'économie, le libéralisme qui, par le travail et la compétition entre les producteurs génère la richesse matérielle et le bonheur des individus ; au plan politique, la démocratie qui fait de chacun d'eux le responsable de la cité. Cette confiance dans

un bonheur à portée de la main, dans une liberté au quotidien, a constitué le ciment et le moteur de la société américaine. Elle a déployé tous ses effets aussi longtemps que l'Amérique a grandi à l'abri du reste du monde et de ses désordres et pu sauvegarder son « splendide isolement ». On le vit bien lorsqu'au lendemain de la Première guerre mondiale dans laquelle elle avait pourtant pris une part active, le Congrès refusa le siège que le président Wilson avait prévu pour elle à la Société des Nations.

Mais les temps ont bien changé. C'est ainsi que lorsque en 1989, la menace soviétique s'effaça, au lieu de toucher les « dividendes de la paix », elle poursuivit au contraire l'effort intense d'armement lié à la guerre froide. Son économie réputée la plus libérale du monde développa un complexe militaro-industriel qui favorisa l'essor des plus hautes technologies. L'impressionnante croissance des années 90 fut mise au service d'un impératif premier, la sécurité du peuple américain alors même que toute menace semblait disparue. Or, cette dernière ne pouvait, selon la vieille tradition du Far-West - tirer le premier pour ne pas être tué - reposer que sur la force.

A ce redéploiement, l'attentat du 11 septembre a conféré un élan irrésistible. Dans les mois qui suivirent cette atteinte spectaculaire à l'impunité et à la dignité de la nation, le budget des armées s'alourdit encore. En deux ans, il augmenta de l'équivalent de celui de la France, jusqu'à atteindre le montant vertigineux de 1 milliard de dollars par jour, soit davantage que l'ensemble des autres pays du monde. Cet investissement militaire sans précédent s'orienta dans trois directions : la volonté manifeste de devenir le seul fournisseur d'armes du monde occidental, éliminant les concurrents éventuels, en particulier européens ; la maîtrise de l'espace, c'est-à-dire la mise sous surveillance de la planète où réside le danger d'une multiplication des armes nucléaires ou biologiques ; enfin, l'indépendance énergétique grâce au contrôle des réserves pétrolières de la planète. L'Amérique absorbe en effet le quart de la production mondiale et importe plus de 60 % de ce qu'elle consomme.

La menace d'un terrorisme devenu international, la riposte dont l'Irak a été la cible et qui lui assure la mainmise sur l'ensemble des gisements du Moyen-Orient ont offert à une Amérique au faite de sa puissance militaire mais en même temps inquiète pour sa sécurité, l'occasion de vérifier la justesse des choix qu'elle avait opérés il y a dix ans. A l'heure du péril, l'éthique libérale de la prospérité, du confort individuel, de la primauté du marché a cédé le pas à l'impératif de la sécurité collective. Affrontés à un monde hostile, exposés à ses coups, les Etats-Unis ont jugé qu'ils devaient s'en assurer

le contrôle. Ils sont devenus une nation à vocation universelle, c'est-à-dire un empire.

Partis d'une vision du monde à connotation économique et moralisatrice héritée du XVIII^{ème} siècle et qui était encore la leur au début des années 90, ils ont pris la mesure de l'incontournable primauté du politique, c'est-à-dire de la dure loi de la lutte pour l'existence. En témoigne par exemple le « Guide pour une planification de la défense » paru en 1992 où l'on peut lire : « L'Amérique depuis la chute de l'Union soviétique doit s'assurer qu'aucune autre nouvelle superpuissance ne peut essayer de rivaliser avec la domination américaine sur l'ensemble de la planète ». Dix ans plus tard, son auteur Paul Wolfowitz dans le *Projet pour un nouveau siècle américain* écrit, plus clairement encore : « L'Amérique doit décourager toutes les nations développées de contester notre leadership ou même d'aspirer à un rôle régional plus important ».

De l'optimisme marchand qui privilégie l'échange pacifique entre égaux, de la perspective d'un monde ouvert au plus offrant par la mondialisation, ils sont ainsi passés, depuis la tragédie du 11 septembre, à la méfiance à l'égard d'un monde hostile, en proie à des forces du mal qu'il faut débusquer et combattre. La présence de nombreux responsables de la C.I.A., spécialistes du renseignement, parmi les inspirateurs ou acteurs de leur nouvelle politique ne s'explique pas autrement.

L'effacement de l'Europe

Si la guerre en Irak a jeté une lumière crue sur la volonté américaine d'une mise sous tutelle de la planète, elle a révélé aussi par contraste la faiblesse de la « vieille Europe » incapable de peser sur le destin du monde. Celle-ci, en dépit de sa richesse retrouvée, avait renoncé à s'émanciper de la protection des Etats-Unis. Face à une URSS surarmée, c'était sans doute lui demander trop. Mais depuis l'effondrement de cette dernière, loin de reprendre confiance en elle-même et de parler militairement d'une seule voix, elle a choisi de baisser les bras. Consacrer à sa défense en part de PIB beaucoup moins de la moitié de son grand allié, c'était lui abandonner la charge de sa sécurité, c'est-à-dire en fait, abdiquer toute prétention à la dignité et à la responsabilité politiques.

Le conflit irakien aura été pour elle l'heure de vérité. Certains pays membres de l'Union européenne ont d'emblée rallié la cause américaine parmi lesquels l'Espagne marquée, il est vrai, par le terrorisme basque (comme, à l'autre bout du monde, l'Australie, ralliée elle aussi, l'a été par

l'hécatombe de Bali) ; d'autres l'ont combattue pour de fortes raisons qui étaient bonnes mais n'ont pas suffi à convaincre leurs voisins. Ils ont fait valoir qu'une guerre déclenchée sans l'aval de l'ONU ouvrirait un précédent redoutable et que la prétention d'imposer la démocratie par la force était un défi au bon sens et au droit. Mais que pouvaient la France et l'Allemagne isolées, aux économies atones, plombées par le chômage ? Quel appui pouvaient-elles espérer d'une Russie, tout juste convalescente, émergeant à peine de la nuit communiste ?

Mais surtout la crise a révélé la fracture au sein de l'Union européenne entre ceux de ses membres qui continuent de croire que celle-ci peut et doit jouer un rôle politique au plan mondial et donc se doter d'une force militaire capable de le soutenir et les autres convaincus, tel José-Maria Aznar, le président du gouvernement espagnol « qu'il n'y a pas d'alternative aux Etats-Unis pour la sécurité du monde ». Quant à son collègue portugais, il a déclaré plus nettement encore : « Tant que l'Europe de la Défense à laquelle je souscris¹, restera, faute de crédits, un concept sans réalité, nous donnerons la priorité à l'Alliance atlantique. On ne transige pas avec les problèmes de défense. Le contrat de sécurité que nous avons avec l'Amérique est plus important que les désaccords que nous pouvons avoir avec ses buts de guerre ».

Certes, les manifestations pacifistes n'ont pas manqué en Europe. Mais au moins averti des Américains, elles sont apparues comme le signe d'un continent vieilli, à la natalité défaillante, incapable de regarder le danger en face et qui, depuis des décennies, a sacrifié la sécurité collective aux droits privilégiés de l'individu (santé, emploi, loisirs, etc...) ; aux plus avertis, le non proclamé à la guerre a rappelé le « lâche soulagement » qui avait accompagné en son temps la reculade de la France et de l'Angleterre, démocraties impuissantes devant Hitler à Munich. En tout cas, c'est ainsi que l'ont compris les pays de l'Europe centrale qui en furent alors les victimes.

L'épreuve pour l'Europe est sévère. Sera-t-elle salutaire ? Lui fera-t-elle comprendre qu'il ne suffit pas de s'enivrer de nobles principes : la tolérance, les droits de l'homme, le respect de la souveraineté des peuples pour entrer autrement qu'en bégayant dans l'histoire. Tant il est vrai que clamer le droit, ce n'est pas le servir. Il y faut la force. Or, celle-ci a un coût que l'Europe a refusé de payer. Il y a vingt ans, l'effort cumulé des pays européens représentait en matière de recherche militaire 40 % de celui des Etats-Unis. Il est tombé à 30 % en 1990, à moins de 23 % en 2000. Sur l'ensemble de la période, il a diminué de 22 % alors que celui des Etats-Unis augmentait de 40 %.

¹ Le Portugal a cependant annulé sa participation au projet de l'A400 M, l'avion de transport militaire européen.

Le droit se mérite

Mais à l'autre extrémité du spectre politique, c'est une autre ivresse qui guette les États-Unis. La guerre qu'ils ont conduite et gagnée, étrange mélange de performance technologique et de naïveté missionnaire, les engage sur une voie dangereuse, celle de la force indifférente au droit. Certes la lutte contre le terrorisme ou la drogue peut justifier une éthique de prévention. Encore faudrait-il qu'elle soit collectivement définie. Si, allant plus loin, ils persistent à croire que le monde ne sera sauvé qu'à condition de leur ressembler, ils risquent de redoutables déconvenues. Dès aujourd'hui que constate-t-on en effet ? Ce n'est pas, singulière victoire du vaincu sur le vainqueur, la démocratie qui s'apprête à conquérir l'Islam, c'est tout au contraire le fondamentalisme qui gagne l'Amérique. Or, cette passion de l'universel quand elle est politique, c'est-à-dire faite de refus de l'autre, de non-respect de la singularité et de la diversité des peuples, bref, d'intolérance a toujours dans l'histoire sonné tôt ou tard le glas des empires.

Ceux-ci peuvent naître par la conquête, mais *ils ne durent que par la culture et le droit*, non par ce qu'ils détruisent mais par ce qu'ils construisent dans les pierres et sèment dans les coeurs. Rome n'a pas méprisé la Grèce qu'elle avait vaincue. Elle l'a honorée dans sa langue, dans ses dieux, dans sa philosophie. Elle en a conservé et transmis l'héritage. Elle n'a pas davantage méprisé les barbares qu'elle a fini par « civiliser » et qui furent souvent fiers de la servir. Une Amérique qui mépriserait l'Europe, ignorerait demain et au-delà l'Islam, l'Inde ou la Chine, signerait sa perte.

Cela dit, ne nous voilons pas la face. La menace terroriste, la réponse que les États-Unis ont choisi de lui apporter, installent l'Occident dans une logique de guerre. Ses effets vont se faire sentir à deux niveaux. Le premier, c'est la subordination accrue de l'économie à la politique, c'est-à-dire de la raison à la passion. Étrange retournement de l'histoire. C'est elle qui a causé hier la perte de l'Union soviétique mais aussi, on l'oublie trop, celle de l'Irak. Gâté par la géographie, riche en eau et en pétrole, son peuple était promis il y a vingt ans à un bel avenir et l'Occident n'hésita pas à l'aider. Il gît aujourd'hui victime des outrances du parti Baas et de son chef. Mais l'Amérique casquée va devoir, elle aussi, payer le prix de son surarmement et de sa guerre. Ou plutôt, endettée, débitrice du monde aux prises avec un déficit de son commerce extérieur qui a augmenté de 25 % en deux ans, elle s'emploiera à les faire payer à ses créanciers et à ses clients qu'elle saura contraindre à la servir. D'ores et déjà, le dollar est tombé à son niveau le plus bas depuis quatre ans.

Le second effet de cette militarisation de l'économie est le retentissement qu'elle aura dans le domaine du droit et de l'éthique. Car *l'impératif de la sécurité est un absolu qui emporte tout*. Le complexe militaro-industriel n'est pas autre chose que la restauration d'un capitalisme d'Etat mis au service de fins qui échappent au marché et qui le dépassent. Or, l'Etat, pour parler comme Pascal, a des raisons que la raison ne connaît pas. On l'a bien vu lorsque l'Amérique dans le drame irakien est restée sourde aux objurgations du Vatican et de plusieurs pays européens, au rappel des conditions d'une « juste » guerre, lorsqu'elle s'est passée du parrainage de l'ONU. Bref, elle s'est mise délibérément et en toute bonne conscience au-dessus des lois.

Cette leçon, nous n'avons pas fini de la méditer. A l'orée du XXI^{ème} siècle, le monde s'engage dans une voie périlleuse. Car quand la foi relayée par la technique se joue des lois, tout, c'est-à-dire le pire, devient possible. La guerre que viennent de conduire les Etats-Unis apparaît comme une revanche de l'histoire sur l'idéologie, du réflexe le plus profond d'un peuple familier des armes sur les principes de paix et de liberté qu'il professe.

Cette régression n'est pas de bon augure. Car leur grandeur est née d'une alliance étroite entre la foi et la loi qui l'ordonne et la tempère. Si cette alliance devait se rompre, ce serait pour eux et pour le monde, une perte immense.

Maurice BLIN

Culture et progrès social
PIERRE EMMANUEL

« La fonction de la culture dans une société est la capacité qu'ont ses membres, individuellement ou en groupes, de parler et d'agir en vue de modifier la forme sociale, d'en être les coopérateurs ».

La révolution parallèle

Comment redonner confiance à l'économie mondiale ?

par Jacques de LAROSIÈRE

La bulle boursière n'a pas fini d'éclater. N'est-ce pas dû à une perversion des règles financières ? En Europe on serait bien inspiré de revenir aux principes nés d'une culture propre

Avant de tenter de répondre à cette question, il convient de s'interroger sur les raisons fondamentales de la perte de confiance à laquelle nous assistons.

Les raisons fondamentales de la perte de confiance

Si l'on fait abstraction des incertitudes géopolitiques du moment, on peut observer que ces raisons fondamentales sont toutes reliées aux excès boursiers du passé récent. Les marchés d'actions ont quadruplé en valeur du début des années 90 à la mi-2000. La « bulle » a alors éclaté et les marchés se sont affaissés à 50% au cours des trois dernières années pour rejoindre un niveau proche de celui de la fin de 1997.

a) Ces années d'euphorie boursière ont présenté des caractéristiques uniques qui contribuent à expliquer l'inquiétude et la morosité d'aujourd'hui :

Les années d'expansion ont été vues comme un processus sans fin en raison d'une croyance, erronée mais très répandue – croyance ayant fait l'objet d'une véritable propagande – selon laquelle une « nouvelle économie » (ou un « nouveau paradigme ») était née qui allait transcender les cycles économiques classiques ; cette euphorie boursière a conduit à des taux de rendement très élevés du capital, ce qui a, à son tour, attiré de plus en plus de fonds vers les marchés d'actions. Les analystes financiers ont contribué à faire croire aux épargnants et aux entreprises que la valeur des actifs détenus par les actionnaires (« shareholder value ») pouvait croître indéfiniment à un rythme de l'ordre de 15% par an.

b) Mais ces années d'euphorie, suivies du dégonflement de la bulle boursière, ont entraîné des conséquences négatives profondes sur la confiance des marchés :

La théorie s'est éloignée de plus en plus de la réalité. Les marchés étaient si heureux de voir la croissance des actifs perdurer qu'ils ont fini par se persuader que la profitabilité des entreprises s'était structurellement améliorée. En fait, cela n'a pas été le cas. En raison, en partie, de l'intense compétition économique internationale, les marges bénéficiaires des entreprises, notamment aux Etats-Unis, ont été faibles. Il n'y a guère que dans le secteur des services que les firmes ont conservé le pouvoir de relever leurs prix. La productivité du travail a, certes, augmenté significativement aux Etats-Unis, mais pas aussi spectaculairement qu'on a bien voulu le proclamer. Afin de maintenir coûte que coûte « la croissance annuelle de 15% » de leur valeur boursière, un grand nombre de sociétés ont procédé à des rachats massifs d'actions. Cette destruction de capital n'a été rendue possible que grâce à une croissance considérable de l'endettement des entreprises¹. Ce phénomène a affaibli la structure financière du monde industriel. Certaines entreprises ont été tentées d'aller au-delà et de transgresser les règles comptables. Les cas sont bien connus : quelques dirigeants, contrôlés par des auditeurs accommodants et aidés par des conseils « imaginatifs », ont cherché à gonfler artificiellement leurs bénéfices. Les investisseurs vivent depuis près de trois ans dans un marché baissier. Nombre de « nouveaux » investisseurs ont perdu plus de 50% de leurs placements. Jusqu'à présent, l'impact de ce phénomène sur la consommation – à travers « l'effet richesse » – a été limité. Mais la confiance se délite. Les fonds de pension et les mécanismes d'épargne retraite ont été victimes de l'effondrement de la bourse. Les comportements d'un certain nombre de dirigeants (abus des « stocks options » notamment) et les scandales comptables ont contribué à donner une image négative du monde des sociétés².

En définitive, l'ampleur de l'aveuglement collectif et du décalage entre la théorie officielle et les faits explique la portée de la désillusion éprouvée par les agents économiques lorsque la réalité a repris le dessus.

Comment redonner confiance ?

a) Il est évidemment normal et, dans une certaine mesure souhaitable, de resserrer l'appareil réglementaire après une telle poussée d'exubérance et d'irrationalité :

¹ De 1997 à 2002, les entreprises (non financières et non agricoles) des Etats-Unis ont « perdu » quelque 500 milliards de dollars de capital, mais ont augmenté leur endettement de près de 2000 milliards de dollars.

² Habituellement 10% des sociétés aux Etats-Unis révisent leurs états financiers. Ce pourcentage a été multiplié par cinq en 2002. Quant à la longévité moyenne de la fonction de PDG, elle est passée de 12 à 3 ans au cours des dix dernières années aux Etats-Unis.

Alors qu'il est généralement admis que les cas du « type Enron » sont des exceptions de caractère criminel, *les régulateurs multiplient de nouvelles règles* qui semblent fondées sur l'idée que ces cas ne sont pas si exceptionnels. Cette approche est ambiguë. Les régulateurs considèrent, sans doute, que des règles plus strictes dissuaderont les dirigeants de transgresser la loi. Mais l'on peut aussi observer que la prolifération de nouvelles règles ne conduit pas nécessairement à des comportements plus vertueux. Un système, aussi « parfait » soit-il ne peut, par lui-même éliminer la fraude.

Peut-être plus importante que le resserrement des règles, est *la nécessité – dans un monde intégré – d'harmoniser internationalement les règles comptables qui s'appliquent aux sociétés ainsi que les pratiques de « bonne gouvernance »*. Or, on n'a accordé, jusqu'à présent, à cet objectif, qu'un intérêt limité. Ce à quoi nous assistons, en revanche, est une multiplication de nouvelles règles « ad-hoc » de pays à pays. Cette approche ne conduit ni à plus de clarté, ni à un retour à la confiance. De fait, il est absolument nécessaire de faire converger et de rendre compatibles ces règles et pratiques³.

b) L'ajustement aux excès de la bulle n'est pas achevé :

Après la chute des valeurs boursières, les experts tendent à estimer *que la relation « prix des actions/rendements » (PER) est devenue « plus normale »*. Le ratio à long terme entre la capitalisation boursière aux Etats-Unis et les tendances structurelles des profits macro-économiques a été, en moyenne, de 17,5 sur la période 1955-2003. Ce rapport a culminé à 45 au point haut de la bulle ; il est redescendu aujourd'hui à 17,5. Mais, après des périodes de bulle spéculatives, ce ratio a tendance à sur-réagir. De nouvelles baisses ne sont donc pas complètement à exclure. Les banques tendent à devenir *plus sensibles aux risques et plus sélectives* dans l'octroi de leurs crédits dont elles attendent une rémunération accrue. Les modèles internes d'évaluation de leurs risques par les banques sont souvent corrélés aux marchés d'actions. *Ceci accroît la pro-cyclicalité des résultats bancaires* et aussi leur volatilité. Nombre de règles proposées au titre de l'IAS 39 vont dans la même direction. A cet égard et à titre illustratif, ce serait une erreur majeure, particulièrement en Europe, où l'économie dépend beaucoup plus qu'aux Etats-Unis de l'in-

³ Comment l'opinion publique peut-elle comprendre, par exemple, qu'en raison de différences dans les définitions, une société française cotée à New York peut déclarer que son conseil comporte 50% d'administrateurs « indépendants » aux termes des recommandations françaises du MEDEF et de l'AFEP, alors qu'elle n'en compterait que 22% en vertu des règles de la nouvelle loi américaine Sarbanes-Oxley, mais qu'elle en comporterait 64% d'après les règles de l'autorité de contrôle du marché financier de New York ?

termédiation bancaire d'imposer aux banques, pour leur opérations de couverture par instruments dérivés, des méthodes comptables fondées sur leur valeur de marché instantanée (« fair value ») telles que proposées par le conseil de l'IAS (International Accounting Standards).

L'euphorie passée a conduit à des acquisitions coûteuses qui doivent désormais être amorties ou passées en pertes. Aux Etats-Unis, 700 milliards de dollars d'écarts d'acquisitions (« good will ») ont été provisionnés en 2002. Les chiffres sont également spectaculaires dans l'industrie de la communication et du téléphone en Europe. A coup sûr, grâce à ces provisions comptables, les sociétés nettoient leurs bilans, mais l'endettement massif qu'elles ont encouru pour financer ces acquisitions demeure. Il est devenu aujourd'hui (mais non hier !), le souci majeur des analystes et des agences de notations.

En raison de l'énorme gaspillage de ressources entraînées par la combinaison d'une politique monétaire accommodante et de la bulle boursière qui s'en est suivie, l'économie mondiale est dans une situation *d'excès de capacité*. Ceci n'est guère de bon augure pour une forte et rapide reprise de l'investissement des entreprises. *Les ménages et les consommateurs* qui ont été les piliers de la croissance mondiale au cours de ces dernières années, doivent se persuader que les conditions s'améliorent. Plusieurs questions se posent à cet égard :

- souhaitent-ils épargner davantage en raison des incertitudes actuelles et de l'avenir de leurs fonds de pension ?
- sont-ils rassurés au sujet de la santé financière des entreprises et de leur capacité à investir ?
- ou sont-ils inquiets des licenciements auxquels procèdent de nombreuses entreprises surinvesties et surendettées et qui cherchent à réduire leurs coûts ?
- combien de temps prendra la « réparation indispensable » des bilans des ménages et des entreprises ?

Telles sont, en effet, quelques-unes des questions qui se posent en matière de retour à la confiance. Les solutions ne sont pas immédiates, mais c'est la capacité à les concevoir et à les mettre en œuvre qui comptera bien plus que des modifications réglementaires de détail sur lesquels on a trop souvent tendance à se concentrer.

En arrière-plan, se posent les vrais problèmes fondamentaux : les incertitudes macroéconomiques liées à l'ampleur considérable du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis et au dollar, l'Europe à la croissance molle et aux réformes de structure trop souvent reportées, la crise

de confiance dont souffrent les marchés émergents, les problèmes, toujours non résolus, du Japon... Et en facteur commun, les incertitudes géopolitiques...

Pour répondre à ces problèmes d'une façon qui rassure les investisseurs et les consommateurs, des « victoires » militaires ne suffiront pas. Il est nécessaire de voir l'économie mondiale s'engager dans un processus de croissance saine et durable : mais ceci suppose à son tour un « leadership », une direction collective ferme de la part des pays du G7 et des institutions multilatérales.

*

* *

Si on réfléchit à l'aspect « culturel » des évolutions que je viens d'évoquer sous l'angle des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, on est conduit à faire plusieurs constatations :

1 – Les Etats-Unis ont toujours été les initiateurs de mouvements boursiers à la hausse comme à la baisse. Leur économie est la première du monde, elle est plus dynamique, les marchés y sont plus flexibles et leur potentiel de croissance significativement plus élevé que celui que nous connaissons en Europe. Cette dernière, qui a été touchée avec un temps de retard et un peu plus modérément par la formidable poussée des valeurs boursières et de la croissance américaines, subit maintenant, mais cette fois à plein, le contrecoup négatif de l'éclatement de la bulle.

2 – Ce sont les Etats-Unis qui ont été à l'origine de la rationalisation – largement trompeuse – des phénomènes qui ont conduit à la bulle. La « nouvelle économie », le « nouveau paradigme » sont nés aux Etats-Unis. Ce pays a, en effet, la capacité de concevoir, de formaliser et de propager des théories nouvelles avec une facilité qui ne cesse de nous surprendre. Certains économistes et commentateurs européens se sont bornés à faire écho à ces thèmes. C'est comme si les modes de pensée, de notre côté de l'Atlantique, étaient moins aventureux, plus modérés, marqués aussi par plus de scepticisme et de bon sens. La pensée américaine, parfois propre à « s'emballer », n'hésite pas, devant la réalité, à renverser brutalement ses positions. L'intellectuel européen est peut-être moins « novateur », mais a plus de constance dans les idées.

3 – La théorie de la maximisation de valeur d'entreprises au profit des seuls actionnaires n'est pas une idée européenne, du moins sous la forme où elle a été « théorisée » au cours de ces dernières années. La conception européenne, même si elle a évolué, s'est toujours fondée sur l'équilibre du rôle social

et du rôle économique de l'entreprise. Plutôt que de rechercher à tout prix une croissance à court terme de la valeur des actions, la philosophie de l'entreprise en Europe continentale se situe dans le long terme et repose traditionnellement sur le partage des fruits de la valeur ajoutée entre les actionnaires, le personnel et l'entreprise elle-même sous forme d'autofinancement. C'est par un effet de mimétisme inhérent à la globalisation (celui qui ne joue pas le jeu de la maximisation de sa valeur boursière est vulnérable et aussitôt attaqué sur un marché intégré) que les entreprises européennes ont fini par adopter les thèses de la « croissance annuelle de 15% ».

4 – Un des paradoxes de la situation actuelle est que l'Europe est sous forte pression pour adopter, en matière de « gouvernance » des entreprises, des « remèdes » que les Etats-Unis s'imposent à la suite et en contrecoup des dévoiements comptables qui sont nés, pour l'essentiel, sur leur sol. Ces dévoiements ont été largement facilités par la conception des règles comptables telle qu'elle existe aux Etats-Unis. Cette conception repose sur des catalogues de règles précises à appliquer, alors que les systèmes européens sont fondés sur l'énonciation de principes à respecter. Or il est avéré que les systèmes à base de règles sont dangereux dans la mesure où ils se prêtent à des contournements : on respecte la règle, mais si on trouve un biais pour la contourner, on a le sentiment d'être « en règle ». Le système européen est plus difficile à transgresser, car les principes restent des principes. Or, bien que les sociétés européennes n'aient pas été à l'origine de détournements comptables de l'ampleur de ceux qui ont été observés Outre-Atlantique, on s'efforce aujourd'hui de les soumettre aux contrôles accrus que le législateur américain a rapidement mis en place (loi Sarbanes Oxley). Mais le système comptable américain reste fondé sur des règles, ce qui le rend toujours fragile. Plus grave, on cherche à étendre ce système à l'Europe sous prétexte de la nécessaire « convergence »...

Jacques de LAROSIÈRE

Révolution culturelle dans les relations transatlantiques

par René FOCH

*L'OTAN est mise en question par les Etats-Unis eux-mêmes.
Stupéfiant retournement pour une Europe intellectuellement incapable
aujourd'hui d'en mesurer les conséquences.*

Il faut bien mesurer la dimension idéologique de la crise irakienne. Par-delà ses péripéties diplomatiques, militaires et maintenant politiques et économiques, nous assistons à un conflit de nature culturelle entre ceux qui pensent (comme le président américain et le Premier ministre britannique) que l'on va vers un monde unipolaire dirigé par les Etats-Unis, dans lequel les Européens doivent se placer aux côtés de Washington et ceux qui pensent (comme le président français et le chancelier allemand) que la suprématie militaire des Etats-Unis ne leur donne pas tous les droits et que nous allons vers un monde multipolaire dont une Europe unifiée sera l'un des pôles, allié du pôle américain mais distinct.

L'Union européenne et le jeu américain

Ce qui était en cause dans l'affrontement entre Bush et Chirac ce n'était évidemment pas une simple divergence entre deux méthodes pour régler le problème irakien. Après plusieurs variations la politique américaine s'est focalisée sur la destruction des armes de destruction massive qui jusqu'à présent brillent par leur absence. Ce n'était qu'un leurre. L'objectif premier des Etats-Unis était de détruire le régime de Saddam Hussein, d'ouvrir l'Irak comme au XIX^e siècle la flotte américaine avait ouvert le Japon et de mettre la main sur les deuxièmes réserves pétrolières du monde. Mais un deuxième objectif est vite apparu au cours du conflit diplomatique, celui de rendre clair au monde entier que l'Amérique du XXI^e siècle entendait exercer le leadership mondial et ne tolérerait pas le développement d'une Europe qui prétendrait avoir sa propre politique. Pour cela comme le note Nicole Gnesotto dans

le dernier bulletin de l'Institut d'études et de sécurité de l'Union européenne « La politique de l'Administration Bush joue le jeu du délitement de l'Union au profit des nations. Forcing pour casser le consensus européen sur la Cour pénale internationale, forcing pour obtenir individuellement de chaque allié européen un soutien à la guerre contre l'Irak, etc... Dans cette affaire Tony Blair a le premier suivi le leadership américain. Il y a d'abord là un facteur culturel : la solidarité anglo-saxonne. Nous retrouvons aussi les conséquences lointaines de l'affaire de Suez de 1956 qui mérite d'être rappelée. Nasser avait nationalisé le canal de Suez, propriété commune de l'Angleterre et de la France. Les deux pays répondirent en occupant le canal. Brève victoire. Eisenhower menaça Eden de ne plus soutenir la livre sterling. Eden céda et le corps expéditionnaire rembarqua sans gloire. Ce qui reste intéressant dans cet épisode oublié est la façon dont les deux Etats réagirent à ce fiasco. Londres en tira la leçon que pour assurer le maintien de la présence américaine en Europe il fallait suivre en toute circonstance le leadership américain. Paris qui négociait mollement une union douanière avec ses partenaires continentaux en tira la conclusion que les Européens devaient s'unir au plus vite et comme simultanément l'Armée rouge noyait dans le sang la révolte de Budapest le Traité de Rome fut rapidement conclu. Le président Eisenhower soutint l'entreprise dès le début. Pendant 50 ans ce fut la politique constante de Washington d'appuyer le processus d'unification européen. Dans son discours de Philadelphie le 4 juillet 1962 le président Kennedy proposa comme vision d'avenir un partenariat entre l'Amérique et l'Europe. Il semble que le mot de « partnership » ait été suggéré à Kennedy par Jean Monnet. On en est loin. Le partenaire européen a rattrapé l'Amérique au plan économique mais a tardé à s'organiser au plan politique et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Potomac. Avec l'Administration Bush on assiste à *une véritable révolution culturelle dans la politique de l'Amérique vis-à-vis de l'Europe*. Elle joue désormais ouvertement la division des Européens. Les gouvernements espagnol et italien suivirent l'exemple britannique. Quant aux pays de l'Est candidats à l'adhésion, fortement sollicités par Washington, ils l'assurèrent de leur appui. Ceci donna à Donald Rumsfeld l'occasion de se féliciter de l'apparition d'une nouvelle Europe qui suit le leadership américain. Il est intéressant de noter la façon dont le secrétaire à la Défense empiète ainsi sur le domaine du secrétaire d'Etat. Au-delà des personnalités ceci correspond au fait que *la carte militaire est dans le jeu américain la carte maîtresse* et que la nouvelle administration n'hésitera pas à en jouer comme elle vient de le faire sans avoir persuadé personne, en dehors de son électorat, que Saddam Hussein était mêlé au 11 septembre ou qu'il menaçait le peuple américain.

A la recherche d'une OTAN perdue

Le succès de ce remarquable tour de passe-passe ne peut s'expliquer sans l'évolution à laquelle nous assistons actuellement en Amérique dans certains cercles intellectuels que Pierre Hassner et Justin Vaïsse décrivent dans un livre récent¹.

Tout se passe, notent nos deux auteurs « comme si les Etats-Unis voulaient se rassurer en rappelant sans cesse la dimension militaire et technologique de leur primauté, alors que sur le plan des capacités de défense du territoire comme sur celui de l'influence, ils se heurtent à des défis et à des résistances dont ils ont du mal à prendre la mesure ».

Ce point de vue est critiqué par Joseph Nye lorsqu'il écrit : « La puissance au XXI^e siècle reposera sur un mélange de ressources dures et douces... La pire faute aujourd'hui serait de tomber dans une analyse unidimensionnelle et de croire que nous assurerons notre force dans le seul domaine militaire².

C'est le moment que choisit Tony Blair pour introduire ce conflit idéologique dans le débat européen. « Certains, déclara-t-il au *Financial Times* veulent un soi-disant monde multipolaire où vous avez différents centres de puissance qui deviendront des centres de puissance rivaux. D'autres pensent et telle est ma position que nous avons besoin d'une puissance globale (a polar power) incluant un partenariat stratégique entre l'Europe et l'Amérique ». Vision à laquelle répond celle de Jacques Chirac : « Quand vous observez l'évolution du monde vous voyez qu'un monde multipolaire se met en place tout naturellement. Pour qu'il existe un équilibre il faudra une Europe forte et une Amérique forte liées ensemble par un fort pacte culturel. Ceci signifie que nos relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis devront être des relations de complémentarité et de partenariat entre égaux ». Au moment où l'Europe doit digérer son élargissement et adopter une constitution le plus sage serait d'éviter toute querelle théologique. Il suffit de remarquer que les deux leaders se réfèrent l'un et l'autre à un partenariat entre l'Europe et l'Amérique et d'appliquer ce concept dans les différents domaines des relations internationales.

L'Amérique a aussi besoin de l'Europe

En matière commerciale les différents entre les deux partenaires ne concernent que 2% de leurs échanges et il leur appartient d'assurer ensemble le succès des prochaines négociations dans le cadre de l'organisation mondiale du commerce (OMC).

¹ Pierre Hassner et Justin Vaïsse : *Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance*. Collection Ceri/autrement.

² *The paradox of American Power*. Joseph S. Nye Jr. Oxford University Press

En matière monétaire l'Europe a maintenant sa monnaie et le rééquilibrage entre le dollar et l'euro est un problème d'intérêt commun.

Dans le domaine de la politique étrangère les tensions récentes ne doivent pas nous faire oublier les nombreux secteurs où l'Europe et l'Amérique ont des intérêts communs : la feuille de route qui est maintenant présentée aux Israéliens et aux Palestiniens a été rédigée par un quartette : Etats-Unis, Europe, Russie, Nations Unies. Autre exemple : les Américains se préoccupent des dangers de la prolifération nucléaire en Iran. Il y aurait tout intérêt à ce que les Américains et Européens adoptent vis-à-vis de ce pays des positions non pas identiques mais complémentaires. De toute façon ce n'est pas demain que les 25 pays membres de l'Union adopteront une politique étrangère commune. Ils sont donc condamnés à de simples coopérations intergouvernementales où les Américains ont tout loisir de s'inviter comme on l'a vu dans la crise irakienne.

Ceci souffre des exceptions : on peut imaginer que sur un dossier déterminé il y ait un accord complet que des institutions communes soient chargées de promouvoir. On peut aussi imaginer que certains pays membres en viennent à pratiquer une politique étrangère commune comme la France et l'Allemagne s'y efforcent.

En matière militaire comme Washington ne cesse de le réclamer certains pays européens commencent à rationaliser leur production de matériel. L'Angleterre dont la contribution est essentielle, la France, l'Allemagne, l'Italie regroupés dans l'organisation conjointe de coopération en matière d'armements (OCCAR) sont engagés dans des projets communs. Lorsqu'un matériel, par exemple l'Airbus militaire A400 M sera disponible la question de son emploi se posera. D'ici là il est inutile d'en débattre.

Des projets communs

Il faut noter d'ailleurs que ces coopérations techniques se passent fort bien. Lorsque le gouvernement britannique lança la construction de deux porte-avions il confia un tiers de la commande à une firme française.

Par ailleurs l'OTAN joue un rôle de moins en moins militaire et de plus en plus politique. Pour Colin Powell l'OTAN est encore « la glue qui tient ensemble les relations transatlantiques ». Mais lorsque le secrétaire général britannique de l'OTAN décida de faire jouer l'article V du traité de l'Atlantique Nord et offrit ses services aux Américains pour l'opération en Afghanistan ceux-ci remercièrent poliment et organisèrent une coalition ad

hoc incluant, malgré la Tchécéchie, une contribution russe qui s'avéra des plus utiles. Paul Wolfowitz a formulé à cette occasion la nouvelle doctrine américaine qui s'est appliquée à l'Irak. « Ce sont les missions qui déterminent les coalitions, non les coalitions qui déterminent les missions ». C'est une idée intéressante dont l'Europe peut aussi s'inspirer.

Dans le cadre général de l'Alliance atlantique, comme peut-être dans le cadre élargi de l'Union européenne, vont apparaître des regroupements régionaux autour d'objectifs particuliers. C'est ainsi que dans la période de tension transatlantique qui a précédé la guerre d'Irak, la France, l'Allemagne et la Russie partagèrent la même position. Il n'est pas question de créer une espèce de coalition continentale pour s'opposer aux Anglo-Saxons mais il est certainement possible d'organiser avec la Russie des collaborations ponctuelles sur des intérêts partagés, par exemple le développement des considérables ressources russes en gaz naturel qui trouvent en Europe un débouché intéressant. Le fait est que la position financière des Etats-Unis est en train de se détériorer. Le déficit de la balance commerciale américaine ne cesse de croître, approchant les 600 milliards de dollars annuels. Il faut *un milliard et demi de dollars de rentrées financières par jour* pour couvrir ce déficit. En février 2003 les sommes nettes en provenance de l'étranger investies aux Etats-Unis n'ont représenté que la moitié de cette somme.

Comme le formule dans les colonnes du *Herald Tribune* David Bowers, principal responsable des investissements de Merrill Lynch « L'Amérique est plus dépendante du reste du monde pour ses capitaux qu'a aucun moment au cours des cinquante dernières années. Ce pour quoi on demande des fonds au reste du monde est très différent de ce pour quoi on lui demandait des fonds il y a trois ans. Il y a trois ans on lui demandait de financer un miracle du secteur privé. Maintenant on lui demande de financer les baisses d'impôts de Bush et la guerre d'Irak ».

L'Amérique s'apprête à résoudre son problème de balance commerciale en laissant filer le dollar. Rappelons-nous le temps où il valait 4 francs. Ceci concerne l'Europe au premier chef. L'Eurogroupe composé des ministres des Finances des 12 pays de l'Euroland devrait être chargé de gérer avec les Américains la baisse du dollar et la remontée concomitante de l'euro. C'est exactement ce que stipule le traité de Maastricht. Il prévoit en effet un copilotage de la politique monétaire, la banque centrale européenne étant chargée de la lutte contre l'inflation et *les autorités politiques veillant à la politique de change*. Cette dernière disposition est restée lettre morte. Il s'agit de mettre en place d'urgence un gouvernement économique de l'euro.

Au lendemain d'une crise qui a profondément ébranlé les Nations Unies, l'OTAN et l'Union européenne celle-ci doit faire preuve de réalisme. Elle doit d'abord apprendre à faire un usage politique de sa considérable puissance économique, par exemple en favorisant l'usage international de l'euro.

Elle doit mener à bien son élargissement et sa mutation institutionnelle. Dans le même temps elle doit concrétiser les efforts qu'elle a entrepris dans le domaine des équipements militaires et mettre un terme à l'énorme gaspillage que constituent 15 et demain 25 programmes de « défense nationale ».

Lorsque ces mutations décisives seront accomplies, et elles prendront du temps, le poids de l'Europe dans les affaires du monde se fera sentir de lui-même. En attendant il n'est pas sûr que ce soit le moment de se poser des questions existentielles. On ne sort jamais de l'ambiguïté qu'à son détriment.

René FOCH

La culture et l'élargissement
JEAN-MARIE DOMENACH

« Il serait désastreux qu'au moment de se constituer politiquement, l'Europe se défasse culturellement ; qu'au moment où les Européens du Centre et de l'Est se tournent vers elle, elle soit incapable de leur proposer une pensée vivante et généreuse, un projet et une espérance qui aillent au-delà des bénéfices économiques et financiers qu'on attend de l'intégration ».

France-Forum, Oct.Déc. 1991.

Y a-t-il une culture européenne ?

POINT DE VUE D'Allemagne

par **Fritjof von NORDENSKJÖLD**

Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne

La culture incarne un fondement inamovible de l'identité européenne. L'Europe a derrière elle un passé culturel et intellectuel né dans l'Antiquité, un passé qui a fait et fait encore partie intégrante de son histoire. Il nous semble en effet naturel de parler d'unité culturelle européenne pour la période allant du Moyen-Âge aux temps modernes, jusqu'à la naissance des nations et du nationalisme. Les blessures et les cicatrices que le nationalisme a infligées à l'Europe, aux XIX^e et XX^e siècles, masquent cependant la force de ces courants traditionnels. Comme le fut l'ancien empire allemand jusqu'au début du XIX^e siècle, l'Europe constitue aujourd'hui une véritable mosaïque composée d'une multitude de richesses culturelles.

Les systèmes constitutionnels et juridiques issus de cet héritage, y compris les principes fondateurs du droit international et de la protection des droits de l'Homme, sont au cœur de la vision culturelle européenne qui marque le monde de son empreinte à divers niveaux, au-delà même de son continent d'origine. Les traditions culturelles de l'Europe dépassent en effet largement les frontières du Vieux continent. La communauté de valeurs qui régit ces traditions imprègne également nos relations avec les États-Unis.

Avoir conscience de posséder une culture commune revêtera une importance toujours plus grande dans l'avenir de l'Europe. Ainsi l'Europe de demain aura-t-elle pour composant essentiel la richesse de son potentiel de créativité et d'identification culturelles, richesse presque inépuisable par comparaison avec toutes les autres régions du monde. Du point de vue politique, la politique culturelle européenne se limitera à compléter et non à remplacer des identités culturelles régionales ou nationales ou encore des politiques en la matière. Souvent née de l'histoire individuelle des nombreux États qui la composent, la diversité culturelle traditionnelle en Europe constitue d'ores et déjà la spécificité de l'ensemble de ce paysage culturel et, à ce titre, doit être préservée et entourée de soins attentifs. Une analyse exhaustive du patrimoine culturel de l'Europe révélerait que la tradition religieuse issue de l'héritage chrétien requiert une place de choix qui devrait pouvoir lui être assurée, sans que soient pour autant remis en question les acquis aujourd'hui incontestables de la liberté religieuse et de la laïcité.

Le programme-cadre actuel de l'Union européenne pour la promotion de la culture dans les domaines des arts plastiques et scéniques, de la gestion de l'héritage culturel, de la littérature ainsi que de la traduction, vise à promouvoir les échanges de prestations culturelles, à renforcer à long terme les coopérations culturelles et à faciliter la formation de réseaux culturels. 30 États au total, aussi bien des États-membres de l'actuelle Union européenne que des pays en voie d'adhésion ou des membres de l'Espace économique européen, sont concernés par ce programme. Cette ampleur géographique augure déjà d'un élargissement de l'U.E. dans un espace défini géographiquement et politiquement. Ce programme contribue également à la diffusion de la diversité culturelle auprès d'un large public européen. Quelle meilleure preuve de l'existence d'une culture européenne que la vocation de ces programmes forgeurs d'identité commune ?

Être conscient de l'existence d'une culture européenne, de ses dimensions et des possibilités qui s'offrent à elle peut contribuer à définir un objectif clair pour la poursuite de l'intégration européenne. Sur le plan culturel, le dénominateur commun de l'Europe — dont l'essence peut être définie comme une unité dans la diversité et dont on peut contester, parfois avec raison, l'ampleur réelle c'est-à-dire, en quelque sorte, ses « frontières extérieures » — dépasse la souveraineté au sens que prend habituellement ce terme en droit international. Seuls des États, gouvernements et populations conscients de leurs richesses aux niveaux national, régional et local peuvent être également conscients de leur propre valeur et ainsi partager avec leurs voisins leur esprit de tolérance pour la poursuite du processus d'intégration européen. Afin que l'Europe conserve l'un de ses fondements essentiels, il est impératif de trouver un équilibre entre patrimoine culturel et structure pour le « matériau culture » caractérisé par la liberté de création et l'auto-détermination ; équilibre qui conférera un cadre politique à une économie de marché culturelle et à un espace d'action culturelle.

La nostalgie ambiante ne doit pas ériger en icône l'idéal d'un « bon vieux temps » révolu depuis la fin du XIX^e siècle. Je pense notamment à la perméabilité intellectuelle du Vieux continent à tous les horizons de pensée qui se fondait sur la connaissance approfondie des principales langues étrangères. Cette faculté permettait à des franges de populations désormais beaucoup plus grandes qu'autrefois de communiquer sans difficulté, que l'on considère les chiffres donnés en pourcentage ou en valeur absolue. De nos jours, la proportion de personnes maîtrisant des langues étrangères est plus élevée qu'elle ne l'a jamais été. A elles seules, ces connaissances restent cependant insuffisantes pour comprendre l'autre et dialoguer avec lui tandis que le degré d'intégration s'avère aujourd'hui comparativement beaucoup plus élevé qu'autrefois.

C'est là l'une des tâches prépondérantes qui incombent à la politique culturelle de demain, mais aussi à celle d'aujourd'hui, en tant que politique éducative au sens strict du terme. Des centres culturels européens au sein desquels des États-membres, en nombre variable, pourraient organiser et élaborer des programmes linguistiques et culturels depuis leur pays dans un autre État-membre de l'Union européenne. Ces centres pourraient définir une politique nationale culturelle concrète et représenter l'Union européenne hors de ses frontières, dans des États tiers, par le biais d'une politique culturelle active à l'étranger. Plus que jamais, le mot d'ordre suivant s'appliquera à la culture européenne : elle sera à l'image des citoyens qui la forgent à travers leurs gouvernements.

POINT DE VUE D'Autriche

par Anton PROHASKA

Ambassadeur d'Autriche

*« Toute culture naît du mélange, de la rencontre, des chocs.
À l'inverse, c'est de l'isolement que meurent les civilisations »*

Octavio Paz

Si le développement massif des relations économiques de l'après-guerre a suscité de nombreux espoirs et, renforcé par le GATT et l'OMC, s'est développé sans trop de heurts, nous assistons depuis quelques années à une remise en cause du principe de globalisation qui, consciemment ou pas, rejette entre autres un développement qui ne répondrait qu'aux critères de marché et ne respecterait pas les « traditions culturelles ». Parallèlement, les discussions dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne et de la Convention ont réouvert le débat quant aux frontières de l'Europe, frontières géographiques ou... culturelles. La « Culture Européenne » est donc réapparue comme identité de valeur et de démarcation, aussi vis-à-vis des Etats-Unis. Un certain « retour des choses » au niveau politique, l'apparition des termes de « vieille Europe » et « nouvelle Europe » montre cependant que l'aspect fédérateur n'est pas aussi évident qu'il n'apparaît aux premiers abords. Il est donc juste de se poser la question : cette culture européenne, l'avons nous perdue, est-elle en danger, va-t-elle disparaître tels les peuples décrits par l'écrivain autrichien Karl Markus Gauß dans son ouvrage « des européens en sursis (die sterbenden Europäer) » ?

La difficulté de la définition d'une « culture européenne » vient du fait que d'un côté, il n'y a pas de consensus ou de définition unique de l'Europe qui englobe-

rait les critères géographiques, politiques, économiques, religieux ou historiques et que de l'autre, cette « culture européenne » est justement utilisée pour définir une certaine idée de l'Europe, un espace de valeurs et d'histoire partagés.

Cette « Culture européenne » n'est donc pas un concept absolu mais plutôt un ensemble de valeurs dont nous sommes tout à la fois les héritiers, les architectes et les passeurs. Etat de fait donc et sujet à l'évolution, mais aussi fruit d'un héritage hellénique pour ce qui est de la pensée philosophique, l'éthique et la politique, d'un héritage romain pour ce qui est du droit et des structures juridiques, et d'un héritage religieux monothéiste chrétien, juif et islamique, influant sur le respect de l'homme à l'image de Dieu. Si nous nous penchons sur cet « état de fait », il nous est possible d'identifier des valeurs communes et des tendances fondamentales qui dominent et orientent notre culture. J'en choisirai deux : la liberté, étroitement liée au respect de l'individu, et la diversité.

La valeur de liberté individuelle, base de l'humanisme occidental, permet à l'homme d'aller au-delà de sa nature donnée, de créer et de se créer. Cette liberté individuelle, mise à mal trop souvent dans notre histoire, est la source principale de l'incroyable richesse de la création artistique et du foisonnement des idées qui caractérise l'Europe. La liberté d'expression, dont la liberté artistique ne représente qu'un aspect, est une constante qui a résisté aux dictatures politiques du nationalisme ou aux dangers du « politiquement correct » et qui garantit que si par deux fois dans le siècle précédent, l'Europe a sombré dans la barbarie, elle s'est relevée sur un consensus humaniste, portée entre autres par les artistes qui ne sont pas des « décorateurs », des « faiseurs de beau » mais qui, de par leur sensibilité et perception sociale, nous ouvrent au monde qui nous entoure. Malgré les réticences et parfois même les réactions hostiles de la majorité, c'est un certain consensus sur la liberté d'expression et la volonté individuelle dont les artistes se savaient les héritiers que de leur vivant, Mahler ou Schönberg ont pu être joués, Schiele ou Picasso être exposés avant qu'il ne deviennent ces « classiques » dont s'enorgueillit l'Europe. Une démonstration inversée du rapport entre culture et liberté apparaît évidente si l'on évoque la valeur des artistes utilisés par les propagandes dictatoriales et celle des artistes censurés et interdits.

Ce respect de l'individu, unité la plus réduite à l'intérieur de l'Etat Nation, a rendu possible une deuxième caractéristique de la culture européenne : sa diversité. Cette diversité se rencontre au niveau national donc, mais aussi et surtout au niveau continental. Là aussi, notre histoire a malmené ce principe, mais notre héritage culturel, fondé, depuis l'époque hellénique, sur le principe d'inculturation et d'assimilation, d'enrichissement mutuel des cultures, fait la force de l'Europe. Paradoxalement, la diversité culturelle de l'Europe, dont le multilinguisme est un

des facteurs les plus visibles mais point le seul, est facteur d'unité. C'est ce dualisme qui est présent dans l'article 151 du traité de l'Union européenne : « la Communauté contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun ». Cette diversité culturelle, riche aussi des apports extra-européens, s'est exprimée clairement dans le microcosme européen que représente la « capitale européenne de la culture », en l'occurrence la ville de Graz en Autriche en 2003 : parmi 5000 manifestations, il est symptomatique que les deux manifestations d'ouverture, le théâtre musical « Begehren » de Beat Furrer (Suisse) avec une mise en scène de Zaha Hadid (née à Bagdad) et la pièce « Butterfly Blues » de Henning Mankell (Suède) sur le problème d'immigrés mozambicains sont, de par leur « métissage culturel », des œuvres très européennes !

Si le concept de « culture européenne » ne se laisse pas facilement cerner, nous pouvons cependant affirmer que sujet, à l'histoire et donc au temps, il est néanmoins héritier de notre histoire et des valeurs de liberté et de diversité. En mesure de nous fortifier contre nos expériences journalières d'échecs et de défaillances, la culture nous donne le courage et l'assurance nécessaire pour surmonter notre condition humaine. Loin de prendre cette culture européenne pour donnée, nous nous devons cependant d'en être conscient, de la défendre à travers ces principes et de la conquérir sans cesse !

POINT DE VUE DE Grande - Bretagne

par **John HOLMES**

Ambassadeur de Grande-Bretagne

En un mot, la réponse est oui. Par « culture », j'entends beaucoup plus que les grandes traditions artistiques, littéraires et musicales de l'Europe. Je suis convaincu que la culture européenne doit autant à Socrate, Descartes et Hume qu'à Virgile, Vivaldi et Velazquez. Par ailleurs, elle s'étend bien au-delà des frontières de l'Union, même élargie, qui incarne toutefois certains principes fondateurs.

Les grandes forces de l'Europe d'aujourd'hui sont la démocratie, la tolérance et l'ouverture aux idées nouvelles, valeurs héritées des traditions humanistes des siècles passés. Elles constituent une part importante du vaste héritage culturel européen, que nous devons autant aux philosophes religieux, tels que Saint Thomas d'Aquin et Martin Luther, qu'à Machiavel et à Montaigne. Elles nous viennent également des hommes de lettres qui se sont révélés dans la contestation, comme dans la célébration des règles de la société qu'ils observaient : de

Dante à Voltaire, en passant par Ronsard et Jonathan Swift, sans oublier Victor Hugo et Vaclav Havel. Dans le même temps, le mécénat des cours royales et des dirigeants politiques a souvent contribué à l'essor des beaux-arts et de la musique – rappelons-nous Gainsborough et Mozart.

Les Européens ont toujours voyagé, sur le Vieux continent et au-delà de ses frontières, poussés par la soif de découvrir d'autres cultures et de faire connaître la leur. Ces voyages ont donné lieu à d'enrichissants échanges d'idées philosophiques et artistiques entre musiciens, écrivains et architectes notamment, qui accueillaient les innovations avec enthousiasme pour s'en inspirer et les embellir ensuite. Saint-Pétersbourg, la capitale impériale fondée par Pierre le Grand au XVIII^e siècle, illustre de manière éclatante la volonté d'un homme de prendre le meilleur de l'Europe culturelle pour en créer la vitrine. Pour donner des exemples plus concrets, Kant et Voltaire admiraient Adam Smith ; Vaughn Williams a reçu l'enseignement de Ravel ; Julian Barnes reconnaît ouvertement l'influence de Flaubert ; Tchekhov reste le deuxième dramaturge le plus joué en Grande-Bretagne (après Shakespeare).

Le développement scientifique a également joué un rôle dans l'évolution culturelle de l'Europe. Nous avons fait beaucoup de chemin depuis le conflit entre Galilée et la hiérarchie ecclésiastique, mais certains débats éthiques modernes sur le progrès scientifique nous rappellent que la lutte pour la tolérance et l'ouverture d'esprit est encore d'actualité. De la santé publique, où Pasteur et Lister se sont illustrés par leurs grandes découvertes, au domaine industriel et militaire, en passant par les sciences de la vie, les grands inventeurs européens ont ouvert la voie au progrès.

Comment préserver cette curiosité et cette ouverture d'esprit ? Le bouillonnement de la vie culturelle en Europe tient à mon sens à quatre facteurs :

1 – Dans la lignée des Grecs anciens, les Européens tiennent la sphère culturelle en haute estime, comme le montrent leur tradition de mécénat et l'enthousiasme du public. Ainsi, chaque pays européen compte d'éminents créateurs dans un large éventail de disciplines.

2 – Depuis des siècles, l'éducation constitue un élément essentiel du succès des sociétés européennes, qui affichent un degré élevé d'alphabétisation et d'instruction, moteurs de la consommation d'œuvres culturelles. L'éducation laïque en langue vernaculaire, autrefois liée à l'enseignement de l'Eglise, est devenue progressivement accessible au plus grand nombre. Des établissements prestigieux – Bologne, Oxford, la Sorbonne – ont formé des générations de grands esprits.

3 – Le principe de *solidarité* a conduit à la gratuité de l'éducation et à la généralisation des subventions pour l'accès à notre patrimoine culturel. Il se traduit

aujourd'hui par l'entrée libre dans les musées nationaux, mesure récemment mise en place en Grande-Bretagne, ou par la défense de la radio et de la télévision publiques. C'est encore la solidarité qui est à l'origine de l'effort en faveur de la revitalisation de villes telles que Bilbao et Glasgow, dont les solides références culturelles continuent à surprendre ceux qui n'ont pas oublié leur ancienne réputation.

4 – L'Europe a également appris à comprendre que sa force, qu'elle soit culturelle ou économique, résidait dans sa *diversité*. Les échanges d'idées, au niveau national ou international, ont davantage contribué à encourager l'innovation que les tentatives de nivellement et de répression des cultures minoritaires. Les festivals de musique et les lectures de poésie, par exemple, sont l'occasion, pour les communautés minoritaires, de faire connaître leurs différences au reste de la population, dans un esprit de fête. A cet égard, l'Union européenne soutient activement les langues rares et les musiques traditionnelles, sans parler des produits gastronomiques artisanaux dont nous sommes tous friands !

« La diversité de ses nations fait la richesse et la force de l'Union européenne » a déclaré le ministre délégué aux Affaires européennes, Denis MacShane, en présentant une campagne d'affichage de vers de grands poètes européens dans le métro londonien. Je partage entièrement ce sentiment. J'ajouterai, pour schématiser, que c'est notre capacité à vivre ensemble, à apprendre au contact les uns des autres et à s'adapter aux besoins et aux vues les uns des autres, qui définit la culture européenne. Loin d'être innée, cette caractéristique résulte de notre longue expérience de la vie en communauté et des leçons que nous avons tirées de toutes les horreurs engendrées par l'intolérance. C'est sur cet héritage culturel que repose le succès de l'Union, aussi devons-nous le préserver à tout prix. J'espère que ces principes fondamentaux, qui nous permettent de communiquer nos idées et nos différences, perdureront pendant les années et les siècles à venir.

 POINT DE VUE DU J a p o n

par Franck MICHELIN

Japon et Europe entretiennent des relations culturelles depuis déjà près de cinq siècles. Portugaise au XVI^e siècle, la culture européenne devient à peu près exclusivement néerlandaise à compter du milieu du siècle suivant du fait que les Pays-Bas constituent alors le seul pays européen autorisé à entretenir des relations avec le Japon. De cette première aventure naissent notamment un certain nombre de mots japonais, tel *tabako* (« tabac », du portugais), ou encore *koppu* (« verre », du néerlandais). Le contrôle strict des relations extérieures par le shōgunat d'Edo (1600-1868), ainsi que la proscription du christianisme et des ouvrages

européens autres que techniques n'empêchent pas nombre de savants japonais de ressentir le besoin d'une ouverture sur le monde et de progrès dans le domaine du savoir. A partir du XVIII^e siècle naissent et se développent les « études néerlandaises » (en japonais *rangaku*). Ainsi, un certain nombre d'ouvrages européens, notamment scientifiques, vont parvenir au Japon et être l'objet d'études approfondies. Ce mouvement facilitera grandement l'ouverture du pays à l'Europe au siècle suivant.

En 1853, les Américains forcent le Japon à s'ouvrir. Ce sont néanmoins les nations européennes qui vont profiter le plus de cette nouvelle situation. Royaume-Uni, France, Russie, Prusse (puis Allemagne après 1871) vont alors exercer sur le Japon une influence profonde. A partir de l'ère Meiji (1868-1912), le Japon, désireux d'entrer dans le concert des nations va se mettre à l'école de l'Europe avec ferveur. Techniques, sciences, enseignement, droit, politique, mais aussi habillement, musique, gastronomie : le Japon a décidé de s'éloigner de l'Asie et de se rapprocher de l'Europe. La France tient une place de choix : c'est elle qui crée l'embryon de ce qui deviendra l'armée impériale, le premier chantier naval et la première fonderie modernes, les fondements du droit civil, plusieurs écoles et universités. Elle influence profondément la littérature et les arts du pays.

Après un intervalle anti-occidental entre les années 1930 et la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon se met de nouveau à l'école de l'Occident. Occupé puis tenu en laisse par les Etats-Unis, le Japon de l'après-guerre regarde vers l'Europe avec espoir, passion même. C'est l'âge d'or de la chanson et du cinéma français. Toutefois, un certain dédain de l'Europe, ainsi que l'influence croissante des Etats-Unis provoquent peu à peu le déclin progressif de l'influence européenne. Aujourd'hui, si les gens de cinquante ou soixante ans connaissent tous Frederico Fellini, Jean-Luc Godard et Ingmar Bergman, les jeunes Japonais ne connaissent guère que Steven Spielberg et George Lucas. Quant aux langues européennes, elles sont considérablement en perte de vitesse vis-à-vis des langues asiatiques, et évidemment de l'anglais américain – qui a définitivement éclipsé celui des îles britanniques.

Bien évidemment, l'existence de l'Europe ne fait pas de doute dans l'esprit de l'ensemble des Japonais. Toutefois, celle-ci semble bien être devenue floue, comme si la perte de puissance politique des pays européens avait fait d'eux de simples entités culturelles, des pays-musées où l'on aime voyager alors que l'on va chercher le savoir du XXI^e siècle du côté de la Californie. Et si l'Europe est généralement vue comme un pays uni, presque comme un Etat au même titre que la Chine ou les Etats-Unis, c'est souvent, il nous semble, à cause du manque de perception de la diversité européenne. En effet, on parle au Japon de cuisine

européenne, d'art de vivre européen, d'odeurs européennes même, comme nous parlons chez nous de cuisine asiatique ou d'esprit asiatique. Ici, l'exotisme cache mal une ignorance de plus en plus inquiétante.

Si la crise irakienne inquiète beaucoup de Français quant à une possible dégradation de l'image de l'Europe dans le monde, il faut constater que la fermeté franco-allemande a été généralement vue d'un œil admiratif de la part de l'opinion japonaise, et ce d'autant plus que le gouvernement nippon se complait dans une attitude vassalique à l'égard de l'Oncle Sam. Ici encore, nous nous devons de constater le poids du politique dans le domaine des représentations mentales et de la culture. L'Europe ne pourra faire l'économie d'une politique active et autonome si elle veut continuer de compter au sein de la culture du monde en général, et du Japon en particulier. Afin de démontrer aux yeux des Japonais, toujours assoiffés de modernité, qu'elle a de l'avenir, elle doit absolument faire la preuve qu'elle joue et jouera un rôle important dans la politique et la science du XXI^e siècle. L'avenir de la culture européenne au pays du soleil levant est sans doute à ce prix.

POINT DE VUE DE Malte

par **Salvino BUSUTTIL**

Ambassadeur de Malte

La culture est un des termes les plus utilisés, même si on en abuse et un des plus difficiles à définir. L'UNESCO, dans son approche mondiale, et régionale, définit deux types de culture : celle tangible (telles des constructions) ou intangible (telles les œuvres littéraires). Si cette division reste simple, il n'y a aucun doute qu'en Europe on y trouve abondance des deux types.

Ce n'est pas la culture qui ne se définit pas, mais plutôt l'Europe qui se définit mal. Dans un espace géographique assez réduit par rapport au globe terrestre on y trouve un mélange et une grande variété de peuples et de groupes ethniques ; et ceux-ci ont eu une continuité historique de faits et de traditions qui sont soulignés et resoulignés à maintes reprises dans la collectivité européenne.

N'oublions pas que l'Europe a été à l'origine du moderne impérialisme culturel, qui débuta pendant le développement des états-nations de France et d'Angleterre. C'est la compétition entre nations qui lança une compétition culturelle, qui le resta jusqu'au lendemain de la Deuxième guerre mondiale.

Est-ce que la fin de cette guerre a permis d'un côté l'évolution d'une idée en faveur d'une culture européenne au sens large (donc pas limitée au domaine éco-

nomique) et de l'autre côté d'une unité entre européens face aux nouveaux grands... et leurs cultures ou leurs idéologies ? Même avec ces influences exogènes, les données de base sont elles-mêmes source de chaos. En vérité qu'est-ce Cette terre chrétienne ? Cette terre aux cinq mers ? Et il y en a d'autres. L'Europe est tout ce qui est dit ci-dessus, en même temps qu'elle n'en est qu'un de ceux-là ou peut-être aucun d'entre eux. Ces perspectives sur l'Europe se trouvent à l'intérieur comme à l'extérieur du continent. La vérité ? Ce n'est pas une culture européenne en soi qui existe mais une Europe des cultures qui permet d'avoir une culture européenne qui est poly-faces, pourtant unique et diverse, selon le moment, selon l'approche. A la fin c'est cela la culture européenne.

Prenons le cas maltais. A Malte la culture est européenne, sans aucun doute quelconque, en même temps qu'elle a ses attributs méditerranéens. D'autre part l'euro-péanité de Malte se trouve dans son histoire, où les îles ont toutes vécu l'évolution humaine euro-méditerranéenne et où les fondements d'une idéologie chrétienne et européenne sont étroitement liés.

POINT DE VUE DES P a y s - B a s

par **Christiaan KRÖNER**

Ambassadeur des Pays-Bas en France

Pcut-on parler de défense européenne ? De diplomatie européenne ? D'une vision européenne sur le monde d'aujourd'hui et de demain ? Existe-t-il une culture européenne ? Au vu des récentes divergences à propos de la crise irakienne, on serait tenté de répondre non à chacune de ces questions. Ces mêmes divergences montrent en même temps combien il est urgent et impératif d'être en mesure de répondre à ces interrogations fondamentales. Si je me borne à la dernière de ces questions, « existe-t-il une culture européenne ? », celle-ci semble déjà susciter un certain doute. Cette question en appelle bien d'autres. Je vais tenter d'en dresser un rapide tableau.

Au travers de ces questions, apparaît la crainte que l'Europe ne soit pas en mesure de faire face à deux grands mouvements et influences. Premièrement la globalisation qui, dans bon nombre de pays, est perçue comme une américanisation du monde. Ce n'est pas tout à fait juste. On associe l'hégémonie américaine à ces nombreuses évolutions internationales qui conduisent en effet à une certaine uniformisation - comment y faire face ? Deuxièmement l'immigration qui aboutit dans de nombreux pays européens à des problèmes d'intégration - com-

ment réussir l'intégration en respectant l'être humain et en faisant en sorte que les cultures (nationales) conservent leurs spécificités, et surtout que le sentiment général d'insécurité disparaisse. Un sentiment de malaise et d'insécurité s'est installé aussi bien sur la scène internationale qu'au niveau national, sans perspective d'une réponse européenne commune, d'un positionnement européen qui soit le reflet d'une civilisation et d'une culture européennes.

Sur le plan international, un grand nombre de pays européens défendent encore uniquement leur propre culture nationale. Qu'il s'agisse de la France qui promeut la francophonie ou des Pays-Bas qui essaient avec opiniâtreté de relier leur Siècle d'or (le XVII^e siècle) aux réussites actuelles enregistrées dans les domaines de l'architecture et du design. Il n'y a pas de mal à cela : cela relève aussi de la diversité culturelle que nous souhaitons préserver. Malgré ses différences, l'Europe devrait toutefois parvenir à s'exprimer, dans le domaine culturel, d'une seule et même voix. Mais si cette ambition concerne l'avenir, elle ne doit pas rester pour autant un vain mot. Une voix unanime est nécessaire dans un monde qui semble pour le moins plus dangereux, plus incertain qu'il y a quelques années, un monde dans lequel les citoyens se réfugient, presque contraints, dans l'individualisme, tout comme certains pays européens qui, repliés sur eux-mêmes, semblent toujours vouloir faire reculer le projet européen et partant, ne cherchent que leurs propres solutions et avantages. L'Europe a le potentiel nécessaire et la « philosophie » pour jouer un rôle prépondérant, comme en témoigne l'histoire culturelle de nos sociétés.

Bruxelles a ici un rôle important à jouer. L'enseignement relève encore du domaine national. Mais si l'Europe veut parvenir à une position unanime, cela commence par l'éducation européenne de ses citoyens. Car ce sont eux finalement qui transmettent et défendent les valeurs de notre civilisation. L'Europe doit aller à la rencontre de ses citoyens afin qu'ils puissent devenir pour eux un emblème. Cela n'est seulement possible que s'ils sont véritablement impliqués dans le projet européen et si on leur montre sa signification historique, sa nécessité historique.

Une culture sans projet est une culture morte. Autrement dit, l'Europe a besoin d'autre chose que d'un simple « lifting » ou d'une cure de rajeunissement. Il a besoin d'un nouvel « élan vital », au sens où l'entendait votre philosophe Henri Bergson. L'impulsion nécessaire est plus qu'une question de volonté politique, ce n'est pas un *deus ex machina*. Elle doit venir des citoyens européens eux-mêmes.

Notre culture européenne

par Emile POULAT

Avoir le courage d'assumer notre histoire conflictuelle et contradictoire !

Existe-t-il une « culture européenne » ? On peut proposer, d'entrée, une réponse simple : il y a une culture commune dès qu'il y a histoire commune. Mais observation et réflexion se conjugent aussitôt pour avancer leurs questions : quel est le niveau de cette culture et la nature de cette histoire ? Avant tout, qu'avons-nous dans l'esprit quand nous prononçons ces deux mots, culture et Europe ?

Pendant longtemps, la culture, ce furent les *humanités classiques*, gréco-latines : hors d'elles, il n'y avait qu'ignorance. Elles se heurtèrent à une tentative d'*humanités chrétiennes*, qui échoua (bien qu'elle restât gréco-latine, mais par opposition aux « auteurs païens »), puis à l'offensive, qui réussit, des *humanités modernes*, faites de disciplines nouvelles, aussi bien scientifiques que littéraires. Les sciences sociales ont importé en France le concept anglo-saxon de culture au sens anthropologique : ce n'est pas la masse qui accède à la culture de l'élite, mais la culture qui, par essence, s'identifie au groupe porteur. Par opposition à la nature, la culture signe l'entrée dans l'humain : chaque groupe humain a sa propre culture, à la fois matérielle, intellectuelle, artistique, technique et politique. De là un troisième sens, dont André Malraux s'est fait le héraut : la culture, c'est l'ouverture aux cultures du monde entier, des « arts primitifs » aux formes les plus avancées de la modernité. S'il y a aujourd'hui une « culture européenne », elle ne peut être que la manière européenne d'assumer ce long parcours.

Pour les géographes, l'Europe est un des six continents, par opposition aux océans, aux mers et aux îles : de l'Atlantique à l'Oural, selon la formule popularisée par le général de Gaulle. Les historiens se souviennent que jusqu'en 1918, elle fut l'Europe des empires : l'empire allemand disparu dans la défaite avant de renaître comme III^e Reich, l'empire austro-hongrois et l'empire

ottoman disloqués en nationalités avides d'indépendance, l'empire russe reconstitué en Union soviétique, l'empire britannique et l'empire français caractérisés par leur expansion outre-mer (l'un qui se survivra dans le Commonwealth et l'autre qui ratera sa décolonisation).

Les politologues racontent comment, sur ces décombres, commença de se reconstituer « l'Europe des six » (dite aussi à l'époque « petite Europe vaticane », parce qu'elle était composée de nations catholiques à gouvernements démocrates-chrétiens), et comment son succès l'entraîna sur la voie d'un élargissement progressif, avec deux limites qui opèrent un retour sur l'histoire : la Russie et la Turquie.

Si nous sortons de cette synchronie pour revenir à la diachronie, le paysage change. En premier lieu, comme ne cessait de le rappeler Alphonse Dupront, personne, au moyen âge, ne parlait d'Europe : *ce que nous appelons l'Europe est né sur les ruines de la chrétienté, la respublica christiana.*

Le pape Jean-Paul II peut bien rappeler la France aux « promesses de son baptême ». Ce rappel n'a aucun sens pour l'Europe, malgré son héritage chrétien et ses racines chrétiennes. On le voit à la grande querelle suscitée par la rédaction du Préambule de la charte européenne des droits fondamentaux et par la Constitution européenne en préparation. L'Europe c'est l'avènement des *Lumières*, de l'*Aufklärung*, de l'*Illuminismo*, de l'*Enlightenment* : chaque pays dit dans sa langue le même rêve d'émancipation. La culture chrétienne devient synonyme d'obscurantisme : la nuit gothique.

L'histoire de l'Europe a pris naissance dans l'empire romain qui occupait tout le bassin méditerranéen : saint Augustin, l'évêque d'Hippône, était romain, mais africain. La Perse, l'Arménie, la Géorgie et leurs chrétientés florissantes étaient extérieures au *limes romanus*. Cette histoire est aussi celle de trois « schismes » successifs : l'Eglise grecque et l'Eglise latine (l'empire romain d'Orient et d'Occident, Constantinople et Rome), la Réforme protestante et la Contre-réforme catholique, la théologie des Eglises et la philosophie des Lumières. Sans doute même faut-il y ajouter le quatrième schisme : celui du prolétariat urbain et du mouvement ouvrier, socialisme contre libéralisme, exclus contre possédants, dont la forme révolutionnaire s'est effondrée, mais dont subsiste le bouillon de culture, la population des *sans*, en manque d'intégration.

A ce point, nous sortons d'une vision trop étatique – jacobine ? – de cette histoire. Celle-ci nous apparaît familièrement comme une guerre de positions,

où chaque nation tend à s'assurer des frontières stables et un gouvernement central. C'est oublier que le territoire européen fut d'abord le lieu d'une interminable guerre de mouvement, pour garder cette image de violence : du déferlement des grandes invasions indo-européennes (nous appartenons presque tous à la même famille linguistique) à ce qui deviendra au XVI^e siècle les grandes découvertes (vu des Amériques, il s'agit encore de grandes invasions), sans oublier les conquêtes coloniales et, auparavant, les croisades pour répondre à la conquête musulmane.

On peut concevoir la culture européenne comme la communion aux grands chefs-d'œuvre de la musique, de la littérature, de la sculpture, de l'architecture. On peut la concevoir comme un certain art de vivre, le partage de certaines valeurs et de certains goûts (il suffit d'aller en Afrique ou en Asie pour faire la différence). Pour ma part, je pense que son présent et son avenir, c'est d'abord *le courage d'assumer cette histoire conflictuelle et contradictoire* qui a façonné nos humanismes, en trouvant dans le véritable messianisme dont elle est porteuse ce qui nous permettra de dépasser ses archaïsmes. La culture européenne n'a inventé ni l'art, ni le commerce, ni la volonté de puissance. Elle connaît encore de graves divisions des esprits : qui ne lui ont pas empêché de donner aux mots *personne* et *humanité* un sens nouveau qui n'est pas encore universel.

Emile POULAT

La prétention contre la culture

HANNAH ARENDT

« Pour autant que la survie de la culture est en question, elle est certainement moins menacée par ceux qui remplissent leur temps vide au moyen des loisirs que par ceux qui le remplissent avec quelques gadgets éducatifs, au bonheur la chance, en vue d'améliorer leur position sociale ».

La crise de la culture

Europe culturelle : la culture européenne

par Neville MARYAN GREEN

Lorsqu'un Anglais se trouve devant le mot « culture » il se sent mal à l'aise. Pour une fois ce n'est pas un problème de traduction, puisque nous avons le même mot prononcé presque de la même façon. Le problème est *ailleurs* et je constate que ce n'est pas facile à expliquer. Mais je vais essayer de la faire.

En Angleterre on ne parle pas de « culture », de la même façon que nous ne parlons pas « d'intellectuels ». Appeler quelqu'un « un intellectuel » est tout simplement péjoratif. On peut à la rigueur dire d'une personne qu'elle est « intelligente », mais ce n'est pas la même chose. Pour nous un intellectuel est un être entièrement dépourvu de « common sense » c'est-à-dire d'un sens des réalités de tous les jours : un homme ayant la tête dans les nuages !

Pour la culture le problème est semblable. Nous avons en Angleterre des gens imprégnés de notre culture, et lorsque je dis « notre culture » je ne pense pas à la culture d'Angleterre mais bel et bien à celle de toute l'Europe. Simplement on n'utilise pas le mot de « culture » dans ce contexte, à moins que l'on veuille parler uniquement de la partie noble de notre culture, à savoir les cinq arts (la littérature, la musique, la peinture, la sculpture et l'architecture). Il faut aussi y ajouter la danse en général et la danse classique ballet en particulier et n'oublions pas le septième art : le cinéma.

Mais comment décrire tous les autres aspects de la « culture » qui sont compris dans cette expression quand ils sont utilisés en France ? Ne pouvant y apporter une réponse directe, permettez que je le fasse de façon indirecte.

Lorsque j'ai fait mes études à Cambridge, j'employais mes longues vacances d'été à explorer « le Continent » (comme nous appelions à l'époque les autres pays d'Europe). N'ayant pas d'argent, je voyageais avec un sac à dos, rempli

surtout d'une tente et des vêtements de rechange. Je faisais de l'auto-stop. Je constate que le mot « hitch-hiking » est plus près de la réalité. « Hiking » veut dire « entreprendre une longue marche à travers la campagne », et en effet je marchais parfois quinze kilomètres par jour avant qu'une voiture ne veuille me prendre. C'est dans ces conditions que j'ai pu admirer pour la première fois un « schloss » en Autriche, niché dans la montagne. Comment vous décrire mes sentiments devant la beauté de cette scène ? J'étais rempli de joie ; mais bien vite après cette première réaction j'ai ressenti autre chose. Ce n'était pas de l'éblouissement car le sentiment que j'éprouvais était calme et profond. C'était le contentement d'avoir pu « entrer dans mon héritage », l'héritage d'un anglais retrouvant un morceau de la culture européenne.

De même, je me rappelle d'un jour ensoleillé, au bord d'un vignoble du côté français du Rhône. J'avais l'impression d'être entouré de « silence ». Le même contentement s'est installé dans mon être. Soudain j'ai entendu le bourdonnement d'abeilles et comme un éclair il m'est venu en mémoire quelques vers de mon poète favori, John Keats, dont le pur génie est intraduisible : « To Autumn »

*« Season of mists and mellow fruitfulness
Close bosom – friend of the maturing sun
Conspiring with him how to load and bless
With fruit the vines that round the thatch eves run ;
And still more, later flowers for the bees
Until they think warm day will never cease
For Summer has o'er-brimmed their clammy cells ».*

Je conclus donc que les Anglais sont tout aussi férus de culture, dans le sens que l'on entend dans la langue française sauf que l'on ne le montre pas de la même façon. Pour nous il s'agit bien de la culture européenne et non d'une culture anglaise.

En France pourtant j'entends parler ici et là d'une soi-disant « exception culturelle française ». Que veut dire une telle expression ? Que la culture française fait « exception » à la culture européenne ? Bien sûr que non ! La culture française constitue tout au contraire un morceau de choix dans la diversité de la culture européenne. Veut-on alors dire que la culture française est « exceptionnelle » dans le sens qu'elle est meilleure que les autres cultures européennes ? Je ne le pense pas. Quel est donc le sens de cette phrase ? Il semble bien que ce soit une création politique destinée principalement à préserver l'utilisation de *la langue française* et surtout pour défendre son utilisation dans le « septième art ».

Une des conséquences de cet état de chose est l'obligation aux chaînes de télévision en France de montrer les films français plusieurs fois par semaine ; et pour s'assurer qu'il y a assez de ces films, le ministère de la Culture alloue de substantiels subsides à ceux qui veulent bien les produire. Malheureusement, il n'a pas été possible d'imposer le moindre critère de qualité à ces films. Le metteur en scène n'a aucune raison de rechercher la qualité puisqu'il est payé de la même façon, que le film soit bon ou mauvais. Le résultat est que ces films sont souvent mauvais et parfois de véritables « navets ». J'entends souvent mes enfants (tous Français s'il vous plaît) dire entre-eux « zappe, c'est un film français » !

Toute tentative de vouloir protéger une langue par des moyens artificiels est vouée à l'échec. On se rappelle de la loi Toubon sur les mots anglais utilisés sur la voie publique. Lors de sa mise en application, la loi provoqua une réaction de franche hilarité à l'étranger ; aujourd'hui qui l'applique ? Rappelons aussi du décret d'application concernant la traduction officielle française de quelque deux cent cinquante mots utilisés dans le monde des ordinateurs. Les traducteurs français, spécialisés dans cette discipline l'ont lu, après quoi il l'ont mis dans un placard pour ne plus jamais le consulter.

Toutes ces tentatives rappellent à nous autres Anglais une partie de notre histoire. Le roi Canute fâché que la marée montait trop haut, fit mettre son trône au niveau qu'il considérait suffisant. En s'asseyant sur son trône il a ordonné à la marée de cesser de monter !

Je conclus donc en offrant un nouvel adjectif à la langue française. Parlant d'une mesure imposée par l'autorité et destinée à un échec certain, on peut l'appeler « une mesure canutienne ». Que l'Académie Française prenne bien note.

Neville MARYAN GREEN

Difficile définition

JOSEPH BRODSKY (*Prix Nobel*)

« La culture, et en parler, c'est comme pour un chat essayer d'attraper sa queue »

Est-ce une utopie ?

par Violaine ANGER

L'auteur au terme d'une méditation riche d'intuitions conclut que la culture européenne est devant nous.

Voyons d'abord ce qu'elle peut être. Nous chercherons ensuite si nous pouvons la trouver.

• La culture européenne sera un aspect de la culture occidentale. Cette culture occidentale a été souvent analysée. Lieu de naissance du christianisme, lieu de rencontre des structures étatiques romaines et des conceptions barbares de la société, des héritages égyptien, grec, romain et juif, etc. Lieu de naissance d'une certaine conception du travail, celle de travail intellectuel ; de deux figures, celle du bourgeois et celle de l'ingénieur. Culture de la machine. Lieu de la grande entreprise de sécularisation, qui a été, dans la douleur, l'histoire de nos derniers 2000 ans, etc.

• La culture européenne en tant que telle est l'aventure intellectuelle d'un post-suicide. L'Europe telle que nous cherchons à la construire est un ensemble qui a commencé à se suicider en 1914, et qui a mis un siècle à aller au bout de son suicide, dans une série de soubresauts tragiques. Tout se passe comme si nous avions à réinventer la vie, après avoir été le lieu de la mort. Mort de l'idée de nation au sens nationaliste du terme ; mort des idéologies de la colonisation etc.

Elle sera marquée par cette histoire qui est la nôtre. Par le drame du XX^e siècle – de la guerre 14 à celle de 39, à Auschwitz et à la chute du mur de Berlin. C'est notre histoire commune, et c'est celle d'un drame qui a emporté trois à quatre générations. Nous sortons de cela. Un peu exsangues, un peu hébétés, cherchant à trouver un fil. Si nous cherchons l'Europe, c'est parce que nous cherchons d'autres manières de concevoir la vie. Parce que les douleurs du XX^e siècle nous disent, d'une façon ou d'une autre, que « nous avons eu tout faux », du moins beaucoup de choses. Si nous cherchons « une culture », c'est parce que l'éclatement actuel ne nous satisfait pas. Or ce morcelle-

ment est normal puisque nous sommes en morceaux. L'expression politique de ce morcellement n'est qu'un aspect de ce morcellement intérieur individuel dû à notre histoire.

Emergera donc à la « culture européenne » toute tentative pour recoller les morceaux. Qu'elle soit fuite totale de l'histoire ou quête éperdue de la cause réelle de tout cela. *Je n'imagine pas une « culture européenne » qui ne s'ancre pas d'une façon ou d'une autre dans notre drame.*

• Regardons, dans le passé, comment se sont constituées les cultures nationales : autour d'une langue et d'un type d'imaginaire qui lui était accroché. Dante, affirmant la nécessité de l'italien comme langue de culture, au milieu des guerres entre Guelfes et Gibelins ; l'Edit de Villers-Cotterêts et la Pléiade : François Premier affirmant le français comme langue d'Etat, contre l'hégémonie italienne et papale ; Luther et la Bible : l'aventure de la langue et de la culture allemande a encore d'autres fonds baptismaux ; le Common Book of Prayer... A chaque fois, et d'une façon différente, les cultures nationales se constituent contre la langue internationale, la langue latine, la langue des clercs, celle de l'Eglise etc. *Il s'agissait toujours de marquer une frontière.*

Faudrait-il alors penser la culture européenne contre une sorte d'anti-culture américano-internationale... Sans doute pas. En effet, l'Europe ne veut plus de cette identification entre langue et nation ; elle ne veut plus non plus de cette détermination par le national ; si donc il y a une culture européenne, elle sera nationale sans être d'une langue. L'idée de traduction se situera en son cœur. Du coup, la notion de frontière sera très floue. Elle l'est politiquement, elle l'est économiquement. Elle l'est aussi, forcément, logiquement, sur le plan culturel et psychologique : un être en morceaux ne peut pas savoir quelles sont ses limites.

Emergera donc à la « culture européenne » toute tentative pour travailler, dans cette perspective, cette notion de frontière. Travailler les différences, et la rencontre avec d'autres cultures, d'autres façons de définir l'Homme, la société, le sens de la vie.

• Une véritable aventure artistique ou culturelle n'est jamais un mouvement de masse. Cela ne peut être que le fruit d'une petite communauté, un milieu, qui est apte à comprendre le sens, pour elle-même, de ses réalisations – textes, musique, théâtre, architecture, manière de vivre, mythes –, et qui en est demandeuse...

Le rapport entre une culture et les conditions matérielles de sa production est fort complexe. Les foyers culturels importants sont toujours les foyers riches, même si de grandes nuances doivent être apportées à tout cela. En revanche, une véritable aventure artistique ou culturelle est un lieu existen-

tiel ; elle affiche donc, d'une façon ou d'une autre, le fait qu'elle existe en dehors de sa stricte valeur marchande, qu'elle lui est irréductible. Elle affiche aussi le fait qu'elle existe en dehors de sa stricte valeur politique. La notion d'« auteur » reste autant à construire que celles de personne, de sujet, dont nous avons vu qu'elle sont en morceaux, comme l'Europe. Mais l'éluder revient aussi à éluder l'idée européenne telle qu'elle a été définie plus haut.

Emergera donc à la « culture européenne » toute tentative *pour construire le rôle premier de la culture dans la société*, et définir, à partir de là, ce que peut être le professionnel de cette culture.

*
* *

Voilà un premier balisage... Il est clair que toutes ces questions ne sont que le corollaire des questions politiques et économiques auxquelles nous nous heurtons actuellement.

Reste à mettre des noms... La « culture européenne » est une utopie. Elle est encore devant nous. Elle est à bâtir. Me viennent à l'esprit, comme appartenant totalement à la « culture européenne », pêle-mêle : les œuvres de Harry Mulisch, celles de Henri Meschonnic, de Pierre Thuillier, de Christa Wolf, de Soulages, d'Angelopoulos, etc., etc.

Le rap, même le rap fabriqué en Europe, en fait-il partie ? je ne peux pas y répondre comme ça. Sans doute, des réalisations particulières, des disques de certains groupes. Mais sûrement pas en tant que genre global. A cause du quatrième point.

Aucune de ces réalisations ne se revendique comme « européenne » . Mais elles sont complètement traversées par la question européenne, telle qu'elle a été esquissée ci-dessus. Je ne connais pas de réalisations se proposant de porter l'appellation contrôlée « européenne ». Mais toute appellation de ce genre ne pourrait qu'être partielle et polémique ; elle pourrait fonder un mouvement, tout au plus. Elle ne pourrait pas englober à elle seule la complexité de ce qu'il faut entendre par le terme.

La culture européenne est devant nous. Elle se situe dans la somme des questions complexes que nous avons à résoudre pour tenter de construire un monde qui erre moins que celui qui nous a précédé.

Violaine ANGER

La culture européenne du service public, ou la fin des féodalités nationales

par Eric DUSSOUBS

Chaque service public est né comme remède à une calamité publique. Il est urgent de remettre l'Union européenne en situation de contrôle général.

Sous l'Ancien Régime, les territoires n'étaient que des morceaux de pays. Le baron régnait sur sa baronnie, le comte sur son comté, et, d'une façon générale, le seigneur sur sa seigneurie. La Monarchie Absolue et, plus encore, la République, ont fait œuvre unificatrice. A force de guerres, de conquêtes, et de légicentrisme.

Une mosaïque de services publics

Il en va de même pour les pays européens aujourd'hui. La France et ses voisins ne sont que des morceaux du territoire européen - on n'ose pas encore parler de nation. Les chefs d'Etat règnent sur leurs pays. L'Europe fait œuvre unificatrice, à force d'affrontements diplomatiques, de négociations, et de normativisme. L'œuvre devient plus ardue lorsque l'Europe ne doit plus seulement tenir compte de chefs d'Etats, mais également de corporatismes. L'actualité du service public ressemble à cet affrontement entre seigneurs locaux et union nationale - union transnationale aujourd'hui : l'heure n'est plus à l'unification républicaine de la France, mais à l'unification européenne. A écouter certains responsables syndicaux, qui claironnent ces temps-ci leur angoisse du travail dans les rues de France, ce serait l'Europe contre le pays, le libéralisme contre l'orthodoxie du service de l'Etat, en définitive, le diable contre la vérité. Qui osera ajouter l'efficacité contre les gaspillages, l'égalité contre les privilèges, la liberté contre les corporatismes ? Il est vrai qu'en matière de service public, la tâche de l'Union européenne est rude. Les notions de service public en Europe sont aussi éparpillées et difficiles à saisir que

les langues de l'Union sont diverses. A chaque pays sa langue, à chaque pays sa culture, à chaque pays son service public, pourrait-on dire. De sorte qu'il apparaît presque provocateur de poser la question d'une culture européenne du service public, et complètement insensé de se demander si un modèle européen peut être dégagé.

Au nord-est de l'Europe, on trouve une culture plus interventionniste : la tradition germano-scandinave. Dans les pays nordiques, surtout, les services publics y sont très développés. Ce modèle fonctionne bien, mais avec très peu d'habitants. Les dépenses d'un service public ne sont pas proportionnelles au nombre d'habitants, elles sont exponentielles en fonction du territoire et de la population. Les services publics scandinaves ne sont pas en crise, mais des pans entiers de leurs territoires sont désertiques. La France ne peut pas s'en inspirer. En Allemagne, le poids de la tradition du service public est omniprésent, mais le concept juridique cède le pas devant les réalités économiques. Les pays scandinaves n'ont pas, eux, le devoir de gérer l'héritage de la réunification. C'est au sud et au nord que règne la tradition anglo-saxonne. Originaire d'Angleterre, la vision libérale a récemment conquis le sud de l'Europe et le bassin méditerranéen, à la faveur de l'accession de gouvernements libéraux dans ces pays, en particulier en Espagne et en Italie. C'est un service minimum, sans doute excessif par certains aspects, mais à l'opposé de ce que nous connaissons en France.

Le dur travail de la Commission

Ah ! La France ! Son modèle, sa tradition républicaine, ses Droits de l'Homme, son service public ! Orgueil et archaïsme, disent les uns. Exception culturelle, répondent les autres. Il est aujourd'hui difficile de cerner ce qu'est le service public en France, et surtout ce qu'il sera demain. Les travaux européens montrent, en tout cas, qu'il dérange. Doit-il être considéré comme un modèle parfait, insusceptible d'amélioration ou de réforme, intangible et achevé ? Ou plutôt comme le baron vendéen qui résiste à l'offensive républicaine de 1793 ? Campé sur ses positions, résistant à l'envahisseur, et protégeant ses privilèges contre l'avènement de la liberté ? Face aux évolutions européennes proposées, le service public français et ses plus fervents partisans font aujourd'hui acte de conservatisme.

Car que dit l'Europe ? Il n'est pas aisé, dans le débat national actuel, d'y voir clair. En écoutant les protagonistes, on sombre vite dans le manichéisme, voire dans le fantasme. L'Europe est accusée de tous les maux, d'inégalitarisme, d'appauvrir, de démanteler les services publics. Ce dernier point est en partie vrai, mais pas sans raisons. Rappelons tout d'abord qu'il est complètement irrationnel de stigmatiser les institutions européennes. Les décisions et

directives qui sont prises à Bruxelles le sont bien souvent en application de décisions et directives adoptées par le Conseil de ministres de l'Union, ou par le Conseil européen, c'est-à-dire par les ministres et chefs d'Etat des Etats membres de l'Union européenne. La Commission a certes une certaine autonomie, mais dans une large mesure, elle se contente d'appliquer les orientations définies par les représentants nationaux eux-mêmes.

Ce point précisé, il faut établir un constat. L'Union européenne s'attaque, il est vrai, aux monopoles des services publics. Mais elle ne le fait pas par dogmatisme libéral, comme voudraient le faire croire certains. Cette démarche procède au contraire d'une approche pragmatique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les services publics ont pris une place prépondérante dans les économies nationales. Les pays ruinés, à reconstruire, ne pouvaient évidemment l'être par de simples entrepreneurs privés, en raison de l'importance des services et travaux à produire et des crédits à engager. L'Etat a donc pris l'habitude d'intervenir en matière économique.

Pragmatisme, non pas libéralisme entêté

Parallèlement, l'idée de monopoliser les industries de réseau (énergie, télécommunications...) a fait son chemin. Elle procède d'un raisonnement simple : le tissu socio-économique privé étant dévasté, l'Etat doit prendre à sa charge les industries vitales. Il s'agit de fournir la meilleure prestation possible au moindre coût, voire même de fournir ces prestations à perte. Les services publics français se sont rapidement retrouvés déficitaires, sans cesse renfloués par l'Etat, engloutissant l'argent public à un rythme effréné. Afin de rentabiliser leur mission de service public, les services publics vont donc se diversifier, se lancer dans des activités plus rentables, mais n'ayant plus rien à voir avec leur mission initiale. Ils se retrouvent alors en concurrence avec des opérateurs privés. C'est alors David contre Goliath, sauf que lorsqu'on sort de la fable pour revenir à la réalité, c'est Goliath qui gagne. Les services publics jouissent d'avantages fiscaux, de règles particulières (insaisissabilité de leurs biens notamment), de financements solides (l'argent public), et d'une situation privilégiée (le monopole légal par exemple). Comment, pour de simples entrepreneurs privés, qui ont bien souvent investi leurs économies dans leur entreprise de services, comment peuvent-elles lutter ? La réponse est évidente : elles ne peuvent pas. C'est une réalité toute pratique que l'Union Européenne a pris en compte pour intervenir contre les services publics : sur un marché où des services publics sont en concurrence avec des opérateurs privés, la lutte est si inégale que la seule solution est de mettre sur un pied d'égalité les personnes privées et les personnes publiques.

Voilà ce qui préside à l'action de l'Union européenne en matière de service public. Contrairement à la caricature qui est parfois esquissée, l'Union n'a pas

une vision ultralibérale. Elle ne pense pas que sur un marché donné, la « main invisible » réglera d'elle-même tous les comportements. Bien au contraire, elle pose les règles d'un jeu équitable et concurrentiel entre les acteurs privés et publics. Il est assez étonnant, une fois ces quelques précisions rappelées, que l'agitation soit à son comble lorsqu'un ministre français se risque à évoquer l'éventualité d'une modification de statut ou de régime d'un service public, en application de telle ou telle directive communautaire. C'est que l'action de l'Union ne se résume pas en une lutte contre les inégalités économiques, elle se double d'un combat résolu contre les corporatismes.

Mettre fin aux gaspillages

L'argent public dont sont dotés les services publics ne servent pas qu'à financer leur mission de service public. Ce que la comptabilité publique ou le langage juridique appelle pudiquement les charges de service public sont financées par l'argent public. Ce que sont des charges ? Les avantages (fiscaux ou en nature) liés aux contraintes de la mission, et les autres avantages. Entendons par là, notamment, les millions des comités d'entreprise qui bénéficient aux serviteurs de l'intérêt général, les employés de ces services publics. Ce que refuse l'Union européenne, comme l'a montré la jurisprudence de sa Cour, c'est que l'argent public destiné à financer les missions de service public serve également le corporatisme, les avantages non justifiés. De cet épisode méconnu peuvent peut-être être déduits la haine et l'antieuropéanisme viscéral de certains leaders syndicaux.

C'est là le fondement de l'action de l'Union européenne en matière de service public. Il s'agit d'assurer l'égalité économique entre opérateurs, et de briser les corporatismes. Cela ne vous rappelle rien ? La République pour l'égalité entre tous, et contre le conservatisme. L'image révolutionnaire est saisissante. Elle montre qu'en matière de service public, le combat pour l'égalité et la liberté n'est pas du côté que l'on croit.

Il appartient à l'Union européenne de continuer dans cette voie, sans pour autant tomber dans les travers d'un service public minimaliste, qui appauvrirait le pays au lieu de le stimuler. Il lui faut poursuivre son effort d'égalitarisme, afin de le substituer à l'uniformisation prônée par certains services publics. Pas plus de législation, juste poursuivre son effort. Qu'elle se rappelle les leçons de 1793 : à trop réglementer et à trop vouloir transformer, la Révolution a sombré dans le despotisme. Puisse-t-elle éviter le despotisme du service minimal, et résister au conservatisme quasi féodal qui s'est insidieusement immiscé dans le bien public.

Eric DUSSOUBS

Réflexion d'un Autrichien

par **Hans G. KOURIMSKY**

Une culture naît au moment où une grande âme se réveille
Oswald Spengler, « Le déclin de l'Occident »

*« Deux âmes habitent hélas dans ma poitrine » dit Faust.
Dans celle de l'Europe les âmes grouillent.*

La question est épineuse. On l'aborde avec hésitation. L'Europe ? Quelle Europe ? L'entité bruxelloise, dont les fonctions économiques sont claires, mais dont l'impact sociétal est insuffisamment défini ? Celle des 15 Etats, qui seront bientôt 25 et qui n'ont pour le moment pas encore de profil juridique ? L'Europe strasbourgeoise, dont la Cour des droits de l'homme essaye non sans succès d'imposer la sécurité juridique et établit des conceptions de droit dans les 44 Etats qui appartiennent au Conseil de l'Europe ? L'Europe géographique, délimitée de façon incertaine à l'ouest par l'Atlantique et à l'est par l'Oural encore mythique ? La Russie de Pouchkine, de Tchaïkovski, de Tolstoï, mais aussi de Lénine ou de Staline en fait-elle partie ? Et peut-on exclure la Turquie, dont les élites, depuis des générations, aspirent à des formes et des contenus d'une Europe dont elles apprennent à appliquer les mécanismes ? L'Europe se constitue, essaye de se donner un profil et une identité compréhensible, mais elle n'est pour le moment vivante et visible que dans ses antinomies et dans les aspirations contradictoires qui imposent des limites à l'identité qui émerge lentement. Les divergences ne sont-elles pourtant pas des catalyseurs ? L'antagonisme atlantique qui a résulté de et s'est manifesté dans la campagne contre l'Irak ne produira-t-il pas tout de même une vision réalisable du continent qui transcendera les fonctions économiques et créera une unité à fondement mental ?

Il ne s'agit là pas tellement de l'organisation politique que de la distillation d'une âme à partir de la multitude d'éléments et de facteurs existant dans les peuples variés du continent. Une âme qui créerait une conviction et une force par-delà les données économiques, mais aussi linguistiques. Surtout aussi l'esprit admettant l'initiative et la prise de conscience de soi.

L'Europe longtemps cachée à elle-même

L'ordre moral de l'Europe a longtemps développé et trouvé des formes homogènes et même une langue unifiante. Il se fondait sur le système d'idées chrétien, dans une large mesure adapté à l'Eglise catholique - sa lutte contre l'adversaire qu'était l'Islam ayant du moins créé les rudiments d'une concorde. En dépit de remous et de tensions politiques, l'unité morale put se maintenir et rester opérante bien au-delà du Moyen Age. Elle résulta en des habitudes analogues, créa des manières de penser - dont certaines développèrent des forces contradictoires - et vécut autour d'un centre. Avait-on alors conscience d'une unité européenne ? Guère, car le centre résidait dans le religieux, la perspective dans l'infini. Mais on se référait à Rome, on parlait bien ou mal le latin ; et en route pour le Levant on trouva - de nouveau une contradiction formatrice - celle que constituait le Couchant. Il est difficile de déterminer quand cette unité, qui ne fut que rarement politique, se brisa, puisque ce furent les Etats nationaux émergeant de l'indépendance croissante des principautés féodales qui avaient non seulement des intérêts politiques ou économiques, mais qui développèrent aussi un attachement intense à la patrie, allié à la fierté et à la recherche du prestige et qui réussirent à créer leurs propres langues et littératures. Ce processus était certes aussi accompagné de la lente montée, puis, au 16^e siècle, de l'éruption des tensions entre l'Eglise et des forces protestataires, qui résultèrent en une perte d'autorité de celle-ci. L'âme de l'Occident était scindée. Il s'en forma plusieurs, différentes dans leur signification, différentes aussi dans leur impact intellectuel et esthétique.

Le développement rapide de la vie urbaine a tout naturellement contribué à promouvoir des intérêts individuels, non seulement de nature matérielle, mais aussi les mécanismes créateurs des individus, et à les libérer de leur mode de façon d'agir uniforme, largement réglementée. Ce fut enfin aussi l'aspiration des individus à s'affranchir de l'orientation moyenâgeuse de la pensée et de la foi, organisée au niveau central et exigeant l'intégralité, qui conduisit à la dissolution de l'espace occidental. Le « Credo » fut remplacé par un besoin de « Scio ». Il y eut pourtant des efforts pour établir une unité européenne aussi bien politique que morale. Au 15^e siècle, le roi « hussite » Georges Podiébrad de Bohême essaya de former une union de souverains européens, Napoléon tenta la même chose par des moyens moins pacifiques.

L'Europe n'était-elle donc qu'un élément caché de l'esprit occidental, issu du mythe grec dont on avait lentement repris conscience ? Une culture européenne a-t-elle existé et est elle encore la nôtre aujourd'hui ?

Culture et civilisation

Culture ou civilisation ? La différence est significative. Dans l'usage français

et anglo-saxon, le contenu du concept diffère largement de celui qui prévaut dans la zone germanophone et slave. Dans l'usage allemand, le terme englobe « l'incarnation du processus novateur sur terre dont les produits individuels ne sont que des créations humaines et n'auraient jamais été générés par la nature »¹. Le terme « civilisation » correspond en français, bien que pas non plus totalement, à cette définition, tandis que « culture » signifie « l'ensemble des structures sociales et des manifestations artistiques, religieuses, intellectuelles qui définissent un groupe, une société par rapport à un autre »². En allemand, on utilise « Zivilisation » pour désigner la totalité des réalisations de la technique (cette dernière certes au sens le plus large du terme). La civilisation est donc la mesure de la qualité et de l'essence d'une culture par rapport à une autre. La distinction a généré une littérature volumineuse.

Civilisation ou culture – elles recouvrent essentiellement la même image. Les deux termes englobent ce qu'écrit Burckhardt : « Nous appelons culture (Kultur) la somme des activités de l'esprit qui ont lieu spontanément et ne prétendent pas à une valeur universelle ni à un caractère obligatoire ». Restons-en à culture, c'est à Vienne qu'on répond à la question.

J'estime qu'il est hors de doute qu'il y a eu une culture européenne, qu'elle vivait avec l'esprit de l'Occident et qu'avec le déclin progressif – certes pas encore la disparition - de ce dernier, elle survit, affaiblie dans son unité, mais morcelée dans son impact en de nombreuses cultures individuelles. Non pas une culture européenne, mais de multiples descendantes sont maintenant établies, sont entretenues et vantées. Il ne serait pas impossible d'en faire émerger une « culture faïtière », une entité ayant une envergure morale étendue [diversifiée], mais un principe de tolérance nettement limité, ancrée dans des déductions éthiques transcendantes, dont on trouve les origines dans la tradition tout de même encore présente de l'Occident. Ce serait possible, pour peu que la volonté de créer une telle culture faïtière soit manifeste. La compréhension à cet égard est encore inexistante. La notion en est apparemment associée au sentiment de subordination à une influence morale étrangère ; mais on ne saisit pas la fonction protectrice et *coopératrice* du fait de cette construction intellectuelle. Un exemple est sans doute la vie culturelle de l'ancienne monarchie austro-hongroise, qui a su intégrer des éléments slaves, latins, magyars avec les modes germaniques, tout en gardant un caractère individuel.

Une culture faïtière

La mondialisation économique de notre espace nous impose le contact avec

¹ Philosophisches Wörterbuch, Schischkoff chez Kröner 1991

² Larousse 2001

d'autres cultures, cette tendance sera-t-elle aussi suivie de la transmission intellectuelle et de l'adoption de valeurs ? A en juger d'après des phénomènes superficiels, ceci pourrait être le cas. Le postulat de la pluri-culture, qui a certainement aussi des répercussions dans des milieux philosophiques, mais surtout dans des domaines sociétaux et même politiques, a sans aucun doute aussi trouvé des adeptes dans la Nouvelle Europe. Les éléments qui nous sont étrangers ont-ils qualité de facteurs ? Peuvent-ils, tout comme les influences celtes, arabes, germaniques qui ont contribué à la fondation de l'Occident ou la référence à la culture grecque à la conception des Temps modernes, contribuer à la formation d'une culture nouvelle, voire « Néo-européenne » ? Le fondement chrétien peut-il par exemple être élargi, mais certes pas remplacé, par l'éthique islamique qui, dans de nombreux principes, ne lui est au fond pas tellement étrangère ? Dans quelle mesure la base matérialiste de notre sentiment actuel du monde se prête-t-elle à être coiffée d'une superstructure d'idées à orientation culturelle ? Il semblerait - du moins selon certaines apparences - qu'il existe une certaine disposition favorable à des conceptions ancrées dans le transcendantal. La superstructure manque toutefois, surtout la volonté de parvenir à une unité intellectuelle, et d'engendrer l'Âme Européenne. La volonté devrait peut-être être précédée par l'aspiration à la conception de l'âme, mais aussi par la force du vouloir. Les cultures ont, Oswald Spengler n'a pas été le seul à l'affirmer, des âmes propres.

L'Occident a essayé pendant des siècles d'étendre ses frontières - non pas seulement au niveau géographique -, d'orienter sa dynamique au-delà des limitations qui lui étaient imposées par sa nature. Il a tenté de surmonter la statique de l'hellénisme et, dans le monde de ses idées, n'a pas été loin de s'affranchir de l'espace. Sa théologie a entrepris de pair avec la philosophie occidentale de démontrer Dieu, de le transmettre du domaine de la croyance dans celui du savoir ; les mathématiques, qui ont intégré le zéro dans leurs mécanismes et modèles de pensée et exploré l'indéfini ; l'art, qui avait découvert tardivement la perspective pour représenter et élargir l'espace, peut désormais quitter totalement l'espace qui lui avait été attribué ; la physique, qui intègre dans ses possibilités de pensée non seulement l'univers, mais aussi le microcosme, a dépassé les vieux espaces au même titre que la musique occidentale. Nous sommes-nous rapprochés de l'Etat où nous nous serons affranchis de l'espace et cherchons-nous dans des « cultures » étrangères de nouvelles stimulations ?

L'Europe géographique est, tout aussi bien que ses structures politiques, devenue très grande. En son sein, elle n'est plus divisée par des frontières qui avaient constitué des obstacles économiques et des restrictions aux relations

humaines. Et pourtant – ses parties souhaitent toujours une vie propre, cherchent un profil et une singularité. L'action régionale est devenue forte, plus forte que prévu par les institutions politiques de l'Union existant jusqu'ici (Comité des régions). Et ce ne sont pas seulement les vieilles contrées, existant depuis longtemps au sein des vieilles frontières territoriales, qui se constituent peu à peu. De nouvelles connexions s'instaurent, qui créent des communautés économiques, mais aussi mentales, des échanges de vues et la formation d'intérêts transfrontaliers. On ne prête jusqu'ici que peu d'attention à ce processus – même dans les débats sur l'organisation de l'Union. De structures et espaces dont l'envergure et la complexité devraient rester à la mesure de l'homme et lui être proches, devraient aussi émerger, ainsi que ceci s'est produit à maintes reprises dans l'histoire, de nouvelles entités morales ainsi que le sentiment de communauté. De tels développements ne devraient pas se produire par la violence, l'arrogance ou l'intolérance à l'égard de parties moins puissantes ou plus pauvres de la région concernée. Ceci devrait relever de la compétence de l'ensemble politique et culturel situé à l'échelon supérieur, éventuellement de l'administration nationale ou de la centrale de l'Europe politique. Les nouvelles régions, en contournant progressivement les vieilles institutions nationales, doivent peu à peu développer des relations plus fortes et elles le feront.

La question de savoir si de tels développements – déjà prévisibles – donneront naissance à une culture unique, englobant toutes les parties européennes, dépendra de la capacité des créateurs et des souverains du continent – car il y aura des souverains, s'il doit y avoir l'Europe – à atténuer des particularismes séparatistes, à en éliminer l'impact sans détruire des puissances intellectuelles. *L'idée Europe* s'est imposée dans le penser économique dans l'espace d'une génération, l'idée politique n'est toutefois enfantée que lentement, mais on sent son heure arriver. Le contenu « idéal » dépassant et rassemblant l'état de fait n'a toutefois pas encore pénétré dans les âmes, dans une conscience européenne, il devrait être vigoureux, fortement équipé pour rassembler les nombreux efforts particuliers, accéder à la compréhension de tous et parvenir à une vie commune et à un effet positif.

C'est alors qu'on pourrait réussir à faire émerger de la grande variété des cultures européennes une culture européenne véritable, effective, une Civilisation Européenne. Cela requiert de la volonté et de la force. Toutes deux existent – les voix qui le souhaitent devraient être entendues.

Hans G. KOURIMSKY

La culture européenne : un projet d'avenir

par Charles DELAMARE

L'Europe d'aujourd'hui se distingue des autres continents par des problèmes propres. Elle les résoudra par une nouvelle culture spécifique.

La culture d'un groupe humain, qu'il soit large ou étroit résulte de la compilation, à la suite d'un long travail de maturation, des expériences que ce groupe a connues au cours du temps, au cours de son histoire, comme on dit. Souvent douloureuses, toujours marquées par les luttes de pouvoir, elles sont transmises à la jeunesse en des leçons préfabriquées par les systèmes d'enseignement les plus variés, qu'ils soient familiaux, claniques, publics, laïcs, religieux, médiatiques ou initiatiques.

Pour qu'il existe une culture européenne il eût fallu que se soit établie depuis des siècles une communauté européenne affrontant des problèmes communs à tous ses citoyens. Certes, on peut affirmer que la chrétienté a joué autrefois ce rôle. Pendant quinze siècles elle a modelé si profondément l'ensemble du continent que si celui-ci tend à s'unifier c'est bien en se référant plus ou moins obscurément à elle. Mais on a vu au cours d'un récent débat que certains, notamment du côté français, repoussent avec indignation jusqu'à la simple reconnaissance d'un tel fait. D'autant plus révoltant pour des esprits prévenus qu'il est historique ! Plutôt que de nier la réalité, nos farouches laïcs auraient pu simplement souligner la différence de nature entre la religion et la culture. Cette dernière reste les pieds sur terre et tente de résoudre les problèmes quotidiens. La première vise à entraîner ses fidèles vers le ciel en leur apprenant à se détacher des choses de ce monde. Sous la couverture du christianisme les coutumes barbares adaptées à la vie pratique, subsistaient. Elles ont resurgi avec vigueur à partir du XVI^e siècle dans les langues différentes d'abord, elles ont éclaté au grand jour dans les formations nationales ensuite.

Comme l'écrivait Jean-Marie Domenach, « il n'y a pas de culture européenne, il y a une scène culturelle où les grandes nations d'Europe ont parlé tout à tour et quelquefois ensemble »¹.

Cette situation est en voie de se modifier. La culture européenne se coagulerait en suivant les institutions, de même que les différentes tribus éparpillées sur le sol de la France ont revêtu une assez bonne unité intellectuelle et morale après avoir peu à peu acquis une langue unique sous l'action patiente et violente de l'administration royale, puis républicaine. Et aujourd'hui de la télévision.

Mais pourquoi cette culture unificatrice se distinguerait-elle de celle provenant des Etats-Unis ? Cette dernière jaillit des mêmes sources que celles qui ont coulé dans chacun des bassins langagiers qui compartimentent l'Europe. L'Amérique en outre a su rendre profondément populaire cette culture qui en Europe est restée un instrument de distinction, donc de domination des élites sur le peuple. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui doutent de l'utilité, ou même de la possibilité, de créer une culture européenne spécifique. Et pourtant au moment où la guerre en Irak devenait de plus en plus probable, des membres éminents des cercles dirigeants des Etats-Unis ne se sont pas privés d'opposer leur conception du monde à celle d'une Europe vieillie, caractéristique qui pour eux ne comporte aucune des qualités, ni des prestiges que, depuis Homère, on attache à cet âge de la vie !

La nécessité mère de la culture

A ce divorce quelque chose est bon. Il fait clairement ressortir la différence de situation entre l'Amérique et l'Europe. Cette dernière se distingue de plus en plus de sa grande fille par deux caractéristiques propres qui lui imposeront de faire face avec ses seules forces aux difficultés en résultant. Elle sera ainsi obligée d'élaborer une culture qui sera originale, nouvelle et par conséquent claire et distincte.

Quelles seront ses caractéristiques ? Elle aura à résoudre deux problèmes : la division des langues et l'affaiblissement démographique. Ces termes reflètent deux contraintes majeures qui susciteront dans le continent européen d'ici peu de temps des réactions qu'on espère courageuses grâce auxquelles celui-ci se distinguera de plus en plus nettement de l'Amérique, mais aussi des autres cultures d'Asie ou d'Afrique. Parce que la culture, c'est du tintouin qui vous monte à la tête. De multiples tracasseries provoquent des réactions qui se cris-

¹ "Cultures européennes : déclin ou renaissance ?" - Jean-Marie Domenach - *France-Forum* - Juin 1992.

tallisent en recettes de lutte contre eux. On se transmet celles-ci de génération en génération. Elles ne concernent pas seulement la belle littérature et la bonne musique, mais aussi la codification des relations sociales, l'organisation de l'armée, le pilotage de l'économie et bien d'autres modes d'être et d'agir. Leur point de départ ne se situe pas dans une révélation de l'esprit pur, mais dans les réponses à des situations concrètes, lentement théorisées, auxquelles un groupe humain est douloureusement affronté. La culture monte du sol, comme l'agriculture. Elle ne tombe pas du ciel, à la manière de la religion, apportée par l'Ange Gabriel ou par tel autre messager d'en haut.

C'est sous cette nécessité que l'Union européenne, en ce début du XXI^e siècle, est en passe de se constituer une culture propre. A son corps probablement défendant elle est contrainte de mobiliser son attention sur les défis qui l'assailent avec une force croissante suscitant dérision ou apitoiement de la part des autres blocs humains. A elle de trouver une sortie hors de cette problématique, une solution originale et féconde. Depuis Dédale nous avons appris que l'on ne s'échappe des labyrinthes que par le haut !

L'obstacle de la diversité linguistique

La première des infortunes de l'Union poursuit l'humanité depuis l'histoire de la tour de Babel. La diversité des langues entraîne une incompréhension entre les cerveaux accrochés au-dessus de leur orifice buccal. L'Amérique ou la Chine ne souffrent pas de cet handicap. Elles se gaussent de ce qu'elles considèrent de plus en plus comme nos charabias. Pour la première fois dans l'Histoire, un ensemble humain de près de 500 millions d'habitants locutant de façon 25 fois différentes émet néanmoins la prétention de constituer une unité politique cohérente. Auparavant seule l'Autriche-Hongrie avait relevé cette gageure. Aujourd'hui seule l'Inde se débat dans des contradictions comparables.

Nous ne serions pas les dignes fils de ce continent si nous ne pensions pas que cet obstacle majeur puisse jamais être surmonté. A vrai dire nous ne nous en sommes que trop peu souciés depuis la déclaration de Robert Schuman en mai 1950. A l'époque l'urgence allait à la reconstruction économique et à la menace soviétique. Aujourd'hui l'extension de l'entreprise d'alors aux anciennes démocraties populaires fait resurgir un problème qui avait été mis de côté. Non par négligence, mais parce que les horreurs de la dernière guerre paraissaient avoir fourni la preuve rédhibitoire que les nationalismes nés du cliquetis des langues avant celui des armes étaient méprisables et devaient être méprisés. Au fil des ans, il est apparu que les choses ne sont pas si simples et qu'enlever son langage à un individu équivaut à lui arracher des morceaux

de chair. L'homme est un être parlant avant d'être un être pensant. En acceptant que l'Europe se constitue à partir des nations il était impossible d'éviter qu'elle se constitue à partir des langues. La prise en compte de ce fait a engendré à Bruxelles le plus fort bataillon d'interprètes ayant jamais existé. Demain il faudra scrupuleusement faire passer tous les textes de la Communauté du letton au maltais, du slovène à l'irlandais, etc. C'est un peu ridicule pour celui qui parle anglais, français ou allemand. C'est néanmoins indispensable pour assurer l'égalité entre les peuples et empêcher que tel ou tel groupe ethnique soit infecté par le ressentiment. Cela ne coûte pas si cher : 4 à 5% du budget de la Commission de Bruxelles, lui-même inférieur à celui de la seule Ville de Paris.

On ne peut pas en rester là. Cette démonstration mécanique du droit de chaque groupe manifeste qu'il possède une valeur culturelle irréductible à celle des autres et d'un prix inestimable. Mais il ne s'agit pas d'une tolérance (ou d'une erreur) des cuisiniers de Bruxelles qui sont contraints de laisser ces grumaux linguistiques dans la purée communautaire.

Les bienfaits des conflits passés

Cette originalité est constitutive du projet européen. Elle incite à aller beaucoup plus loin, à faire de nécessité non seulement raison, mais aussi cœur et sentiment ; culture nouvelle, par conséquent, qui sera marquée par trois acquisitions principales : celle de la paix perpétuelle, celle du privilège de la singularité, celle de la démocratie de la pensée.

Les conditions de la paix perpétuelle ont été parfaitement décrites par Emmanuel Kant. Le deuxième article de son traité à ce sujet n'est pas intitulé en vain « Le droit des peuples doit être fondé sur une fédération d'états libres ». Nous en sommes-là en Europe, avec quelque retard par rapport aux Etats-Unis d'Amérique. mais sur notre continent nous sommes arrivés à ce résultat après toute une série de guerres entre nous, alors que dans le Nouveau Monde l'union avait été scellée dès le commencement par une guerre menée contre une domination extérieure. La paix perpétuelle entre nous est d'autant plus spécifique, d'autant plus méritoire et d'autant plus précieuse. Son caractère extraordinaire mérite d'être souligné en permanence. Il constitue la force de rappel qui ramène sans cesse vers la raison tous ceux qui dans une discussion à propos de tel ou tel événement, de telle ou telle dépense budgétaire sont tentés de pousser leur divergence jusqu'au conflit, jusqu'à la bouderie, jusqu'à l'éclatement de la Communauté.

Dans l'autre sens, l'alignement dans la monotonie est combattu avec autant de résolution par *la culture de la singularité*. D'où que celle-ci provienne, elle

semble digne d'être reconnue, appréciée, exaltée même. A la différence de « l'américain way of life », dont l'uniformité possède le don d'assimiler tous les éléments humains provenant de l'immigration, l'Union européenne se plaît dans la diversité. Le principe de subsidiarité remis à jour par Otto de Habsbourg, président de l'Union Paneuropéenne, a offert une structure juridique à cette volonté de rester unis tout en demeurant originaux, liés à une histoire particulière, héritiers de valeurs propres.

C'est ainsi que se développera cette *démocratie de la pensée* grâce à laquelle l'Europe ajoutera à son registre un raffinement nouveau de la civilisation. La démocratie juridique s'est constituée après la Révolution française et s'est affinée au cours des combats politiques du XIX^e et du XX^e siècle. La démocratie matérielle a progressé en même temps sous l'influence du marxisme, des mouvements socialistes et démocrates chrétiens. Reste à instaurer une démocratie de la pensée. N'est-elle pas déjà incluse dans le projet libéral depuis belle lurette ? Pas exactement. Parce que la diversité des langues dans l'Union européenne oblige ses citoyens à pratiquer en permanence l'accueil bienveillant à l'expression des particularités. Bien au-delà de la liberté d'opinion, cette attitude nouvelle n'entrera pas aisément dans les mœurs. Nous ignorons presque entièrement quelles déformations les préjugés du chauvinisme ont inscrites dans notre cerveau. Sauf lorsqu'à l'étranger nous en sommes les victimes indignées ! Il n'est pas agréable de se contempler dans le miroir du nationalisme des autres. Il nous faudra désormais pratiquer la « déséducation nationale », nous élever à un humanisme nouveau. « Rien d'humain nous est étranger » répète-t-on à la suite de Térence. Il s'agit maintenant d'autre chose que de belles paroles consensuelles. Il s'agit de sortir du lieu commun pour entamer un destin commun. Là encore, nous nous différencierons des citoyens des autres blocs pour qui cet effort serait superfétatoire, répréhensible même.

Déclin démographique, poussée d'intelligence

La deuxième contrainte qui pétrira la nouvelle culture prend sa source dans la démographie. Elle nous conduira à faire de modération vertu. « C'est le Vieux Continent tout entier qui recule dans le monde : 22% de la population mondiale en 1950, 12% aujourd'hui, 6,5% en 2050 » écrit Jean Boissonnat². Il précise que ce recul démographique ne touche pratiquement que notre continent. Même l'Amérique malgré son niveau de vie est assurée pour un siècle de la progression rapide de sa population. De multiples études prouvent que ce n'est pas seulement le nombre des autres qui s'accroît, mais que les

² Jean Boissonnat : « Quelle place pour la France au XXI^e siècle ? » - Revue *Etudes*, mai 2003.

Européens vont diminuer en nombre absolu après une phase de vieillissement accélérée. Et nos analystes de se lamenter ! Et nos pessimistes de décrire les affreuses conséquence qui vont découler de cette évolution inévitable ! La démographie est une science presque irréfutable. Elle prédit l'avenir des troupes humains à vingt ou trente ans avec une exactitude rarement mise en défaut.

Donc l'Europe qui avait inondé les autres continents de sa marée humaine provoquée par son avance technique, va subir le contre-flux des anciens réservoirs de population. Un moment (assez long, de cinq ou six siècles) dépassés par elle, ils rattrapent leurs foules perdues.

Il faut observer ici que l'on parle toujours de quantitatif. La riposte de l'Union européenne ne peut pas s'exercer sur ce plan. C'est trop tard ! D'ailleurs ce n'aurait probablement pas été souhaitable. Il convient certes d'encourager la famille et la natalité pour ne pas susciter une rupture trop brutale entre le présent et le futur. Mais il serait puéril d'imaginer un renversement de la tendance démographique telle qu'elle redonnerait à notre continent le dynamisme vital dont il a tiré un extraordinaire parti au XIX^e siècle en colonisant le monde entier.

La culture nouvelle générera la seule réponse qu'il est possible de donner à ce problème pour qu'il ne devienne pas une menace : celle de la qualité. Elle se situera sur deux plans : celui de la science et celui de l'harmonie personnelle et collective.

Pour le premier point, il faut rappeler que l'intelligence et en particulier *la recherche scientifique* est l'arme principale de notre petit continent. Elle ne dépend pas de la jeunesse de ses acteurs. Ce n'est pas facile de le démontrer, tant l'histoire des découvertes qui se sont succédées depuis deux siècles paraît liée à l'opiniâtreté de chercheurs en général assez jeunes pour se consacrer à la science avec la fougue et l'espoir propres à la souplesse de leurs artères et à la fraîcheur de leur cerveau. Mais le déterminisme de l'âge n'existe que rarement dans ce domaine. De manière générale la stérilisation des esprits et des initiatives après soixante ans dans le système actuel des carrières et des retraites n'est pas seulement ruineux financièrement, il est encore beaucoup plus stérilisant en matière de recherche et de développement intellectuel. Là encore, contrainte et forcée, l'Union européenne sera bien obligée d'opérer un saut intellectuel et social. Elle abandonnera, malgré cortèges et protestations pour les retraites prématurées, la vieille ritournelle de l'impotence sénile. Il ne suffit pas de vivre vieux, il faut vivre bien. Moins nombreux, soyons moins bêtes.

Cette maxime sonnerait creux si elle ne s'appuyait pas sur la transformation des esprits qui est en train de s'accomplir.

L'Union européenne s'est constituée au prix d'une modification en profondeur des mentalités. C'est elle qui a permis l'établissement de la paix perpétuelle, c'est elle qui, appliquée à de nouveaux défis, se fixera comme objectif *la recherche de l'harmonie*. A la différence de beaucoup de cultures animées par la volonté d'expansion, celle des nations européennes autrefois, celle de la culture musulmane ou de l'empire américain aujourd'hui, la culture nouvelle transférera et sublimera dans l'intellect l'inévitable déclin démographique. Elle en fera une condition de l'harmonie, recherchée à la manière des Grecs anciens, comme l'idéal de la vraie humanité. « Rien de trop » dira-t-elle face aux foules de l'Inde ou face à la prétention mondialiste des Américains. La sagesse, attribuée traditionnellement aux vieillards, a bien besoin d'être revalorisée après les folles équipées qui ont traversé les derniers siècles à l'initiative de l'Occident. Il est caractéristique de l'évolution des comportements politiques que l'Union européenne ne revendique aucun territoire. Elle ne cherche pas à s'agrandir comme l'ont toujours fait jusqu'à maintenant les Puissances et les Dominations. La Norvège n'a pas voulu entrer dans l'Union. Tant pis, malgré la belle dot pétrolière qu'elle aurait apportée à l'Union ! Il en va de même pour tout nouvel ou ancien membre.

« Culture de vieux, culture de décadence » s'écrieront ceux qui ne sont pas capable d'inscrire leur destinée et celle de leur peuple sur une autre trajectoire que la course à l'accroissement continu en hommes, en territoires, en richesses, en puissance, en rayonnement et en conflits.

La nouvelle culture européenne répondra aux conditions imposées par la diversité des langages et par le reflux de la démographie. Elle ne naîtra pas dans la facilité. Il faudra beaucoup de courage pour renverser la tendance inspirée par l'héritage des temps de conquête et par la représentation à grand spectacle de la gloire de grandir et grossir.

Si la construction de l'unité du continent n'est pas arrêtée, par sottise ou faiblesse, on verra se concrétiser progressivement ce rêve d'une culture alliant harmonie interne et fraternité internationale. La crise morale sera maîtrisée. A nouveau on pourra se référer à une échelle des valeurs.

Ceux qui dénonceront dans cette évolution la décadence de l'esprit européen se tromperont lourdement. La prolifération humaine, telle qu'elle se développe en Inde, en Egypte et ailleurs ne peut conduire qu'à une catas-

trophe. Déjà l'Afrique crève de sa natalité. Le saccage de la Nature tel que le capitalisme mondial l'organise ne peut que conduire à l'asphyxie de la planète. Déjà la Chine étouffe dans le monoxyde de carbone. Alors l'Europe, c'est l'autre solution ! Laissons rire les critiques de la vieille Europe, de l'Europe cacochyme. Ils seront bien heureux, un jour plus proche qu'ils ne l'imaginent, de venir à nouveau recueillir les leçons de la sagesse renouvelée des Grecs.

Celle que répandra à nouveau la culture européenne issue des contraintes que notre continent aura été le premier à ressentir et espérons-le à sublimer, mais que tous, entraînés par leur volonté de puissance ne manqueront pas de trouver sur leur route au risque de se fracasser.

A condition évidemment que nos descendants, après nous-mêmes, n'aient pas douté de leur capacité à faire front et à résoudre par des initiatives aussi hardies qu'imaginatives les problèmes qui sont d'ores et déjà posés à l'humanité tout entière.

Charles DELAMARE

Invalides de guerre

par Volker ZASTROW

L'expérience de la guerre que tous les peuples de l'Europe ont connue marque profondément leur culture. Le cas allemand décrit ci-dessous est plus symbolique qu'exceptionnel.

Dans les années cinquante et soixante on rencontrait encore en Allemagne beaucoup d'invalides de guerre. Entre-temps ils ont disparu du paysage urbain. Aujourd'hui pourtant, presque soixante ans après la fin de la guerre, des hommes sont encore en vie, qui ont pu être mutilés comme jeunes soldats, obligés de servir la DCA ou comme victimes des bombardements aériens. Ils n'attirent plus l'attention comme il y a quatre ou cinq décennies alors que le souvenir de la guerre était encore très fort. L'Allemagne a connu maintenant une longue période de paix. Elle reste pourtant un pays grand invalide de guerre.

Le commentateur new-yorkais Tony Judt a récemment lancé un avertissement à ses compatriotes en les mettant en garde contre un sentiment d'arrogance. « C'est une tragédie d'ampleur historique, a-t-il déploré, que précisément aujourd'hui les dirigeants politiques de l'Amérique abîment et dénouent les relations qu'avaient les Etats-Unis avec leurs meilleurs alliés dans la communauté mondiale ». On peut retourner ce reproche aussi au gouvernement allemand. Mais Judt balaie devant sa propre porte. Il constate également que l'Allemagne a « une culture résolument pacifiste ».

Chez nous « pacifisme » désigne une conception du monde ou une idéologie qui a déjà été liée souvent à des préjugés antiaméricains. L'antiaméricanisme culturel est certes moins virulent en Allemagne, en France aussi d'ailleurs, que dans beaucoup d'autres pays européens. Par exemple en Grande-Bretagne ou même dans la République tchèque, dont les citoyens affirment que leur différence avec les valeurs américaines est à peine moins grande que celle, par exemple, qui existe avec celles des Indonésiens.

En Allemagne il faut distinguer soigneusement les tendances pacifistes des tendances antiaméricaines. En règle générale les antiaméricains ne sont pas des pacifistes.

Ainsi le diagnostic d'une « culture pacifiste » en Allemagne engendre bien des doutes. Mais il trouve sa justification bien au-delà du concept idéologique et va aussi bien plus loin que ce que représente la durée finalement assez courte de l'après-guerre. Même si cela paraît étonnant au premier abord en face des traditions militaires et militaristes de l'Allemagne et de la Prusse. L'image des violences allemandes domine, en particulier en Allemagne même, en raison d'un sentiment de responsabilité trop bien fondé. Les victimes allemandes, il n'y en a eu guère de disponibilité morale. Leur douleur est restée cachée sous le voile de la honte.

Au berceau on leur a aussi chanté « le refrain du hanneton » : « Ton père fait la guerre, ta mère est en Poméranie, la Poméranie est brûlée de fond en comble ». Les enfants des réfugiés dans les années soixante interprétaient cette chanson comme de l'histoire toute récente. En réalité le hanneton volète déjà depuis la guerre de Trente Ans sur les champs de bataille, dans la fumée des incendies et au-dessus des tombes. Dans un peuple qui pendant des siècles chante de tels refrains à ses enfants l'histoire de la guerre au fond n'est pas héroïque ; ce peuple est lugubre, triste et amer.

Depuis peu de temps seulement on se penche en Allemagne dans de nombreuses publications sur le traumatisme qu'ont laissé Stalingrad, les bombardements des villes, l'exode et l'expulsion des civils. De plus en plus la souffrance d'une classe d'âge est prise pour thème de la littérature, romanesque principalement la souffrance de cette génération qui depuis le milieu des années 1990 a abandonné sa position dominante dans la vie active et dans les fonctions de direction. Cela s'est manifesté au cours du changement de gouvernement en 1998, qui a opéré en même temps la transmission d'un relais entre générations.

Ceux qui ont pris maintenant leur retraite, vivent depuis la « génération sceptique » de Schelsky à l'ombre de la curiosité sociologique. Ils se situent entre la génération dite de la Reconstruction et celle des Soixante-huitards. Ce sont les enfants de la guerre, les classes 1930 à 1940. Les nouveaux romans, dans lesquels le destin de ces classes d'âge est décrit avec sensibilité par des hommes nés après eux révèlent beaucoup de choses. La société, les victimes elles-mêmes peut-être en premier, ne voulurent plus rien en connaître pendant des dizaines d'années. Aujourd'hui on a pris le courage de ressentir et

aussi de reconnaître ce que les enfants de la guerre ont subi : la destruction de l'ordre public, la perte des frères et sœurs, des parents, le fait de se trouver sans plus aucune protection, la violence, l'exode et l'expulsion et toujours à nouveau l'omniprésence de la mort. Aujourd'hui la sphère contemplative de l'âge se confronte, ainsi que les victimes, aux souvenirs qui revivent et aux souffrances dont avait supposé qu'elles avaient disparu.

Il y a aussi des invalidités de guerre qui demeurent dissimulées. Beaucoup ont été infligées par les vainqueurs aux civils allemands et japonais avec préméditation. Ils avaient parié déjà à cette époque sur « shock and awe »¹ au vrai sens des mots, pour arriver à enlever tout goût de la guerre à ces peuples ennemis qui étaient considérés comme militarisés jusqu'à l'os. Cela a bien marché ! La mentalité allemande est invalide de guerre, tout le pays l'est resté encore aujourd'hui.

L'aspect inhospitalier de tant de villes allemandes, le déracinement des réfugiés transmis par-delà les générations, le malaise historique qui dure et les incertitudes de la conscience allemande que le chancelier fédéral a confirmé sans le vouloir par une gesticulation exubérante, tout cela qu'est-ce c'est d'autre que le poids et la conséquence de la guerre ?

On ne devrait pas chicaner là-dessus, mais en prendre conscience. Et les expériences qui sont conservées en mémoire ne manquent pas de signification. Il est évident que beaucoup des enfants de la guerre d'autrefois ont été contre la guerre d'Irak, pas par antiaméricanisme ou par pacifisme (ils n'ont pas beaucoup de partisans dans ces classes d'âge) mais par sentiment fort (et par analyse) d'un vide de légitimité. On peut aussi dire plus simplement : par expérience. Cette expérience ne s'est pas coulée par hasard dans le droit constitutionnel allemand qui interdit la guerre offensive. Aujourd'hui encore, bien que d'autres conditions et d'autres nécessités d'adaptation existent, le caractère pacifique, comme on devrait dire plutôt que « pacifisme » est loin en Allemagne d'être un échantillon sans valeur.

Traduction Charles DELAMARE

(Cet article a paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 8 mai 2003. Il est reproduit avec l'aimable autorisation de sa direction. Nous l'en remercions)

¹ « Choc et terreur » : termes utilisés par l'armée des Etats-Unis au début de la guerre d'Irak pour désigner ses opérations.

L'Exception culturelle européenne : une nécessité pour l'Europe démocratique de 2004

par Yannick-Eléonore SCARAMOZZINO

*La revendication de l'exception culturelle ne repose pas sur un socle
communautaire. Il faut l'écouter mais faut-il l'entendre ?*

Evoquer l'Exception culturelle européenne renvoie à la célèbre formule de Jacques Delors, « *L'audiovisuel n'est pas une marchandise comme les autres* », qui deviendra par la suite le fondement de l'exception culturelle lorsque fut abordée, élaborée, lors du cycle de négociations de l'Uruguay Round (1986-1994) la question de la libéralisation du secteur de l'audiovisuel. Intégrer l'audiovisuel dans les négociations revenait à remettre en cause toute la politique audiovisuelle communautaire, fondée sur deux instruments - la directive 89/552/CEE modifiée, dite directive télévision sans frontières et sur le programme MEDIA -, dans la mesure où ces derniers se révélaient incompatibles avec les principes de libéralisation des accords commerciaux internationaux (l'accord général du commerce des services (AGCS) et l'accord général sur le commerce des marchandises (GATT)).

Conscient des menaces d'une telle libéralisation dans le domaine de l'audiovisuel, les milieux du cinéma français ont su réagir de manière efficace, par l'argument de l'exception culturelle. Une épreuve de forces avait été engagée par les Etats-Unis, réclamant hautement l'application des règles du GATT (marchandise) en ce domaine. Le lobbyiste Jack Valenti, au nom des grandes majors compagnies américaines (MPAA) avait prévenu : " *Si l'audiovisuel ne rentre pas dans le GATT, Bill Clinton ne signera pas les accords commerciaux* ". En réponse, les représentants européens avaient affirmé, que si l'exception

culturelle n'était pas retenue : « *Nous ne signerons pas* ». A la fin du cycle de l'Uruguay Round, les parties n'ont pu que constater leur désaccord. L'exception culturelle s'est traduite par l'engagement de la Communauté européenne et ses Etats membres de ne pas libéraliser le secteur de l'audio-visuel, ce que l'on appelle plus communément l'*Acquis communautaire de Marrakech*.

En 1999, la notion d'exception culturelle qui pouvait être assimilée à du protectionnisme par les autres pays, fut abandonnée au profit de celle de la diversité culturelle. Sa défense a été clairement affirmée dans le mandat conféré par les Etats membres au négociateur européen.

Les négociations sur le commerce des services sont passées à la vitesse supérieure lorsque, réuni en session extraordinaire du 28 au 30 mars, le Conseil des services a adopté les lignes directrices et procédures pour les négociations. En septembre 2003, aura lieu à Cancun (Mexique) la cinquième session de la Conférence Ministérielle. La question est de savoir si le Cinéma européen et de manière plus générale la diversité culturelle seront menacés lors de ce rendez-vous. Dans l'affirmative, comment l'Union européenne pourra-t-elle préserver l'acquis de Marrakech ?

Le cinéma : une nécessité pour l'Europe démocratique

Le cinéma européen expression de la diversité culturelle. « *Le cinéma et la création sont au cœur de l'identité culturelle européenne* » ont affirmé les ministres européens de la culture (13 sur 25 ¹), dans la Déclaration de Cannes des ministres européens de la culture, adoptée le 15 mai 2003, lors de la Journée du Cinéma européen organisée dans le cadre de la 56^e édition du Festival de Cannes.

Le cinéma représente selon Pasolini, « la réalité à travers la réalité », ce qui signifie représenter les individus dans leur contexte sociologique. Dans l'école italienne de la libération, Bazin montre que les films italiens sont d'abord des reportages reconstitués, même si l'essentiel du scénario est indépendant de l'actualité. L'action ne saurait se dérouler dans un quelconque contexte social historiquement neutre, quasi abstrait, que ce soit dans la *Terre tremble* de Visconti, dans *Piassa* de Rossellini, ou dans *Le Voleur de Bicyclette* de Sica. Tous présentent, selon Bazin, une valeur documentaire exceptionnelle, dans la mesure où les scénarios plongent leurs racines dans un terrain social. Le

¹ France, Allemagne, Chypre, Espagne, Estonie, Grèce, Irlande, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Slovaquie, Slovaquie.

cinéaste représente un point de vue de la réalité sociale dans laquelle se meut les hommes, mais aussi les choses, et plus encore les hommes au travers des choses, les choses et les hommes « mêlés ». En représentant ce rapport dialectique entre les hommes et les choses, le cinéaste filme la totalité sociale dans son mouvement caractéristique. En inscrivant son scénario dans une réalité sociologique, il révèle les représentations, mouvements, idées et actions, communes aux hommes appartenant à un même groupe, et, qui sont, en même temps, l'effet de leur vie en commun. Il représente le *fait social total* de Mauss, défini comme la *physiologie sociale*². Derrière tout fait social, selon Mauss, il y a de l'histoire de la tradition, du langage et des habitudes. Tout fait social quelconque est chargé du passé. Il est le fruit des circonstances les plus lointaines dans le temps et des connexions les plus multiples dans l'histoire et la géographie. Il ne doit donc jamais être détaché complètement, même par la plus haute abstraction, ni de sa couleur locale, ni de sa gangue historique. Selon Mauss, l'examen des faits sociaux totaux permet de dégager comment se sont formés les grands systèmes de symbolisme, d'images, d'idées, et comment les hommes s'y sont regroupés.

Ainsi, le cinéma, en ce qu'il représente le fait social maussien, ne peut se concevoir que par rapport à une société donnée, définie comme « [...] un groupe d'hommes suffisamment permanent et suffisamment grand pour rassembler d'assez nombreuses générations vivant - d'ordinaire - sur un territoire déterminé autour d'une constitution indépendante et toujours déterminée³ ». En nous racontant la vie des hommes, le cinéma projette sur grand écran cette culture de chaque nation. Cette *Kulturnation* fut définie initialement par Johann Gottfried Herder, comme l'ensemble des codes de langage, des symboles, des types de rapports sociaux, des institutions, des techniques également des modes d'adaptations aux influences de l'environnement temporel et spatial qui les singularisent comme groupements humains stables. Cette culture va au-delà d'une conception de la culture au sens d'œuvre, de création et de connaissance. Elle est l'expression du territoire et de l'histoire locale, cette totalité où se combinent les rapports sociaux, économiques, politiques, religieux d'une société. Le Cinéma européen est donc un cinéma reflet de l'identité-miroir des peuples de l'Europe, qui parle sur l'Europe et nous la dévoile dans sa réalité profonde.

Dans ces conditions, les cinémas nationaux représentent les cultures de leur peuple, leur identité nationale. Le cinéma européen se définit comme l'union

² MAUSS Marcel, *Essai de sociologie*, Points, Ed. de Minuit, 1971, p.42

³ MAUSS Marcel, *Essai de sociologie*, op. cit., p.61

des cinémas nationaux, qui à l'instar de l'Union européenne respecte l'identité nationale de ses Etats membres. En conséquence, le cinéma européen représente les cultures des peuples d'Europe. Il est l'expression de la diversité culturelle européenne. C'est donc à ce titre qu'il est susceptible de jouer un rôle dans la construction de l'Europe démocratique de 2004.

La nécessaire contribution du cinéma européen à la construction de l'Europe démocratique. Dans la société de l'information, où l'image détrône la lecture, le cinéma en ce qu'il représente cette culture anthropologique permet de mettre à distance cette physiologie sociale quotidienne, afin de la comprendre. C'est donc dans ce rapport au sens, par cette explication de la vie collective au sein d'une nation avec ses symboles que le cinéma est susceptible de contribuer à la formation et la perpétuité de ce tout social. *L'Auberge espagnole* (2002) de Cédric Klapisch nous livre une lecture globale (celle du réalisateur) d'un fait culturel, les échanges universitaires, nous permettant ainsi de prendre conscience de ce que pourrait impliquer le caractère pluriel de l'Europe dans la vie quotidienne. En érigeant la différence comme facteur d'enrichissement, ce film tend à combattre toute tentative de repli identitaire et permet de faire prendre conscience de l'apport bénéfique de l'échange dans la compréhension mutuelle des cultures des autres Etats membres et donc de son importance dans le rapprochement des peuples d'Europe. Il nous livre des clefs de compréhension du mode de fonctionnement d'une collectivité fondée sur le respect des différences, sur la reconnaissance de l'interculturel. Et c'est en cela, que ce film, comme le cinéma en général, est pourvoyeur de sens et contribue ainsi à la formation du tout social.

L'exception culturelle : une nécessité pour le cinéma européen

Le cinéma européen menacé par la libéralisation. L'accord général sur le commerce des services (AGCS) génère une grande incertitude sur la capacité des membres à conserver et développer leurs politiques culturelles. Ainsi, l'accord pose le principe d'un processus de négociations, dont l'achèvement est subordonné à l'ouverture effective des marchés des membres. Comme le souligne les lignes directrices et procédures pour les négociations, aucun secteur de service ni mode de fourniture ne sera exclu a priori.

L'application des grands principes de l'AGCS - le traitement de la nation la plus favorisée (NPF), traitement national, accès aux marchés - menace la capacité des Etats membres à mener une politique culturelle d'envergure. En d'autres termes, la politique audiovisuelle européenne et les politiques nationales, fondées sur les quotas et les systèmes d'aides à la production et la distribution des œuvres cinématographiques seraient démantelées.

Outre la question de la suppression des dérogations actuelles, des questions transversales menacent l'avenir du cinéma européen, dont principalement le commerce électronique et l'investissement. En effet, la question de la libéralisation du commerce électronique apparaît comme le cheval de Troie des nouvelles technologies de la communication. Le réseau électronique, pour les Américains, est le véhicule des « biens virtuels », qui ont, comme équivalent une marchandise. Dans cette logique, le cinéma sur le net est qualifié de bien virtuel, dès lors les règles du GATT, plus libérales que celles relatives aux services (AGCS), trouvent lieu à s'appliquer. Dans la mesure où le principe de neutralité technologique n'a pas été reconnu explicitement dans l'enceinte de l'OMC, le cinéma électronique devrait être soumis à la réglementation du commerce électronique. Ce qui dans le cadre d'une société de l'information, conduirait à une incapacité pour les Etats membres de mettre en œuvre de manière effective une politique culturelle interventionniste.

Face à ce processus quasi irréversible de libéralisation remettant en cause toute politique culturelle, l'Europe se trouve dans l'impérieuse nécessité de réfléchir à une solution susceptible de prendre en compte la spécificité du cinéma et de manière plus générale des biens et services culturels afin de préserver et promouvoir la diversité culturelle.

Exception culturelle : nécessité pour maîtriser la libéralisation. Les travaux de la Convention sur l'Avenir de l'Europe entrent dans leur phase conclusive, puisque le 20 juin 2003, Valéry Giscard d'Estaing présentera le produit final de la Convention au Conseil Européen de Thessaloniki. Les propositions de réformes institutionnelles présentées aux membres du Praesidium et à la presse, le 22 avril dernier, sont inquiétantes pour le futur du cinéma européen. En effet, le projet du Traité constitutionnel (article 11) attribue une compétence exclusive à l'Union dans le domaine de la politique commerciale commune. Dès lors, les accords commerciaux des services culturels et audiovisuels perdent leur caractère mixte et sont négociés et conclus par l'Union. La France a déposé une Proposition d'amendement à l'article 11 visant à réintroduire le caractère mixte des accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels. En outre, la règle de l'unanimité a été maintenue (article 24 §4) dans ce domaine sur la volonté du Praesidium⁴.

⁴ Note du Praesidium à la Convention, Projet d'articles du Traité constitutionnel sur l'action extérieure, CONV 685/03 du 23 avril 2003, p.53.).

Si le refus de prendre des engagements de libéralisation dans le secteur de l'audiovisuel traduit cette volonté de reconnaître aux biens et services culturels un traitement spécifique, il n'en demeure pas moins vrai que cette démarche est une solution à court terme soumise aux pressions inhérentes à la logique des négociations du commerce international au sein de l'OMC. Face à cette insécurité, l'adoption d'un instrument juridique international à force contraignante semble la solution la plus adéquate, en ce qu'elle tendrait à éliminer, ou tout au moins, à réduire l'aléa qui pèse sur le futur des industries culturelles, en permettant à chaque Etat « (...) *de définir sa politique culturelle et de la mettre en œuvre par les moyens d'action qu'il juge les mieux adaptés, qu'il s'agisse de soutiens opérationnels ou de cadres réglementaires appropriés* » (article 9 de la Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle).

L'Europe démocratique peut-elle se passer de l'exception culturelle ? L'exception culturelle est une nécessité pour le cinéma européen. Or le cinéma est une nécessité pour la construction de l'Europe démocratique. En conséquence, l'Exception culturelle est une nécessité pour l'Union européenne de 2004. L'Exception culturelle européenne est une obligation et non une option pour l'Union européenne.

Yannick-Eléonore SCARAMOZZINO

Europe et culture

par Gérard-David DESRAMEAUX

L'Europe ne doit pas rougir de son passé et encore moins de son avenir.

L'Europe n'est pas qu'un espace géographique. C'est aussi, c'est surtout une histoire et une culture. De l'antiquité gréco-romaine jusqu'à l'époque contemporaine en passant par la Renaissance, l'Europe a joué un rôle fondamental dans l'émergence d'une civilisation phare et n'a pas cessé d'essaimer idées et projets qui ont fait le tour du monde.

Cette Europe de la culture, c'est celle de grands penseurs, philosophes, poètes et écrivains. C'est celle de ces grands musiciens, compositeurs, peintres sculpteurs. C'est encore celle de ces grands savants, scientifiques, chercheurs et inventeurs. C'est encore et toujours celle de ces grands voyageurs partis à la découverte du monde. C'est aussi celle de cette multitude de villes et cités qui sont autant de hauts-lieux de la culture européenne et symboles du savoir, telles que Venise qui invente l'Etat démocratique moderne, Florence, Gênes, Salzbourg, Paris, Bologne, Oxford, Valladolid, Salamanque, Sienne parmi beaucoup d'autres que l'on ne peut citer de façon exhaustive tant elles sont nombreuses et de crainte de lasser le lecteur.

L'Europe de la culture, c'est cette Europe creuset, cette Europe qui s'est construite au fil du temps en intégrant progressivement des peuples aux origines et aux sensibilités diverses, peuples qui ont apporté, chacun pour leur part, leur pierre à la construction de cet édifice culturel unique, forts de leurs diversités culturelles et spirituelles mais mus par une volonté commune de vivre ensemble dans le respect de leurs différences et de leurs origines multiples.

L'Europe n'est certes pas seule à l'origine du progrès scientifique et culturel du monde mais il est impossible de nier la part éminente qu'elle a prise dans ce combat-là, c'est-à-dire celui de la diffusion du savoir sous tous ses

aspects. Que serait le monde devenu sans le rôle éminent joué par cette vieille Europe, expression qui loin de révolter les peuples qui la composent devrait les honorer car elle montre qu'elle est le fruit d'une histoire et d'une épopée.

L'Europe s'est édiflée, construite et consolidée dans la douleur, la souffrance, parfois dans l'horreur mais elle a su franchir les obstacles, surmonter les difficultés et dépasser ses divisions. Au-delà des clivages, des rivalités et querelles séculaires qui ont pu ici et là à travers leurs histoires respectives endeuiller les peuples qui la composent, elle n'a jamais perdu l'espoir de trouver les voies de son unité.

Une Europe de la culture, c'est une Europe qui refuse l'ostracisme et le repli sur soi. C'est aussi une Europe qui doit avoir l'ardeur et le courage de porter haut et loin un modèle de civilisation, plaçant l'homme au cœur de son projet. Cette Europe-là, c'est aussi une certaine façon d'être et de vivre ensemble. C'est aussi et surtout l'adhésion à des valeurs communes que les différents peuples d'Europe entendent transmettre aux peuples des nations par le biais de leur message à forte connotation humaniste.

La culture, c'est aussi un message de paix adressé au monde car un monde sans culture ne peut être un monde de paix. C'est par la culture, en effet, que les hommes apprennent à se respecter, à se connaître et à pacifier les passions que l'ignorance et la peur de l'autre, bien souvent attisent. La Révolution française n'a-t-elle pas placé la dimension universelle au cœur de la culture européenne ?

Que dire et que penser, aujourd'hui, de cette vieille Europe ? Doit-elle rougir de son illustre passé ? Doit-elle abdiquer désormais ses responsabilités et cesser d'être à l'avant-garde du monde de demain qui se construit sous nos yeux ? Les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes seraient-ils aujourd'hui tout à fait ce qu'ils sont si l'Europe n'avait existé ?

Certes, l'Europe n'a pas connu que le siècle des lumières. Bien des ombres, bien des taches sont venues assombrir les pages de son histoire, mais sa force et dans une certaine mesure son honneur est d'avoir su dépasser ses erreurs, ses fautes, ses échecs, ses passions et ses drames et se ressaisissant d'avoir su tirer les leçons du passé. Ce faisant l'Europe ayant su relever la tête et ayant tiré les enseignements de ses divisions a transmis à d'autres peuples, sous d'autres cieux et latitudes certaines de ses solutions, idées, remèdes et les a fait profiter de ses expériences. Le devoir de mémoire fait la force d'une civilisation. Un peuple civilisé ne peut être qu'un peuple qui se souvient. Porteuse

d'une civilisation fondée sur le respect de la personne humaine et du respect du droit, l'Europe n'a donc pas à rougir globalement de son passé car elle a su se repentir des taches qui ont pu ici et là, à travers les siècles passés, souiller certaines pages de son histoire.

L'Europe de la culture, c'est une Europe capable de faire triompher la raison, l'esprit critique, la dialectique, le dialogue, la rhétorique et de s'ouvrir aux autres. A cet égard, n'oublions jamais que la culture passe par le respect de soi et celui des autres. Se respecter, respecter les autres, respecter la vie et notre cadre de vie, respecter l'homme et, d'une façon générale toutes les autres espèces et notamment animales ne peut être que le fruit d'une culture avancée. L'Europe de la culture, c'est une Europe émancipatrice des peuples, fondée sur la primauté de la loi et le règne du droit et capable de poursuivre ce magnifique combat mené en faveur des droits de l'homme, ce combat jamais achevé, toujours d'actualité qui nécessite l'engagement de tous les vrais combattants de la liberté.

L'Europe, elle-même, on l'a dit plus haut a connu des heures sombres et l'opprobre dès lors qu'elle a cédé aux forces obscurantistes et aux démons du nationalisme exacerbé vecteur de guerre et de haine. Aujourd'hui, forte de sa culture et de ses cultures, elle peut et doit être à même de renouer avec son antique civilisation et se réclamer de ses valeurs ancestrales en aidant le monde à sortir de la barbarie dont elle-même n'a pas été épargnée chaque fois qu'elle s'est engagée sur le chemin du mensonge et du déshonneur sous la férule de l'inculture et de l'imposture.

Que serait une Europe puissance, dont nous sommes un certain nombre à nous réclamer, si elle ne mettait cette puissance, précisément, au service de la culture et de la diffusion des idées et des valeurs qui sont les siennes ! On ne dira jamais assez, en effet, que la culture a un coût et que nous ne parviendrons que collectivement, en unissant nos efforts et nos moyens, voire en les accroissant de façon substantielle, à préserver nos acquis et assurer le rayonnement culturel de l'Europe à travers le monde. A cet égard, il est indispensable de lutter contre la fuite des cerveaux en augmentant les crédits consacrés notamment à la recherche fondamentale, en encourageant les chercheurs, en facilitant les coopérations entre universités, en multipliant les échanges entre les différents Etats de l'Union européenne et en favorisant l'apprentissage des langues et la connaissance de l'autre, de tous les autres.

Que serait une Europe puissance sans Prix Nobel, sans scientifiques et sans chercheurs de haut rang, même si la culture ne se résume pas à cet aspect-là

et qu'elle peut revêtir comme on l'a vu précédemment bien d'autres formes !

La civilisation européenne n'est pas unique au monde. Bien d'autres ont vu le jour avant elle. Certaines ont disparu. D'autres perdurent et portent en elles des valeurs proches des nôtres voire, dans certains cas, d'autres valeurs beaucoup plus éloignées tout en étant souvent fort estimables. D'autres naîtront. Nous devons être à leur écoute ; nous devons dialoguer, échanger avec elles et le cas échéant procéder à des emprunts réciproques. Pour autant, nous ne devons pas avoir peur de demeurer nous-mêmes et d'affirmer haut et fort les principes qui sous-tendent notre système de pensée. Dans le même sens, nous ne devons pas abdiquer nos valeurs et tout ce qui fait la spécificité de la civilisation européenne. Le faire, conduirait à se renier et il ne saurait en être question. Si les plus fervents partisans de la construction européenne sont à ce point convaincus de l'impérieuse nécessité de ce combat-là, c'est précisément parce qu'ils savent que l'héritage dont les peuples d'Europe sont aujourd'hui dépositaires ne peut être laissé en déshérence sans qu'il ne soit gravement porté atteinte au développement de la civilisation, le mot civilisation étant pris ici dans son acception la plus noble, la plus pure, et au patrimoine culturel de l'Humanité.

L'Europe de la culture, c'est une Europe capable de faire preuve de discernement, de défricher les voies de l'avenir et de proposer au monde un modèle de civilisation fondé sur les droits et devoirs de l'homme, sur une éthique de responsabilité et sur le primat du politique. C'est une Europe privilégiant toujours le droit sur la force et sachant se faire respecter par la seule puissance de son message. Pour reprendre la belle expression d'Edgar Morin, c'est une Europe, capable de « civiliser la terre, cet astre errant ».

Gérard-David DESRAMEAUX

L'Europe et les Autres

par Jean-Pierre PRÉVOST

La suffisance des Européens s'exprime dans leur culture, pleine du mépris des « autres ». Il est temps de changer cette donne.

S'il existe, dans la conscience des Européens, un dénominateur commun, c'est bien celui de leur supériorité culturelle par rapport au reste du monde. Il y a eux et les Autres. A l'origine de toutes les grandes découvertes, ou au moins de leur mise en œuvre, ils ont, en quelque sorte « inventé » le monde, grâce à leurs navigateurs et à leurs explorateurs, imposé leurs langues et jusqu'à leurs manières de vivre et s'ils ont cessé d'en être les maîtres, du moins ont-ils la satisfaction de voir leurs conceptions politiques et culturelles continuer, vaille que vaille, à s'imposer.

On peut même se demander si ce sentiment de supériorité n'est pas au fondement même de la conscience européenne telle qu'elle s'est développée depuis le début du Moyen Âge sur les ruines de l'Empire romain d'Occident.

Sans doute ce sentiment a-t-il évolué au fil des siècles mais il est trop profondément ancré dans notre conception historique du monde pour ne pas résister à son évolution et nourrir encore aujourd'hui la pensée politique de nos peuples et de leur dirigeants.

C'est bien en Europe qu'a été inventé le mot « civilisation », un terme qui permettait de distinguer les peuples de notre continent des autres. N'y avait-il pas en effet une différence fondamentale entre la culture et la civilisation européennes à vocation universelle et les autres sociétés, l'Europe, ou si l'on préfère l'Occident, ayant pour mission historique de les faire accéder à leur tour aux lumières des Temps Modernes, ce que n'avaient su faire les civilisations « disparues », aussi prestigieuses soient-elles ?

Faisant le bilan des grandes découvertes effectuées depuis la Renaissance, historiens, savants et philosophes européens en ont tous tiré les mêmes conclusions et présenté le même bilan : notre continent est le seul à avoir su récupérer les prémisses de la civilisation apparus quelque part entre le Tigre et l'Euphrate avec l'écriture et les faire fructifier au point de pouvoir les exporter à grands renforts de canonnières, de marchands et de missionnaires, ce qui amènera certains à conclure à la supériorité de la race blanche et Hegel à écrire que l'Europe était « le sol sur lequel s'est passé jusqu'ici l'histoire universelle » et en constituait, sous sa forme moderne, « le terme ».

Il est significatif à cet égard de constater que l'ouvrage d'Oswald Spengler, écrit à la veille de la Première Guerre mondiale, intitulé « Le déclin de l'Occident » ait fait l'objet de contresens aussi importants que celui d'Huntington sur « Le choc des civilisations » publié avant les attentats du 11 septembre 2001, l'un et l'autre ayant un retentissement identique et ayant en commun d'interroger la prétendue supériorité de l'Occident.

Spengler rappelait en effet que « *l'histoire universelle* est notre image de l'univers, non celle de l'humanité » pour affirmer ensuite qu'à « ce schéma familial de l'Européen d'Occident qui fait mouvoir les autres cultures autour de nous comme autour d'un centre de tout événement historique, système ptolémaïque de l'histoire » devait être substitué à ce qu'il considérait « comme une découverte copernicienne sur le terrain de l'histoire, une doctrine qui ne donne en aucune manière à l'antiquité et à l'Occident une place privilégiée »

Huntington ne faisait en quelque sorte que prolonger cette réflexion en présentant un tableau dynamique des civilisations qui se partagent aujourd'hui le monde. Il a été abusivement dénoncé comme l'instigateur d'une guerre des civilisations qui dans son esprit ne présentait un risque que si l'on persistait à considérer la nôtre comme supérieure aux autres. De même il n'a été retenu de Spengler que le cri d'un Cassandre alors qu'il s'agissait pour lui d'ouvrir nos yeux sur l'existence d'autres mondes, d'autres civilisations qui ne le cédaient en rien, quant à leur grandeur et à leurs potentialités, à la nôtre.

Les Européens continuent de vivre, on vient de le voir une nouvelle fois dans les réactions de l'opinion et de certains gouvernements à propos de l'affaire irakienne, sur des idées reçues qui, au niveau des fantasmes, remontent probablement au souvenir des Croisades. Spengler, de ce point de vue, n'a d'ailleurs pas tort de préciser : « l'européen d'Occident », car c'est de cette Europe-là et d'elle seulement qu'il s'agit.

Les Croisades, extraordinaire fiasco militaire, politique et humain, constituent probablement, et nous n'avons pas terminé d'en souffrir, l'acte fondateur de l'Union Européenne. Du Nord au Sud de l'Europe d'immenses foules se sont mobilisées non seulement pour libérer les Lieux Saints de l'Infidèle mais pour tenter d'imposer notre conception du monde, notre façon de décliner le mot universel, y compris aux chrétiens d'Orient, comme en témoigne le sac de Constantinople en 1204.

Tombée dans l'oubli, au mieux traité comme un « détail », cette abominable tuerie, ce pillage éhonté des richesses de l'Eglise orthodoxe, a marqué pour longtemps les limites de notre monde « civilisé » qui ne fit guère d'efforts, c'est le moins qu'on puisse dire, pour aider ultérieurement l'Empire byzantin à résister à la poussée victorieuse de l'Empire ottoman.

L'Europe occidentale allait alors pratiquer le « bornage » du monde civilisé dont nous commençons de sortir avec les difficultés que l'on sait à l'occasion des nouvelles étapes de l'élargissement. Elle allait organiser pas à pas son expansion en repoussant et en contenant la pression du monde musulman puis en se lançant dans l'aventure coloniale sous ses deux aspects, celui du peuplement là où les indigènes ne pouvaient résister et se laissaient en quelque sorte exterminer, le continent américain et l'Australie notamment, et celui de la domination pure et simple, selon les opportunités : en Afrique, ce qui donna finalement lieu à un « partage » entre Européens autour de la table des négociations, au Proche et au Moyen Orient, dans l'Asie du Sud-Est, les timides efforts entrepris en direction du cœur de l'Asie, de la Chine en particulier étant rapidement étouffés dans l'œuf. Ne s'agissait-il pas en effet de pays dont la civilisation, au sens où nous l'entendions s'était développée, selon l'expression de Hegel « en marge de l'évolution de l'histoire universelle » !

Ce fut finalement au bord de la Méditerranée, « le point central du monde », toujours selon Hegel, que l'entreprise fut la plus difficile. Il fallut un bon siècle à partir de la conquête de l'Algérie jusqu'à l'effondrement de l'Empire ottoman pour achever l'ère des conquêtes... jusqu'à l'épreuve de la décolonisation dont bien des Européens n'ont pas encore pris, semble-t-il, toute la mesure.

L'Europe de son côté développait sa propre histoire interne, bien faite pour accaparer son attention puisqu'en parallèle à un progrès technique époustouflant qui, en quelques décennies, la faisait passer d'une société rurale à une société industrielle puis postindustrielle, elle se déchirait de manière dramatique en déclenchant deux conflits mondiaux qui auraient pu lui être fatals.

Il n'était pas évident en 1945 que la leçon de la guerre serait davantage retenue qu'après 1918. Beaucoup voulaient punir et humilier à nouveau l'Allemagne, comme si elle n'avait pas été elle-même victime d'un mauvais génie. Et de ce point de vue, il n'y a pas lieu d'être fier, même si elles doivent être replacées dans le contexte de l'immédiate après-guerre, des positions prises par la France notamment qui réclamait alors la séparation de la région rhéno-westphalienne du reste de l'Allemagne et le rattachement économique de la Sarre à la France, mesures qui n'auraient pu que creuser à nouveau le fossé entre nos deux pays.

Même si tout est fait pour l'occulter, aujourd'hui, et pour mettre au premier plan d'autres événements qui se sont produits après la bataille, la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 fut incontestablement l'acte providentiel qui a permis la survie de l'Europe et sa marche vers l'unité.

En place d'une culture fantasmée et guerrière rejetant les autres soit dans la soumission soit dans la géhenne, voici qu'étaient proposés aux Européens, sous les sarcasmes et l'incrédulité – « on nous propose un méli-mélo de charbon et d'acier sans savoir où l'on va aller » déclarait le général de Gaulle le 19 mai 1950 - les bases d'une culture commune fondée sur des réalités pratiques et un projet qui allait connaître la fortune que l'on sait. Mais plus d'un demi-siècle plus tard, force est de constater que cette démarche, faite dans l'urgence - la guerre froide rendait quasiment inéluctable le réarmement de l'Allemagne - était incomplète ou du moins allait le devenir rapidement.

A vrai dire, il est facile aujourd'hui, en ce début du XXI^{ème} siècle d'évaluer les insuffisances de la pensée politique européenne, toutes liées à son incapacité à se penser en relation avec le reste du monde, à refuser la révolution copernicienne que lui proposait Spengler et à continuer d'ignorer les Autres comme s'il était possible de se développer sans tenir compte de l'environnement.

La pauvreté des débats de la Convention européenne à cet égard, l'absence surprenante de toute réflexion commune sur la relation avec les Autres, l'obsession permanente des questions d'organisation interne, l'élargissement vécu davantage comme une fatalité que comme une chance, tout cela montre à quel point l'Europe s'est véritablement enkystée dans la contemplation d'elle-même.

Le spectacle de la désunion qu'elle vient de donner à propos de la guerre d'Irak est la conséquence fatale d'un tel aveuglement. Robert Schuman a fait

œuvre de visionnaire en affirmant que la construction de l'Europe exigeait que « l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée », selon ses propres termes et en proposant un chemin pour y parvenir mais ne serait-il pas le premier aujourd'hui à s'étonner que l'on rabâche toujours la même chanson.

L'Europe s'est finalement toujours pensée en fonction d'elle-même. Les adhésions successives de nouveaux membres, accueillis d'abord au compte-gouttes puis par paquets n'a pas provoqué d'autre réflexe que d'élargir la Commission, d'augmenter le nombre des sièges au Parlement et de multiplier les langues de travail. L'eurocentrisme n'a guère connu d'exception même en ce qui concerne l'aide aux pays en voie de développement et plus surprenant encore l'élaboration d'une politique étrangère et de défense communes, les questions de procédures, de règles institutionnelles et surtout les marchandages financiers et industriels occultant tout débat sur les finalités.

Myopie ou nombrilisme, les Européens, à quelques exceptions près, n'ont pas compris à quel point les Autres avaient changé en un demi-siècle et avec eux les centres de gravité comme les lignes de fracture. Pourquoi se voiler la face et ne pas reconnaître que l'Union européenne a reculé de plusieurs cases depuis l'initiative de Robert Schuman. Si nous n'en avons pas pris conscience, les futurs nouveaux membres viennent de nous le faire savoir. La réaction arrogante de Jacques Chirac à ce qu'il a dû considérer comme une « mutinerie » prouve hélas qu'il en est qui ne veulent rien comprendre. Et la Pologne, aussi désireuse soit-elle de rejoindre l'Union européenne, a-t-elle tort de rappeler que chaque fois qu'elle a été menacée, nous avons répondu absent ? A force de ne pas vouloir « mourir pour Dantzig », on ne peut s'attendre à une solidarité sans faille

Ni l'Union européenne, ni a fortiori l'ONU ne peuvent fonctionner désormais comme aux temps où la culture européenne était dominante jusque de l'autre côté de l'Atlantique. Plutôt que de verser dans l'antiaméricanisme, pourquoi ne pas admettre que la doctrine du droit international public que nous avons imposée au reste du monde n'était pas immuable et que, par exemple la légitimité des « guerres préventives » était peut-être aussi grande que celle des « guerres justes » ?

Malgré l'intensité des relations culturelles entre l'Europe et les Etats-Unis, l'abondance de l'information, la prolifération des experts et des instituts de recherche, comment n'a-t-on pas compris, en France et en Allemagne notamment, qu'une autre culture dominante s'était développée de l'autre côté de

l'Atlantique et s'était substituée à la nôtre et qu'il fallait non pas s'y résigner mais s'y adapter ?

L'immobilisme, le raidissement de la diplomatie française tiennent-ils à l'âge du Président, question que l'on peut se poser si l'on considère les réactions opposées des deux jeunes chefs de gouvernement britannique et espagnol. Ou cela tient-il aussi à notre fameuse « exception culturelle » qui, alors, ne doit pas seulement s'entendre dans l'esprit de ses promoteurs comme la défense d'une espèce menacée mais là encore comme la protection du sanctuaire de la « Civilisation ».

L'intervention active d'un Pape, diminué par l'âge et la maladie, n'a pu qu'égarer davantage l'esprit de ceux qui voulaient stopper avec une barrière de papier la toute puissante volonté américaine désormais décidée à faire régner l'ordre dans un monde où le terrorisme a pris des proportions planétaires. L'isolationnisme américain, redouté naguère par ceux-là même qui viennent de s'opposer à l'intervention en Irak, est définitivement enterré. Il est temps de le comprendre et d'en tirer les conséquences.

Ce qui est vrai pour l'Amérique l'est aussi pour les autres grands ensembles mondiaux et en particulier pour le monde musulman. L'Europe n'a pas encore compris que le réveil des pays de culture et de religions musulmanes situés autour de la Méditerranée qu'elle domina pendant plus d'un siècle, constituait un fait majeur qui bouleverse pour longtemps la donne dans cette partie du monde et que l'immigration des trente dernières années n'est en réalité que la partie émergée de l'iceberg.

Les yeux commencent seulement à s'ouvrir face à cette nouvelle situation mais, là encore les Européens sont victimes de leur propre ignorance, de leurs préjugés et de leur « arrogance », comme le déclarait récemment le Premier ministre norvégien. Notre connaissance de ces peuples, de leur histoire, de leur religion, de leur spiritualité, de leurs coutumes aussi est, on ne le répétera jamais assez, rudimentaire et souvent déformée par le prisme de la colonisation. Leur diabolisation est fréquemment pratiquée et d'autant plus stupidement, s'agissant d'un monde si proche du nôtre en ce qui concerne ses racines culturelles et ses références philosophiques et religieuses, que nous sommes condamnés à vivre non seulement côte à côte, comme Européens et Américains, mais ensemble, de plus en plus souvent sur le même sol. L'Europe n'a-t-elle pas commencé de se dépeupler et tandis que l'immigration de populations dont le dynamisme démographique fait contraste avec notre propre situation continue, de progresser, nonobstant la ligne Maginot

législative et policière que l'on voudrait dresser.

Le règne de l'homme blanc européen s'achève, ce qui ne doit pas être considéré comme une catastrophe mais comme une nouvelle étape dans l'histoire de l'humanité. Une telle constatation doit nous inviter à relever le défi et à inventer avec les autres le monde de demain. Rien ne serait plus terrible que le repli sur soi, les ratiocinations futiles, à l'image des discussions byzantines à la veille de la chute de Constantinople. Nous devons au contraire nous ouvrir plus que nous l'avons fait jusqu'ici aux autres cultures et aux peuples les plus proches.

Le malentendu sur l'Irak doit servir de leçon. Il convient maintenant, et le débat sur la future adhésion de la Turquie devrait en être l'occasion, de sortir une bonne fois de notre carapace de suffisance et, pourquoi pas ?, de nos frontières dites « naturelles » pour s'ouvrir à l'Orient le plus proche qui n'est pas d'Asie et qui aspire à nous rejoindre.

L'Europe est déstabilisée, perdue dans ses controverses institutionnelles sans orientation ni stratégie. L'espoir soulevé un certain mois de mai 1950 d'une « Europe organisée et vivante » vacille. N'est-ce pas principalement parce qu'à trop s'occuper de son organisation interne, à trop ignorer, condescendance ou mépris, les autres nations, elle a oublié de se donner une « idée du monde » et a refusé d'écouter ceux qui lui parlent de l'ailleurs. L'Europe sans les autres ne sera jamais, soyons-en persuadés, celle qu'ont voulu ses fondateurs. Par contre un nouveau destin l'attend si elle accepte, après l'élargissement, de jouer l'ouverture.

Jean-Pierre PRÉVOST

Société du savoir et économie de la connaissance : vers une nouvelle Renaissance européenne

par Jean-Pierre ALIX

*La construction d'une Europe de la recherche est le grand dessein structurant
une nouvelle culture européenne.*

La science européenne est sans aucun doute la plus vieille pierre sur laquelle l'Europe comme espace de civilisation et d'émancipation s'est construite. Dès le Moyen Age, les frontières, les enjeux de puissance des Princes ou les Eglises n'ont pu faire obstacle à l'échange des savoirs, à la correspondance des savants, à la thésaurisation des expériences et des hypothèses. Ni même l'héritage d'Aristote qui, imprégnant la philosophie et la culture, limitait la curiosité à l'exercice scolastique. C'est la Renaissance qui permit les rapprochements si féconds entre mathématique, philosophie et expérimentation, portant l'envol d'une famille féconde de figures, telles que Bacon, Descartes, Galilée, Képler, Newton et Vinci pour ne faire état que des plus fortes. L'espace est ici trop restreint pour faire plus qu'évoquer ce mouvement historique qui a repris à son compte les questions héritées d'Alexandrie, des Grecs et de la science arabe, et les a transformées grâce à une approche renouvelée du cosmos, à la généralisation des procédures expérimentales et à la mathématisation des phénomènes de la nature, créant la science classique.

Cette transformation de la connaissance n'a pas été sans préparer, dans la plupart des pays d'Europe, l'apparition d'un nouveau type de savant : soute-

nu par les Etats qui mettent en place des académies, des observatoires, qui sont autant des lieux de travail au quotidien que des enjeux de pouvoir ou des cercles de validation des idées et théories nouvelles, le savant se fixe comme but de défricher un espace inconnu, d'en proposer l'interprétation et de la soumettre à critique. Ce modèle, qui appartient à l'Europe comme espace géographique de civilisation, a ensuite connu une expansion sans précédent dans le monde, et aujourd'hui encore, il structure la vie scientifique, même si entre-temps les nécessités de la professionnalisation ont conduit à développer un appareillage particulier : rencontres internationales, presse, institutions internationales, ...

Aujourd'hui la formalisation de l'Europe politique et économique ne peut laisser au hasard la réalisation de ce grand projet humaniste qu'est la construction d'une Europe de la recherche et de la culture scientifique. Ce projet porte en germe le modèle d'une société fondée sur le savoir et la connaissance qui serait le rebond, à l'ère de la démocratie et des technologies de l'information et de la communication, du grand dessein de la Renaissance. Sur quelles conceptions de la recherche et de la culture devons-nous bâtir le modèle de d'organisation de nos politiques nationale et européenne ? Comment les instances européennes pourraient promouvoir cette nouvelle phase de l'émancipation ? Comment organiser les liens entre économie et savoir ? Autant de questions qui interpellent le génie européen et qui l'exhortent à se renouveler...

La difficulté est que la mondialisation a brouillé les pistes qui pourraient nous relier au génie européen. Les besoins économiques et les difficultés budgétaires des uns et des autres vont probablement nous contraindre d'agir dans ce domaine, car l'Europe ne pourra continuer à épuiser une partie de ses ressources pour mener à bien des recherches nationales concurrentes. C'est pourquoi il importe que nous définissions de grandes orientations européennes, car elles seules pourront nous permettre de mener jusqu'à leur terme les grandes réformes dont notre pays a besoin pour sa recherche. Dans un projet humaniste de développement, la recherche comprise comme production d'intelligibilité et de sens joue un rôle central qui ne peut être réduit, tout en ayant besoin de lui, à celui de production de richesses.

L'Europe des sciences : une vieille histoire de famille

Un bref aperçu de l'histoire scientifique de notre continent nous montre que le génie européen s'est construit à partir de figures intellectuelles hors du commun (Léonard de Vinci, Bacon, Galilée, Descartes...) avec le soutien de quelques mécènes éclairés et, la plupart des cas, contre les autorités monar-

chiques ou religieuses. L'Europe des académies, des observatoires, puis des universités ne commence à se constituer que dans la seconde partie du 16^{ème} siècle. Il faudra attendre le 18^{ème} siècle pour voir la profession de savant et de scientifique s'institutionnaliser. Les journaux scientifiques apparaissent également dans cette période, mais c'est au 19^{ème} siècle, siècle du progrès par excellence que la communauté scientifique européenne devient opérationnelle comme lieu d'échange et de partage d'expériences.

Dès la fin du 19^{ème} siècle, un processus inverse de morcellement voit le jour avec la rivalité des Etats-Nations et les nationalismes émergents : la course à la performance technique, notamment militaire, a pris le relais et la recherche scientifique est devenue une arme de guerre au service de la puissance, de la souveraineté et de l'indépendance des Etats. L'aventure atomique, issue des travaux de Becquerel, des Curie en est l'illustration la plus emblématique.

Depuis la seconde guerre mondiale, trois phases ont marqué, dans les pays de l'OCDE, l'histoire de la politique scientifique. La première peut être présentée ainsi : la science pour la science et la technologie au service de la défense. C'est Vannevar Bush qui, en 1945, en formule les principales bases : orientation des fonds publics vers l'enseignement supérieur et la recherche de base, évaluation par les pairs. Une action gouvernementale forte se traduit par de grands programmes nationaux (nucléaire, espace). La conception des relations entre science et industrie est linéaire : on accumule des connaissances, les meilleures possibles. Le transfert des connaissances vers la technologie est alors accaparé essentiellement par le secteur militaro-industriel.

Après 1973 et le premier choc pétrolier, une deuxième vision se superpose à la première : l'industrie peut être forte hors le complexe militaro-industriel, comme en témoigne le développement de l'Allemagne et du Japon, mené sans crédits de défense. Les grands secteurs de l'industrie développent sur ce modèle une politique de R et D propre, tandis qu'explorent les grands moyens de communication. C'est l'époque des politiques sectorielles en Europe. Au cours de cette période, le renforcement stratégique des industries passe par le développement de grands services internes de recherche, dans tous les grands secteurs (électronique, informatique, etc). En France, l'impulsion de l'Etat est confiée à la DGRST, et a notamment pour objectif de créer, au-delà des grands organismes, un lien fort et direct entre la recherche et l'innovation technologique. La part de l'Etat dans le financement de la recherche diminue.

La troisième phase, notamment mise en évidence par C. Freeman et M.

Crow, pourrait se définir comme étant celle des politiques à dominante « qualité de la vie » et « développement durable ». Apparues dans les années 90, elles s'inscrivent dans un contexte caractérisé par la disparition du bloc communiste, la baisse des dépenses de R et D des pays industrialisés, la mondialisation croissante de l'économie et de la technologie, la montée du chômage structurel et des nouvelles valeurs, enfin l'appauvrissement progressif des Etats et la montée de la méfiance vis-à-vis de la science et de ses retombées.

Trois époques, trois besoins. Tous coexistent aujourd'hui dans les préoccupations des structures de recherche et des Etats. A la fin du 20ème siècle, la mondialisation tend à favoriser la victoire du facteur économique sur le facteur culturel dans l'approche de la recherche. Mais le besoin actuel des populations, dont la perception n'évolue pas favorablement à la science depuis trois décennies, même si la confiance envers la personne du scientifique est encore élevée, est une recomposition globale du sens à partir de la compréhension d'une communauté de destin.

Les enjeux stratégiques : la définition du modèle.

C'est une coévolution science-société qu'il faut maintenant penser. On distingue traditionnellement quatre fonctions de la recherche :

- Tout d'abord la fonction culturelle, celle qui s'attache au « front des connaissances », et qui cherche à construire, en observant des territoires vierges, des théories nouvelles, des modèles prédictifs. On l'appelle parfois « mode 1 », par référence notamment aux travaux de M.Gibbons, cet ensemble dans lequel la science s'efforce de répondre à ses propres questions, poursuivant sans fin la construction d'ensembles rationnels cohérents et puissants. On y fait l'apprentissage de la recherche, c'est-à-dire d'une culture et de la méthode expérimentale dans une discipline, lors d'un doctorat, dans une Université. La science est ici la méthode qui s'attache à comprendre, discipline par discipline, le cosmos, la vie biologique, et la structure des sociétés. Empruntant une série de bifurcations, cette démarche a été portée haut dans l'histoire par la plupart des grandes cultures, celles de la Chine, de Babylone, d'Alexandrie, et s'est développée dans le berceau européen depuis trois siècles.

- L'enseignement enfin est le lieu naturel pour la formation aux connaissances et à l'esprit scientifique : l'éveil à la curiosité dès la petite enfance, l'enseignement des sciences tout au long de la vie... pour ne citer que les éléments les plus éloignés entre eux de cette chaîne de formation. L'enseignement doit en permanence se mettre à jour pour transmettre la cul-

ture, les théories, les méthodes et les techniques dernières nées, et renforcer les chances des générations nouvelles. Il doit aussi savoir se rendre attractif, objectif aujourd'hui contredit par la baisse des inscriptions dans les études scientifiques, qui fléchit régulièrement depuis plusieurs années, en France comme dans l'ensemble des pays développés en Europe et aux Etats-Unis. Cette crise est mal diagnostiquée, dans un système en compétition à l'échelle mondiale. Il faut donc créer les conditions de la plus grande attractivité culturelle et scientifique, et renforcer la tradition d'échange et d'accueil qui est naturellement celle de l'université.

- Ensuite, la contribution à l'innovation : ce process va de la connaissance jusqu'à l'économie et au marché, en passant par la technologie, et transforme avec une très grande puissance les modes de vie. On sait maintenant que les visions linéaires du process d'innovation sont trop simples, voire erronées. Il s'agit d'un « système » dans lequel les interactions doivent être constantes, de qualité, entre les principaux acteurs : chercheurs et universitaires, technologues, financiers, créateurs d'entreprise, fonctions de recherche des grandes entreprises, et marché. L'innovation propose sans cesse de nouveaux usages économiques et sociaux dans la vie domestique. Il faut qu'ils soient acceptés, appropriés, donc répondent à une demande, implicite ou explicite réelle. Dans ce mode (« mode 2 »), la commande sociale est prédominante, qu'elle se définisse par des enjeux commerciaux, ou des enjeux de société et des finalités collectives formulées par les pouvoirs publics.

- La fonction d'expertise est ancienne, mais se renouvelle : les Académies ont conseillé les rois et les princes depuis leur création dans toute l'Europe. Leurs avis et recommandations étaient considérés comme les plus rationnelles possibles, et donnaient une crédibilité accrue à nombre de décisions, qu'il s'agisse d'aménagement du territoire, d'agronomie, ... Aujourd'hui cette fonction perdure en donnant naissance à de nouvelles académies (Ac. de l'eau, Ac. des technologies), ou de nouvelles agences (Agence française de la santé et de la sécurité alimentaire) qui ont pour but de sous-tendre les décisions publiques par des raisonnements scientifiques élaborés en fonction de l'état de la connaissance au moment où ils sont émis. Mais, de même que l'innovation doit rencontrer des marchés et de consommateurs qui en acceptent les propositions, l'expertise doit intégrer les principes nouveaux qui apparaissent dans la gestion des affaires publiques et s'inscrivent dans la loi : principe de prévention, de précaution, etc.. Une autre question est de savoir qui endosse la responsabilité de la décision. Elle pose la nécessité de relations nouvelles entre le politique et le scientifique. Quelles sont les éthiques respectives, et comment les faire dialoguer ?

Les deux modes sont en concurrence pour définir les grandes orientations des politiques de recherche en Europe.

Le modèle libéral défendu par Claude Bébéar permettrait d'aborder la compétition mondiale à armes égales. « Il nous faut susciter l'émergence de marques universitaires mondiales » déclarait-il en décembre 2002. Cela passe notamment par le renforcement de l'autonomie financière des universités doublée d'une autonomie en matière de gestion des emplois et de rémunération des personnels. Si l'on caricaturait les propositions de l'Institut Montaigne dans ce domaine, on pourrait présenter les futures universités françaises comme des PME destinées à devenir de grosses entreprises dans une logique de croissance et de développement.

On oppose à cette option libérale le modèle du service public d'éducation, fondé sur le principe que le savoir n'est pas une production industrielle, bref une marchandise. Le rôle de l'Etat et des politiques culturelles doivent être prépondérants pour garantir l'indépendance et le désintéressement tant au niveau de l'organisation de la recherche fondamentale que de la diffusion des savoirs qui en résultent.

Ni l'un ni l'autre de ces modèles ne nous satisfont car chacun à sa manière ne traite qu'un des aspects du problème : aspect de la performance économique pour Claude Bébéar, aspect sociétal de redistribution du savoir pour les défenseurs du modèle public. Il faut, contrairement à la trop grande simplicité de ces deux approches, intégrer les différentes composantes ou fonctions de la recherche. La problématique du modèle doit être replacée, selon nous, dans la perspective de la société du savoir qui représente un changement d'échelle par rapport à l'alternative précédente.

De tous temps, la connaissance a été au cœur de la croissance économique et de l'élévation progressive du bien-être social, et les connaissances rassemblées en cultures sont au cœur des sociétés et des civilisations. Mais le terme « société de la connaissance » vient d'apparaître. Il marque une rupture, c'est-à-dire le passage de l'économie industrielle à l'économie fondée sur le savoir. Celle-ci se caractérise par un investissement élevé dans l'éducation, la formation, la recherche développement. Les technologies de l'information jouent un rôle important non seulement dans l'échange entre les personnes – domaine de l'information – mais aussi pour la création de nouveaux savoirs – par exemple la biologie à grande échelle.

Dans ce modèle émergent, l'intensité d'innovation, l'évolution rapide des savoirs concernent autant le système éducatif que l'économie ou la société,

car le mode de fonctionnement des institutions ne se fonde plus seulement sur la spécialisation de leur mission, mais aussi sur la coopération autour d'objectifs plus généraux.

Les outils de la recherche européenne : état des lieux

Dans certains domaines scientifiques, l'UE ou les Etats ont su mettre en route de vraies politiques transnationales de coopération : accélérateurs de particules, réacteurs à neutrons, observatoires, navires océanographiques, biologie moléculaire, et donné naissance à des institutions reconnues : CERN, Agence spatiale (ESA), ESO, ILL, JET, EMBO... Les institutions européennes ont dans les années 80 tenté plus ou moins confusément de définir un modèle de recherche et développement avec l'institution des programmes-cadres : évitant de reprendre à leur compte les politiques nationales, elles se sont concentrées sur la constitution de projets à finalité sociale et économique, s'efforçant de créer des réseaux coopératifs sur le continent. La perspective était de créer une attraction européenne capable de s'affronter à un niveau suffisant à l'attractivité américaine. Après une vingtaine d'années d'expérience, la Commission et le Parlement ont présenté le concept d'espace européen de la recherche, qui doit marquer un pas en avant.

Mais, depuis le Sommet de Nice et le projet d'Espace européen de la recherche présenté en janvier 2000 par Philippe Busquin, commissaire européen chargé de la Recherche, les politiques scientifiques européennes sont aux vaches maigres. Le Programme-cadre de Recherche et Développement technologique (PCRDT) constitue l'outil principal dans les mains de la commission européenne. Mais les financements sont insuffisants pour le faire fonctionner : ainsi l'UE se place derrière les Etats-Unis pour sa dépense totale de Recherche et Développement (R&D) et pour le ratio « dépenses totales de R&D sur PIB » avec 1,9% contre 2,7% en 2000.

Dans des domaines comme les biotechnologies et les TIC, considérés comme les plus porteurs, l'Europe ne parvient pas à bâtir des politiques de recherche à long terme. La France a notamment beaucoup de difficultés à intégrer systématiquement la dimension européenne dans les secteurs de sa recherche fondamentale : le CNRS, l'INSERM ouvrent en théorie leurs appels d'offres à des chercheurs hors de France mais dans la pratique rares sont les contrats de recherche accordés à des chercheurs étrangers. La scène européenne en matière de recherche fondamentale est donc fragmentée et contreproductive faute d'une coordination vraiment fédérale dans les objectifs. On imagine combien la présence européenne pourrait être plus forte si de véritables réseaux de laboratoires dépendaient pour une part encore plus

importante de crédits européens, ce qui les conduiraient à répartir les efforts, les sujets de façon plus rationnelle et à éviter ainsi des redondances superflues. Partout où des programmes coopératifs sont nécessaires, où les technologies de travail des chercheurs (grands instruments) sont un point de passage obligatoire, l'Europe devrait être plus présente, et apporter un soutien rigoureux, bien évalué, comme le font par exemple l'agence National Science Foundation ou le réseau des National Institute for Health aux Etats-Unis, sans oublier les réseaux des laboratoires nationaux financés par l'Etat fédéral, particulièrement par le biais des fonds de défense.

Quelles politiques européennes ?

Les principales initiatives aujourd'hui ne bénéficient pas d'un cadre fédéral fort, mais s'expriment cependant à travers des associations comme la Fondation Européenne de la Science, Eurosciences, ou les Académies regroupées (ALLEA), et d'autres partenaires. Elles convergent toutes vers des objectifs convergents : renforcer la qualité de la recherche en Europe, développer ses capacités sur le continent, promouvoir la compétition, qui devraient conduire à la création d'une nouvelle institution, le Conseil Européen de la recherche (ERC).

Cette proposition, la plus avancée aujourd'hui, consisterait à :

- Encourager et nourrir l'excellence scientifique, sans tenir compte du pays d'origine, et donc écarter les attentes de « juste retour » des pays.
- Encourager l'usage de ressources rares et de valeur (infrastructures, bases de données) dans une optique de bien-être de toute l'Europe
- Attirer et retenir en Europe des étudiants et des scientifiques des autres continents.

Une spécification détaillée des activités à prendre en charge par l'ERC est nécessaire pour la rendre complémentaire des approches nationales et du programme-cadre, dont l'approche concerne la recherche pré-compétitive et l'industrie. Mais l'exercice d'une subsidiarité réelle implique bien la mise en place d'une plate-forme nouvelle telle que l'ERC.

*

* *

Nous sommes face à un enjeu de civilisation que le philosophe Michel Serres résume ainsi : « Le 21ème siècle sera celui de la réconciliation des sciences exactes et des sciences humaines », car le bagage de l'honnête homme de ce siècle comportera à la fois les avancées essentielles des sciences et les moyens d'en comprendre la portée dans la société ambiante. Le projet

de « société de la connaissance » vient préciser ce que pourrait être la nouvelle fonction des sciences, entre creusement de leurs propres hypothèses, diffusion dans l'enseignement, contribution à la technologie, et réflexion sur la structure de la société. Il permet de repenser le contrat entre science et société, de poser un regard neuf sur les questions institutionnelles. Le système universitaire français doit être à la hauteur de cet enjeu : il nous faut faire pour l'Université ce que la France a su réaliser pour son enseignement primaire. Dans la perspective européenne de la société de la connaissance, le rang de la France sera fonction du niveau de son enseignement supérieur. Si nous ne parvenons pas à briser durablement les cycles de la reproduction des élites – et parfois de leur enfermement – décrits par le sociologue Pierre Bourdieu, alors nous prenons le risque d'un véritable krach social qui détruira sans nul doute le modèle français si chèrement acquis de la citoyenneté républicaine. L'Europe peut seule nous aider à réussir en nous poussant à réformer ce que l'inertie des institutions et les frilosités des corporatismes nous empêcheront de faire. Car si la France continue de s'afficher comme un des principaux moteurs de la construction européenne comme le laisse penser la présence de Valéry Giscard d'Estaing à la tête de la Convention, elle doit alors utiliser ses aspirations pour anticiper sur les transformations des sociétés développées. Et se montrer capable – et c'est bien la fonction du politique dans une démocratie moderne – de faire partager les transformations nécessaires, voire de les élaborer en commun par la participation, pour que nous soyons à l'heure dans ce siècle.

Jean-Pierre ALIX

Culture et civilisation

LÉO STRAUSS

« Le mot culture laisse dans l'indétermination ce qu'est la chose qu'il s'agit de cultiver (le sang et la terre ou l'esprit) tandis que le mot de civilisation désigne immédiatement le processus visant à faire de l'homme un citoyen, et non pas un esclave ; un citadin, et non pas un rustre ; un amoureux de la paix, et non de la guerre, un être policé, et non pas une brute...

Nous entendons par civilisation la culture consciente de l'humanité, c'est-à-dire de ce qui fait d'un être humain un être humain, c'est-à-dire la culture consciente de la raison ».

Le nihilisme allemand

Ce sera une autre Europe

par Alain LAMASSOURE

La Fondation Robert Schuman nous a autorisé à publier cet extrait de sa note n°14 intitulée « Ce sera une autre Europe » (Spécial Convention européenne). Nous la remercions. L'auteur en appelle aux fils plus qu'aux pères. Pour lui l'Europe unie sera nourrie de l'amour du futur.

[...] **E**n travaillant ensemble, nous avons pris conscience, peu à peu, de l'existence d'un modèle européen commun. Ce modèle est plus difficile à définir qu'il n'y paraît. Mais sa réalité est incontestable. Il comporte plusieurs éléments.

1 – Les nations ont compris que l'Europe était le moyen de défendre leur identité. L'Europe est pluralité. Au soir d'une longue vie féconde, le grand Fernand Braudel a consacré sa dernière œuvre d'historien à *L'identité de la France*. Son premier chapitre s'intitule, comme un cri : « *Que la France se nomme diversité !* » La phrase vaut plus encore pour l'Europe.

Nous sommes condamnés à la pluralité, à la diversité, au métissage. Et c'est une réalité presque « mesurable ». Depuis l'origine, en 1901, le Prix Nobel de Littérature a été décerné à dix Français, sept Anglais, sept Suédois (mais il s'agit du pays organisateur) et six Allemands ; mais aussi à six Italiens, quatre Espagnols, quatre Polonais, trois Irlandais, trois Norvégiens, trois Danois, deux Suisses, deux Grecs, un Finlandais !

[...] Magnifique exemple d'esprit européen, s'il en est. Elias Canetti écrit dans son *Journal* : « *On ne pourra pas vaincre le nationalisme par l'internationalisme, comme beaucoup l'ont pensé jusqu'à présent, parce que nous parlons des langues. C'est par le plurinationalisme qu'on peut le vaincre* ».

Autre témoignage, celui de l'auteur du *Nom de la Rose*. Pour sa leçon inaugurale au Collège de France, en 1992, Umberto Eco avait choisi comme sujet : « *La quête d'une langue parfaite dans l'histoire de la culture européenne* ». Pour conclure finalement : « *la vraie unité de l'Europe, c'est le polyglottisme* ».

2 – Second élément commun, ce que l'on qualifie souvent de « *modèle social* », qu'il faudrait plutôt appeler « l'attente de la politique », c'est-à-dire ce que la société attend de l'action politique. En effet, on ne peut pas parler d'un « modèle politique européen ». Si certes, nous appliquons tous les règles de la démocratie et de l'Etat de droit, les traditions nationales ont façonné des systèmes très différents. Et les différences de *cultures politiques* s'accompagnent aussi de différences des *cultures judiciaires* (système inquisitoire en France, accusatoire au Royaume-Uni) et des *cultures juridiques* : la notion même de « loi » ne revêt pas la même signification sociale au Royaume-Uni, en Italie et en France. Le prestige quasi monarchique qui entoure la fonction présidentielle en France est à l'opposé de la pratique très démocratique du Bénélux et de l'Europe du nord, etc.

Pourtant, le point commun à tous les pays d'Europe occidentale réside dans les attentes de la société à l'égard de la politique.

Aux USA, on attend de la politique qu'elle fasse régner l'ordre, et qu'elle permette à chacun de réaliser ses projets personnels avec un minimum de contraintes. Alors que justice et solidarité dépendent d'abord de l'initiative privée – notamment des *charities*.

En Europe, par tradition clientéliste au sud, social-démocrate au nord, et christiano-marxiste partout, on attend de la politique qu'elle garantisse la solidarité entre les plus démunis et les autres, et la cohésion sociale en luttant contre les inégalités et les injustices. Ce que les Allemands appellent la « *Soziale Marktwirtschaft* ». En outre, même en temps de paix, le dirigeant politique est considéré comme un leader, un repère majeur, pour l'ensemble de la société. C'est pourquoi à l'Organisation mondiale du Commerce, nous ne nous battons pas seulement pour nos intérêts commerciaux, nous défendons aussi le « modèle social européen ».

Le projet européen dans le monde

L'Europe n'a pas encore une « culture » commune. Mais elle est porteuse désormais d'un message historique qui comporte une dimension culturelle, au sens le plus fort du terme. Non point la pensée judéo-chrétienne : nous n'en sommes ni les auteurs, ni les seuls bénéficiaires. Ni la pensée scientifique : si ce sont bien des Européens qui ont conçu la démarche scientifique et la

méthode expérimentale, la science appartient désormais à tous. Ni les droits de l'Homme, qui relèvent de la même analyse. Mais l'art de réconcilier et de faire vivre ensemble des ennemis héréditaires : *un savoir-faire de la paix*.

Et pourtant, pour porter ce projet l'Europe peine à définir son action, tant vis-à-vis d'elle-même que vis-à-vis du reste du monde. Car il faut aussi que l'Europe sache se définir dans le temps, par rapport à sa propre histoire. Jean-Marc Ferry invite à juste titre les peuples d'Europe à « *engager une histoire réfléchie du rapport à leur propre histoire, sans craindre de déstabiliser le narcissisme mondial* ».

Nous disons tous, tous les peuples, y compris les plus démocrates, beaucoup de bêtises sur l'Histoire. Car nous sommes écartelés. D'un côté, l'aspiration identitaire débouche sur la tentation de la sacralisation du passé (voire de sa falsification, comme le font tous les historiens nationalistes...) ; et, de l'autre l'aspiration à la paix recommande plutôt le pardon pour les crimes dont nos ancêtres ont été les victimes, et la repentance pour ceux qu'ils ont commis.

Si l'ont veut créer un esprit européen, un rapprochement des historiens de tous les pays est nécessaire. Partout, le nationalisme se nourrit de la partialité des livres d'histoire, et souvent de leur médiocrité. Nous serons ainsi appelés à redéfinir la notion même de patrie.

Dans la fameuse conférence donnée à la Sorbonne, le 11 mars 1882, où il définissait la nation comme « *un plébiscite de tous les jours* », Ernest Renan ajoutait : « *C'est un riche legs de souvenirs (...) comme l'individu, c'est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements* ». *C'est pourquoi « le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont fait ce que nous sommes »*. De fait, comme le montre Anne-Marie Thiesse dans *La création des identités nationales* (Seuil 1997), l'émergence, et parfois la création de toutes pièces, des nations européennes au XIX^e et au XX^e siècles se sont accompagnées partout d'une volonté passionnée d'enracinement dans l'Histoire : comme si, même à l'âge démocratique, l'ancienneté de la lignée était la meilleure source de légitimité identitaire.

Or, appuyée sur les nations mais conçue pour éradiquer le nationalisme, *la construction européenne entreprend la démarche inverse*. Elle rassemble autour d'un projet, en voulant tirer un trait sur un passé qui, s'agissant des relations entre Etats, comporte plus de mauvais exemples que de bons. Edgar Morin l'écrit fortement en nous invitant à *Penser l'Europe* :

« Nos mémoires historiques européennes n'ont en commun que la division et la guerre. Elles n'ont d'héritage commun que leurs inimitiés mutuelles. Notre communauté de destin n'émerge nullement de notre passé, qui la contredit. Elle émerge à peine de notre présent parce que c'est notre futur qui nous l'impose. Or, jamais jusqu'à présent, ne se sont créés une conscience ou un sentiment de destin commun à partir du futur, c'est-à-dire du non-advenu » (Gallimard 1987).

Allons plus loin. Historiquement et étymologiquement, la « patrie » est la terre des pères, et même des morts. Mais dans la plupart des villes du Tiers Monde, il y a aujourd'hui plus de vivants que n'y ont été enterrés de morts depuis les origines de l'humanité... Dans un monde qui connaît le triple *big bang*, démographique, scientifique et économique, la référence au passé ne peut plus être la seule quand il s'agit de légitimer une organisation politique. L'Union européenne doit être une communauté bâtie pour nos fils. Ce qu'on pourrait appeler une « filiation », composée de « patries ». Conçue non pas d'abord pour exalter un souvenir, une identité et se protéger de l'Autre, le Différent, l'Hostile en puissance ; mais pour que tous s'enrichissent des différences, que l'union de pays voisins nous permettent, non seulement de vivre en paix entre nous, mais de nous ouvrir aux autres sur un pied d'égalité et d'essaimer ailleurs, pacifiquement, les valeurs dont nous sommes porteurs ensemble. Bref, de donner sa chance à toute l'humanité d'affronter, unie, ou point trop désunie, les défis planétaires de notre monde Un. C'est une démarche contraire au nationalisme et à toutes les idéologies totalitaires.

Est-il impossible d'imaginer que *l'amour du futur*, qui ne dépend que de nous, l'emporte enfin sur celui du passé, vis-à-vis duquel nous ne pouvons plus rien ? Après tout, c'est ainsi que se sont bâtis les « continents nouveaux », à commencer par les USA. Les passagers du *Mayflower* n'ont pas renié leurs origines nationales, mais ils ont construit une nouvelle nation, ailleurs. Quatre siècles plus tard, les Européens restés de ce côté de l'Atlantique sont appelés à créer un nouveau continent : ici même.

Alain LAMASSOURE

Il y a dix-huit ans déjà, France-Forum...

France-Forum, c'est-à-dire Etienne Borne et Henri Bourbon, s'est toujours occupé et préoccupé de la culture. Il n'est pas sans intérêt de signaler dans cette publication le numéro de la revue daté du deuxième trimestre 1985. Il fait rapport d'un colloque ayant eu pour thème « culture et démocratie ». De nombreux intervenants y font part de réflexions qui sont loin d'avoir perdu leur actualité. Parmi celles-ci citons quelques extraits :

Etienne Borne : « L'idée démocratique n'est valable que si elle transcende les cultures, si elle porte l'espérance d'une humanisation, sous des formes souvent à inventer, de toutes les sociétés humaines. Plus exigeante que fait, l'idée démocratique requiert que l'homme soit la fin et non le matériau et le moyen d'une édification sociale ».

François Bourricaud : « L'évolution des idées scientifiques ne retentit pas seulement sur l'image que nous nous faisons de notre propre société, sur l'image de son futur, mais plus généralement encore, sur l'image que nous nous faisons de notre destin, comme hommes, à un certain moment de l'Histoire et à un certain moment de l'évolution de l'humanité ».

Raymond Barre : « La culture française est un élément de la culture européenne. Nous devons défendre la culture européenne.

Je donnerai deux exemples. Nous n'avons pas besoin d'une Université européenne, nous avons plutôt besoin de dispositions qui permettent aux étudiants qui appartiennent à une université allemande ou italienne de venir travailler une année en France ou deux années en Grande-Bretagne etc... et que cela soit compté dans leur cursus.

Deuxième exemple. Quand vous regardez sur FR3 les pièces de Shakespeare qui ont été tournées par la BBC, il s'agit d'une contribution essentielle à la culture européenne. Pourquoi n'utiliserait-on pas les moyens d'information dont nous disposons pour faire connaître un certain nombre de

grandes œuvres littéraires, musicales, artistiques dans tous les pays de la Communauté européenne ?

Un certain nombre d'actions concrètes permettent à tous les Européens d'accéder aux grandes manifestations de la culture des pays européens. C'est plus important et plus efficace que les discussions sur la meilleure manière de faire l'Europe culturelle ».

Jean-Marie Domenach : « Un spécialiste de la culture a recensé plus de 200 définitions du mot. Mais la pire des définitions que l'on puisse en donner est celle-ci : « La culture est ce que celui qui en parle croit posséder et regrette que les autres ne possèdent pas ». Je ferai attention autant que je le pourrai à ne pas suggérer que le mode de culture dont je suis l'héritier est supérieur à d'autres cultures qui naissent aujourd'hui parmi nous ».

Jacques Thuillier : « Il est certain que la culture est une plante particulièrement sensible et qui craint les atouchements indiscrets. Mais c'est aussi une plante qui ne pousse pas à l'état sauvage et ne supporte pas l'abandon, une plante (son nom même le suggère) qui exige un terrain préparé et un climat surveillé ».

Jacques Lesourne : « Si la culture ne fait en fin de compte qu'exprimer l'inquiétude de l'homme - en tant qu'individu ou qu'espèce - à l'égard de la vie et de la mort, force est de constater que les mutations scientifiques et techniques en cours, tout en n'ayant aucune prise sur cette inquiétude, bouleversent en profondeur les données de ces interrogations fondamentales. Le retour de l'éthique est pour demain. Qu'il s'agisse des arbitrages entre les individus de nationalités différentes vivant simultanément, des arbitrages entre les générations successives, des droits et des devoirs à l'égard des individus dans leur psychisme et dans leur corps, l'humanité se trouve confrontée à des problèmes totalement nouveaux. Avec cette redécouverte de l'éthique peut-on rêver plus grandiose convergence entre la science, la technique et la culture ? ».

La chronique des Lettres

par Philippe SÉNART

- Jérôme Garcin : *Théâtre intime*
- J.-M. G. Le Clézio : *Révolutions*
- *Les Contes* de Raymond Martin

Jérôme Garcin pose cette question dans *Théâtre intime*¹ qui est un livre de souvenirs : « Quel besoin ai-je, moi dont la nature et l'éducation reposent sur la pudeur, l'impénétrabilité, le goût du secret, la détestation de l'épanchement... quel besoin ai-je de raconter ce qui en vérité ne regarde personne... ? ». Mais c'est simplement le besoin d'écrire et c'est tout le paradoxe de l'écrivain : pressé d'écrire alors qu'on ne voudrait rien dire. Jérôme Garcin au lieu de répondre à la question qu'il pose, cherche une excuse. Il a trop souffert d'être le fils d'un écrivain qui n'a pas écrit et c'est pour combler le vide ainsi laissé qu'il écrit. Ce livre ne serait-il qu'un bouche-trou ? Non, il est écrit pour la famille, pour les enfants. Il s'inscrit dès lors dans une durée, il assure une continuité. C'est une fonction noble.

Mais, parce que Jérôme Garcin est critique de théâtre et parce qu'il a épousé une comédienne, en écrivant ses souvenirs (ceux qu'il a et ceux que n'a pas sa femme, la fille de Gérard Philippe, mort quand elle avait quatre ans), il se donne un spectacle. Ecrivant dans les coulisses (écrivain ou souffleur ?), il y participe étroitement, intimement. Il joue avec Anne-Marie *le Cid*, *l'Annonce faite à Marie*, *le Mal court*, il est la Jeanne d'Arc de Jean Anouilh. Anne-Marie tient-elle un rôle ? Joue-t-elle sa vie ? Jérôme Garcin, après le paradoxe de l'écrivain, se heurte à celui du comédien. Mais, dit-il, « on ne peut pas jouer sa vie tous les soirs ». Il y a, entre les pièces, les intermèdes : Bray-sur-Seine, le mas Tournon, la Base Aérienne 104, Guernesey, Ramatuelle. On y respire au plein air.

¹ Ed. Gallimard.

Les enfants forment le public de ce théâtre intime. Ecrivant pour sa postérité, Jérôme Garcin court, avoue-t-il, « le risque de l'avantager ». Ce qui est important, c'est que ses enfants lui ont appris à tenir le rôle du père. Par ce rôle, il est rentré dans la vie d'où il aurait pu s'échapper. Répétition générale de paternité, Théâtre intime est une bonne leçon de vie.

*
* *
*

Dans ce livre, *Révolutions*², J.-M. G. Le Clézio rassemble dans le grand tumulte du monde contemporain les débris d'une vie. Est-ce la sienne, celle de sa famille ou de toute autre ? Pourquoi poser cette question ? L'éditeur du livre prétend qu'il est un roman et J.-M. G. Le Clézio dit que « la vie n'est pas un roman ». Voguons-nous dans l'imaginaire ? Optons plutôt, entre la réalité et le rêve, pour le légendaire.

C'est toujours la même histoire qui nous est racontée par J.-M. G. Le Clézio. A-t-elle eu un commencement ? Aura-t-elle jamais une fin ? Le commencement, nous le connaissons, c'est « avant toutes les guerres, quand le monde était innocent ». Il prend forme dans un rêve commun à toute l'humanité. C'est un beau mythe. Mais comment, à travers la réalité, retrouver l'innocence du temps primordial ? En s'engageant dans les armées de la Révolution, la grande, la première de toutes les révolutions de notre pauvre siècle, pour combattre une prétendue « tyrannie », comme, ici, l'ancêtre de J.-M. G. Le Clézio (ou du Narrateur ?). Revenu après quelques campagnes dans sa Bretagne natale, il verra un pays dévasté et opprimé par la généreuse Révolution. On part, alors, avec J.-M. G. Le Clézio pour le pays de *Paul et Virginie*, à la recherche d'« une autre réalité », mais la vie, nous a-t-on dit, n'est pas un roman, et ce que l'on découvre dans cette île paradisiaque, c'est la misère de tout un peuple, c'est l'esclavage avec toutes ses horreurs. Liberté, Égalité, ô chimères !

J.-M. G. Le Clézio a naguère écrit, un *livre des fuites*. Où aller ? Où fuir ? C'est buter partout dans un monde sans issue sur « le mur de brouillard et de ruines » qui cache, dans les romans, de J.-M. G. Le Clézio, l'introuvable paradis. Ici, dans *Révolutions*, on livre pour abattre ce mur de vains combats politiques. Jamais, dans son oeuvre, J.-M. G. Le Clézio ne s'est manifesté aussi ouvertement et aussi dérisoirement. Il s'affronte pour rien à la réalité.

² Id.

S'il y a quelque part un paradis, il n'existe que dans la mémoire d'une vieille femme aveugle et c'est vers la tante Catherine que le jeune Le Clézio (ou celui qu'il fait parler) se retourne, dans ses déambulations de la côte d'Azur à l'île Maurice, de Londres à Mexico, pour en recueillir (ou en inventer) les images. Elles apparaissent, au sein d'immenses et catastrophiques révolutions, enveloppées, préservées dans une ouate de rêve. Elles imposent dans une dure et âpre réalité, mais qui, inéluctablement, se désagrège, leur immatérielle consistance. Elle font croire (ou espérer) dans ce que J.-M. G. Le Clézio se laisse prendre à appeler « une existence sans histoire », disons hors de l'Histoire, se soustrayant méticuleusement à ses atteintes. N'était-ce pas le projet de ce livre « engagé », au titre trompeur, *Révolutions* ?

*
* *

Notre ami Raymond Martin, juriste éminent, avocat, avoué, ancien chargé de cours de procédure civile aux écoles de droit de Nice mais qui n'eût dans sa jeunesse que « l'ambition de pénétrer les mécanismes de la politique et de l'économie » et dont la thèse sur le national-socialisme en 1946 fut remarquée pour ce qu'y était décelé le caractère religieux du nationalisme allemand, très différent des autres mouvements nationalistes qui submergèrent l'Europe dans les années 20-40, est, quand il laisse s'exprimer son naturel, un conteur et un poète.

Il imagine dans un récent recueil de ses contes qui a obtenu le Prix du Palais³, la survie, dans le monde ennuyeux où les hommes ne travaillent plus et où les machines travaillent pour eux, d'un solitaire cultivant son jardin en écrivant des vers désuets et la rencontre de ce rescapé d'un autre âge avec une belle jeune fille, pur produit de laboratoire scientifique, mais dont la senteur des roses du poète-jardinier a réveillé l'âme endormie. Elle réclame un poème, il voudrait lui offrir une légende des siècles passés, un poème épique et mystique où il réinventerait l'amour. « Dernier conte qui ne fut pas écrit », c'est le titre de ce recueil ⁴. Ce conte n'aura été qu'un rêve ambitieux. Les contes qu'écrivit Raymond Martin ne font que témoigner en toute simplicité du temps profond d'où ils ont été exhumés. La réalité vue du côté du monde à venir, rationalisé et mécanisé, y est poétiquement « auréolée de fantastique ».

³ Id.

⁴ Ed. Edilux, 20, Av de Lattre de Tassigny, Aix-en-Provence.

Il voudrait mieux dire : merveilleux. Merveilleux, en effet, apparaîtra demain, dans ce monde où vit déjà la jeune fille entrevue par le poète, le monde où nous vivons encore, sans que nous en apercevions le caractère, caché par le familier. Raymond Martin écrit des contes où le réalisme est transcendé par une gentille magie dans la surréalité clandestine du quotidien. C'est Marcel Aymé investi des pouvoirs de Merlin l'Enchanteur. Nous y respirons l'air parfumé de ces coteaux sur le Neckar où des jeunes filles allemandes entraînaient un maigre étudiant romantique dans les rondes nostalgiques du dernier été de paix et dont Raymond Martin a évoqué le souvenir dans ses poèmes de *l'An quarante* publié en l'an 2000⁵. C'est un air tout mélangé de celui des garrigues d'Uzès où il est né et de celui, plus trouble, des traboules du Lyon de la guerre où il a été initié à la science politique. De cette « réalité secrète » où il nous fait pénétrer avec les clés d'un serrurier magicien, Raymond Martin tire les secrets même de sa vie. C'est une vie happée dans son aspiration au merveilleux par un appel d'air pur et léger. Délivré de la pesanteur comme cet homme dont il raconte l'aventure, mais ne retombant pas, lui, il flotte entre le ciel et la terre dans un univers qui n'est pas métaphysique mais où il reconnaît ses repères familiers. Ils balisent sa chasse au bonheur, dans le monde bientôt périmé où il est encore permis pour un instant d'y rêver.

Philippe SÉNART

⁵ Id.

Mots et humeurs

Le dictionnaire du sens interdit

par André LE GALL

CULTURE EUROPENNE. L'Europe est d'abord une diversité. Diversité de peuples, de nations, d'Etats, d'histoire. Diversité constitutive : le projet qui consisterait à effacer les Etats en vue d'asservir les nations à des normes de nivellement et d'uniformité est un projet mortifère, qui livrera les peuples sans défense aux gangs mafieux, aux bandes fanatiques, aux multinationales sans patrie. L'Europe ne peut se concevoir que comme communauté de nations, assemblées pour sauvegarder ensemble leurs arts, leurs lettres et leurs langues, leurs droits et leurs lois, leurs libertés individuelles et collectives, leur indépendance, leurs singularités, leur être, au sein d'un monde où les menaces appellent à la vigilance existentielle. Confédérer les identités non les araser. Les confédérer mais sur quel principe d'unité ? Athènes, Rome, Jérusalem. *Athènes.* Un demi-millénaire avant notre ère a surgi en Grèce, par l'effet de quelque divine conjonction, une floraison de philosophes et d'artistes, de tragiques et de sculpteurs, de poètes et de législateurs qui ont exprimé la condition humaine en des termes qui continuent de nous éclairer. « Ô lumière ! Ô quadriges éclatant du soleil » : ce qu'Euripide donne à dire à son personnage nous parle encore. Antigone reste une image vivante. *Rome.* L'héritage de Rome, pour être moins fondateur, n'en demeure pas moins essentiel : c'est l'idée d'un ordre qui, si imparfait soit-il, situe les relations entre les hommes en termes de droit et non en termes de pouvoir, impose au pur rapport de force la

médiation de la règle de droit, qui fait que dans la cour de récréation les élèves solitaires, avides de connaissance, travaillés par les interrogations, ne sont pas livrés sans défense aux gros bras en proie aux mirages compensateurs de leur malheur intérieur. La règle de droit, condition pour que vive et respire la conscience individuelle. *Jérusalem.* De là vient la révélation chrétienne du Dieu trinitaire, un seul Dieu en trois personnes, un Dieu qui est altérité, rapport, don sans cesser d'être un ; mystère qui fixe l'esprit sur un infini de profondeur, qui met l'éternité en mouvement, qui induit la relation au cœur de l'être. Or il se trouve que ce mystère est comme intégré aux structures fondamentales, aux structures mentales, de l'Europe, qu'il en constitue l'archétype commun et véritablement unificateur, qu'il se vit en Pologne comme au Portugal, en Grèce comme en Ecosse. Dans la conscience profonde de l'Europe, le Dieu trinitaire est le principe moteur, vivant, partagé au sein d'une histoire spirituelle que toutes les puissances s'efforcent de nier, de refouler, d'ignorer, mais qui n'en continue pas moins de faire partie de la réalité en activité. Athènes, Rome, Jérusalem : là sont les racines. Là est l'avenir. S'il y en a un.

André LE GALL

Notes de lectures

Une mémoire française

de René Rémond

Continuant l'expérience fructueuse réalisée dans son précédent ouvrage *Le christianisme en accusation*, René Rémond a repris ses entretiens avec Marc Leboucher¹ pour en élargir le champ. Il s'agit cette fois d'un ensemble de réflexions et de souvenirs dessinant une mémoire et une histoire de la France contemporaine, vécues en tant que témoin ou acteur – issu d'une génération née en 1918 – mais aussi analysées et jugées en tant qu'historien. Témoignages et jugements s'entrelacent pour reconstituer un tissu historique, culturel et religieux extrêmement riche qu'un dialogue stimulant entre deux générations met bien en lumière.

« Témoin engagé », cette définition que Raymond Aron donnait de lui-même René Rémond peut l'adopter à son tour. Toutefois sa vision est moins pessimiste. Il croit davantage à l'homme même s'il ne méconnaît pas sa part d'ombre. Comment ignorer la présence du mal dans ce terrible XX^e siècle ? Mais à ses yeux, l'histoire ne se réduit pas à la puissance des intérêts et à un rapport de forces matérielles. Il existe aussi des forces spirituelles, des capacités admirables de courage, de générosité et de dévouement jusque dans la guerre. L'histoire peut avoir un sens.

René Rémond s'interroge d'abord sur les liens entre mémoire et histoire et sur la nature de l'identité française. Dans le débat théorique entre l'Etat-créateur de la nation ou la nation créatrice de l'Etat, il insiste sur la primauté d'un vouloir vivre ensemble que révèle-

le par exemple l'extraordinaire aventure de Jeanne d'Arc. La personnalité de la France se caractérise par la continuité, « une durée sans rupture. C'est une des nations au monde qui a la plus longue histoire ». Avec les Etats-Unis, la seule nation qui ait une prétention particulière à l'universalité. La défense de son identité est légitime mais le nationalisme en est la perversion. Au passage René Rémond dénonce le danger de l'exception culturelle – lorsqu'elle exprime un sentiment de supériorité sur la culture des autres pays².

Le retour en force de l'histoire dans l'esprit des Français se manifeste en particulier aujourd'hui par l'intérêt porté à la « Grande guerre » de 1914-1918. Les pages que lui consacre René Rémond soulignent l'unanimité nationale qui s'est manifestée dans cette épreuve longue, douloureuse et terriblement meurtrière. Une génération déçimée a vécu longtemps dans le souvenir de la guerre et la fierté de la victoire.

A ce propos il est remarquable de constater que, jusqu'aux efforts tardifs de Briand, rien n'a été fait pour réconcilier les ennemis d'hier. A la différence de ce qui s'est passé après la Deuxième Guerre mondiale : « cinq ans après la victoire de mai 1945, dans le même délai que pour l'occupation de la Ruhr, la France a fait le choix de la réconciliation des deux peuples. C'est la déclaration historique du 9 mai 1950 par laquelle la France propose de mettre en commun leurs ressources de charbon et d'acier. Initiative d'une audace inouïe à laquelle je ne connais pas de précédent ». René Rémond y revient : proposer de mettre en commun les res-

¹ Président du directoire des éditions Desclées de Brouwer.

² René Rémond remarque que les Français, si attachés à leur identité nationale, « n'ont pas versé une larme pour le franc ».

sources les plus importantes qui soient alors pour la souveraineté d'un pays c'était une offre extraordinaire. « Jamais, dit-il, on ne rendra assez hommage à l'intelligence de Jean Monnet, à la lucidité de Robert Schuman.

Très attentif déjà à la montée des périls le jeune René Rémond se range aussitôt dans le camp des antimunichois, puis après la défaite – et deux ans aux armées – dans la résistance. Comme beaucoup de jeunes normaliens et de jeunes chrétiens, il exprime ainsi le rejet sans appel d'une idéologie pernicieuse et du totalitarisme nazi (l'expression de « totalitarisme » n'apparaîtra que plus tard).

De grands espoirs naissent après la libération. La France se reconstruit rapidement. Un remarquable essor démographique soutient une expansion économique rapide qui justifie l'appellation des « trente glorieuses ». La Communauté européenne s'édifie. René Rémond, lui-même ancien dirigeant de la Jeunesse étudiante chrétienne, rappelle le rôle important des hommes issus de l'action catholique dans ce renouveau de la France. L'exemple le plus frappant est celui de la Jeunesse agricole chrétienne qui est pour beaucoup dans la modernisation et l'expansion de l'agriculture française.

Le jugement porté sur la IV^e République est dans l'ensemble plutôt favorable. René Rémond souligne les immenses problèmes qu'elle a dû affronter – la tension Est-Ouest, les difficultés de la colonisation et cela dans des conditions politiques très défavorables résultant de la puissance du parti communiste, des attaques du RPF et de la faiblesse des institutions. Il regrette que l'Assemblée Nationale n'ait pas investi dès 1953 Pierre Mendès France dont il partageait les vues

sur l'Indochine et l'Afrique du Nord, comme les chrétiens de gauche, comme François Mauriac. Il évoque au passage sa collaboration à *Terre humaine*, revue à laquelle succédera *France-Forum* et son amitié pour Etienne Borne dont il appréciait la pensée et le talent.

« Du bon usage des crises ». Mai 1958–mai 1968 : deux crises, la première des institutions, la deuxième de la société, qui auraient pu dégénérer et ont été finalement maîtrisées. Elles ont provoqué la naissance de la V^e République et l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir – René Rémond manifesterait dans la rue son hostilité au 13 mai –, la transformation du régime après le départ du Général. Les crises sont des événements fondateurs.

A propos de la guerre d'Algérie, ce drame national, l'auteur note qu'en 1954 et même en 1958, tout le monde était d'accord pour considérer que « l'Algérie c'est la France ». Il rejoindra bientôt ceux, en particulier les intellectuels catholiques, qui ont dénoncé la torture en Algérie et appelé de leur vœux une solution négociée.

La crise de mai 1968 a été, elle, une surprise absolue. N'oublions jamais que l'histoire est imprévisible ! Cette crise René Rémond l'a vécue en première ligne à Nanterre où elle a commencé dès 1967. A l'origine il s'agit d'un mouvement de jeunes bourgeois tentés par l'idéologie gauchiste. Le gauchisme n'aurait pas conquis la jeunesse étudiante si la crise de l'ACJF – et des Jeunesses communistes – n'avait pas fait disparaître les organisations capables de l'endiguer ou de l'orienter.

A partir des années 80 et 90 les idéologies dépérissent au profit de l'individualisme. Nous passons des « trente glorieuses » aux

« années fric ». Les espoirs déçus de la gauche au pouvoir marquent-ils la fin des grandes aventures collectives ? Aux prises avec la mondialisation l'économie française est entrée dans une phase nouvelle de mutations structurelles aux conséquences sociales douloureuses.

Cela dit la politique reste une nécessité majeure. « Aucune société ne peut en faire l'économie parce que c'est par la politique qu'elle affirme une volonté propre. La politique est la plus haute activité d'une société, son activité suprême. Elle vient récapituler tous les aspects de la vie sociale, les coordonner et les hiérarchiser. Telle est ma conviction profonde et cette conviction prend toute sa dimension en démocratie. Par elle un peuple reste maître de son destin ». Elle est aussi toujours surprenante...

Ce pourrait être le mot de la fin. Mais renouant avec le fil de son livre précédent René Rémond termine celui-ci par des réflexions très actuelles, exemptes de pessimisme, sur l'importance des religions dans nos sociétés démocratiques, sur la laïcité, sur les problèmes nouveaux que posent à notre pays sa relation avec l'Islam au sein de l'hexagone. Il approuve en la matière les décisions récentes pour un dialogue institutionnalisé avec les musulmans français mais exprime le vœu que soit à cette occasion réexaminées les relations de l'Etat avec l'Eglise catholique dans un esprit d'équité.

Le catholicisme n'est plus dominateur comme il le fut dans le passé. Mais il reste une référence morale pour la majorité de Français. Et il est ouvert au dialogue avec les autres religions ou avec les humanistes athées depuis surtout le grand tournant qu'a été le concile Vatican II. Le christianisme garde plus généralement un rôle essentiel

pour transmettre des valeurs, des principes et développer l'esprit civique, pour transmettre une mémoire héritée de 15 siècles d'histoire, pour aider les générations qui nous suivent à construire un monde plus juste et plus fraternel.

Jacques MALLET

Ed. Desclée de Brouwer, (octobre 2002).

Démystifier la politique

Pour un nouvel *Ethos* politique

de Christian Savès

Avec « Démystifier la politique », Christian Savès, spécialiste de la pensée politique et auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet, poursuit ses investigations et ses réflexions autour du politique. Son précédent essai « Tristes topiques du politique » se situait plutôt sur le registre du constat. Il s'agissait d'un état des lieux du politique ou, plus exactement, d'une topographie (voir en ce sens son interview dans France Forum, n° 1-nouvelle série, 1^o trimestre 1997). Cette fois-ci, dans « Démystifier la politique », il se propose d'aller au-delà du seul constat et de tâter un peu la politique au plus profond du mal, d'investir la sphère politique pour tenter un vrai diagnostic...et en faire le point de départ d'une thérapie appropriée.

Proposer des solutions n'est pas tout ; il faut préalablement penser les conditions du changement, réfléchir à ce qu'il faudrait faire pour parvenir à cette nécessaire (et salutaire) transfiguration du politique. Il est vrai qu'il y a urgence, tant le délitement est important et menace (de façon de plus en plus précise) d'emporter les fondements de notre système politique, bref de mettre à mal notre démocratie. Christian Savès est clair dans sa démarche et

il dissipe d'emblée tout risque d'ambiguïté : à chacun son domaine. En aval, c'est à l'homme politique qu'il appartient d'agir sur le terrain, de formuler des propositions précises et adaptées, immédiatement traduisibles dans les faits, pour que les choses changent, pour que les individus aient envie d'aller de l'avant et continuent à croire en la politique. Plus en amont, le rôle de l'intellectuel est de penser les conditions préalables indispensables à une évolution des mentalités, à un changement d'état d'esprit. Car il est évident que le réel ne se transformera pas de lui-même si, dans un premier temps, les individus (qui sont partie prenante à ce réel) ne consentent pas à voir clair en eux-mêmes, à trouver dans cet effort d'introspection les ressources morales nécessaires à leur propre amendement.

La dissolution des repères de la politique demeure l'une des caractéristiques majeures de notre modernité. Il est donc devenu urgent de faire la politique autrement. Pour se mettre en situation de la penser différemment, il faudrait d'abord la démystifier. Le défi est donc celui-ci : penser les conditions du changement, d'un changement réel qui serait dicté par les comportements individuels, c'est à dire par chacun d'entre nous. Pour oeuvrer ainsi à l'avènement d'un nouvel ethos politique, il faut accepter de regarder ce que nous sommes, ce qu'est la politique, ce que nous en faisons, sans fard. Autrement dit, il faut accepter de démystifier la politique en partant du regard que nous jetons sur nous-mêmes, sans complaisance aucune.

Toute la structure de l'ouvrage est bâtie autour de cet impératif : inviter à l'action, mais à une action qui soit précédée d'une réflexion permettant enfin de parvenir au bon diagnostic... et de sortir des bonnes résolutions qui ne sont pas (ou peu) suivies d'effets ! A cet égard, il est révélateur de constater que chacune des trois parties de l'ouvrage (I^e Partie -

Démystifier : un acte nécessaire à la refondation du paradigme politique ; II^e Partie - Démystifier la politique, c'est remettre en chantier le contrat social ; III^e Partie - Démystifier, c'est esquisser les contours d'un nouvel ethos politique) et chacun des 15 chapitres composant cet essai, commence par un verbe suggérant une action. Cela ne peut être dû au seul fait du hasard mais résulte forcément d'un choix délibéré de l'auteur... qui donne ainsi un caractère programmatique à son essai. Mais, il n'empiète pas pour autant sur le territoire des hommes politiques : il s'agit plus d'un programme citoyen, voire civique, que d'un programme politique au sens classique de l'expression.

Parmi les passages que j'ai le plus apprécié, je citerai sans hésiter le chapitre 1 de la II^e partie (Réifier la matière du contrat social). C'est l'un des plus stimulants, intellectuellement : à partir d'une lecture critique de Rousseau et du « Contrat social », Christian Savès se livre à une analyse très lucide et réaliste des conséquences que la pensée rousseauiste et l'oeuvre ont eues sur la formation et l'évolution de notre système politique à l'époque contemporaine, bref sur ce qui fait aujourd'hui la force et la faiblesse de notre Etat.

Je citerai également les deux premiers chapitres de la troisième partie (Chap 1 - Restaurer la sincérité de la parole politique : contre l'antilogie ; Chap 2 - Cultiver un certain penchant à l'(auto)subversion : une apologie de Socrate) constituant un clin d'oeil à la Grèce antique, qui fut le berceau de la démocratie et qui « inventa » la politique, si l'on en croit Moses Finley. Le chapitre 2 consacré à la subversion socratique m'a paru lumineux. L'auteur propose une interprétation très politique et aussi très féconde de la mort du grand philosophe, puisqu'il voit dans sa mort non pas la volonté de se soumettre aux lois de la cité et de donner à son abnégation valeur d'exemplarité

(hypothèse généralement avancée) mais un acte pédagogique et un geste de provocation, à la fois. La provocation est dirigée contre Athènes et l'acte pédagogique est destiné à ses élèves et disciples... et aux générations futures, car Socrate prend date avec l'Histoire.

Notre problème, aujourd'hui, c'est que nous n'avons plus un Socrate pour nous faire la leçon... nous n'avons même pas un Diogène qui chercherait l'homme, le vrai !

Au final, je ne saurais trop conseiller la lecture de ce livre à celles et ceux qui se sentent attirés par la chose politique, la « res publica » et qui désirent réfléchir à ce qu'est la politique, ce qu'elle devient... et ce que nous devenons avec elle. C'est là un livre très actuel et qui, prenons-en le pari, devrait le rester un certain temps. Au moins a-t-il le mérite de nous rappeler une évidence que nous finissons pourtant par perdre de vue, accaparés que nous sommes par les contingences du quotidien : seule la politique est l'arbitre du destin, selon le mot fameux de Jünger...

Arnaud BRILLAUD

Ed. Ellipses, collection « Polis », 2003.

La face cachée du Monde de Pierre Péan et Philippe Cohen

« Au nom de... » ; mais, au fait, au nom de quoi est dressé ce réquisitoire ? De la vérité, modestement débaptisée en transparence ? De la justice, fortement teintée de revanche (l'arroseur est arrosé et l'investigateur investigué) ? De la sécurité, pour délivrer la classe politique de la terreur que fait peser sur elle la puissance de nuire au *Monde* ? P. Péan et Ph. Cohen déclarent qu'ils ont mis dans leur ouvrage un peu de tout cela. Ouvrons donc le réquisitoire.

Le Monde n'est plus ce qu'Hubert Beauve-

Méry avait réussi à en faire : un journal intègre, indépendant, impartial. Aux mains d'un trio composé du président de son directoire : Jean-Marie Colombani, du directeur de sa rédaction : Edwy Plenel, et du président de sa société des rédacteurs : Alain Minc ; il est devenu un outil de pouvoir et cela, non pas dans le respect d'une idéologie, mais au seul service de ses dirigeants. Eux seuls, pour satisfaire leur ego, au lieu de commenter l'actualité, la construisent. Mais le journaliste ne se contente plus d'orienter l'opinion. Il intervient directement comme acteur. Jean-Marie Colombani apparaît comme l'un des inspirateurs du « processus de Matignon » pour la Corse. Edwy Plenel rédige le programme d'un syndicat de policiers et intrigue pour faire nommer le directeur général de la Police Nationale. Il ne rechigne pas non plus à entrer dans des manipulations au profit, qui l'eût cru, de la CIA ou de Charles Pasqua.

Au service de leur pouvoir, les dirigeants du *Monde* sélectionnent des proies, poursuivies avec un acharnement de chasse à courre, d'autres ayant droit à un traitement de faveur tant que leur route ne fait pas obstacle à celle du *Monde*. Edwy Plenel s'est proclamé « procureur des lâchetés politiques ». A ce titre, il s'est investi d'une mission : le journalisme d'investigation, dont la fin justifie les moyens et qui autorise par conséquent les méthodes que l'on dénonce chez l'adversaire. C'est là le second développement du réquisitoire ; l'accusation de cynisme. Pour « porter la plume dans la plaie », les tabous que l'on fait tomber ne sont pas seulement ceux de conventions sociales dépassées, mais la simple déontologie : respect de la vie privée, présomption d'innocence, droits de la défense, indépendance par rapport aux personnes ou aux faits dont on parle. Les auteurs du livre accusent le journal et plus particulièrement Edwy Plenel de ne pas hésiter à recourir

au chantage, au vol de documents, à l'usage de faux. Il trafique quelque peu son autobiographie.

Libérés des tabous les dirigeants du *Monde* doivent également être libres au sein même de leur journal. D'après Pierre Péan et Philippe Cohen, la démocratie n'est pas la culture de la maison. La société des rédacteurs, intimidée, est une chambre d'enregistrement. Les syndicats ont été apaisés par des avantages corporatistes généreusement consentis. Quant à la société des lecteurs, elle fonctionne en symbiose avec la direction, elle fait partie des mêmes réseaux. La transparence financière, elle, donne lieu dans un chapitre intitulé : « Des comptes à la Enron », à une série d'interrogations. Car, pour exercer le pouvoir, il faut des moyens, donc de l'argent. La volonté de puissance a contraint les successeurs d'Hubert Beuve-Méry à franchir le pas auquel il s'était toujours refusé : s'engager avec de grands groupes financiers.

D'un réquisitoire aussi accablant, quels sont les éléments de preuve ? L'enquête argumente sur tous les degrés de fiabilité. Sur certains points, elle tient l'indice royal : l'aveu. Edwy Plenel s'exprime beaucoup, il suffit parfois de se reporter aux citations extraites de ses propres ouvrages ou interviews, même s'il fait à ses accusateurs le reproche d'être infidèles même aux virgules. Auteur d'un faux scoop, c'est bien lui qui s'interroge sur ce « premier dérapage » et conclut : « Si j'avais franchi la ligne jaune, c'était donc qu'il fallait faire une pause, s'arrêter et réfléchir ». On peut encore accorder une forte valeur probante à des témoignages nominatifs. Henri Nallet a certainement mesuré la portée de ses propos quand il a déclaré : Plenel « a été convaincu de faux et usage de faux... C'est un faussaire qui est aujourd'hui à la tête du *Monde* ». Jean Daniel a-t-il inventé que Jean-Marie Colombani lui a demandé de rendre compte

dans *Le Monde* d'un livre d'Alain Minc ?

Troisième degré de fiabilité : les interviews reconstitués, nominatifs ou incognito, les enquêteurs ajoutant alors qu'il s'agit de personnes dont la situation professionnelle ne permet pas de les citer nommément.

Viennent enfin les présomptions dont certaines sont fortes, d'autres plus sujettes à caution, Pierre Péan et Philippe Cohen reconnaissant eux-mêmes le ton polémique de leur ouvrage.

Notons au passage que le livre n'est pas toujours bien écrit et que les auteurs manient en particulier maladroitement les pronoms : le lecteur doit parfois s'y reprendre à deux fois pour comprendre de qui on parle.

Que conclure ? Les procureurs n'échappent pas aux défauts qu'ils reprochent à leurs accusés : l'acharnement sur la proie et le plaisir de faire mal. Il est regrettable que la tentation de la polémique affaiblisse une attaque qui ne manquait pas de munitions. Combien le réquisitoire aurait-il gagné en force si, là où les faits ne sont pas avérés, il avait posé des questions au lieu de condamner ! Car le livre était nécessaire. Il suscite un débat qui touche la liberté de la presse donc le cœur de la démocratie. Le simple fait que les auteurs et leur éditeur aient dû recourir à des ruses pour publier leur ouvrage est un symptôme. Le refus par les accusés d'accepter leurs accusateurs sur le plateau d'une émission télévisée témoigne de l'idée que certains médias se font de l'objectivité. Le débat revigore aussi une règle nécessaire à la démocratie : le refus des icônes. *Le Monde* était un mythe. Ses adversaires en perdaient leur sens critique et c'était dommage car *Le Monde* reste un monument dans le paysage politique français. Le pouvoir personnel de ses dirigeants exprime une forme d'indépen-

dance à condition de rentrer dans les rangs de la presse critiquable. Tous les serveurs de la démocratie se voient rappeler qu'elle vit de relativité, de contestation et de modestie.

Gérard VANIER

Editions Mille et une nuits.

Pour la survie du monde occidental

Demain, la femme

de Yves-Marie Laulan

La femme est à réinventer. Car elle s'est perdue. Son triple rôle millénaire, la reproduction de l'espèce, l'élevage de l'enfant, la gestion du domestique, n'a pas totalement disparu. Mais il a subi une transformation plus radicale dans les 50 dernières années qu'au cours des 50 millions d'années précédentes. Cette mutation s'est effectuée sous le choc des innovations techniques, notamment en matière biologique, avec l'invention de la pilule et des bouleversements intervenus dans le domaine économique, social et culturel.

La femme dispose du contrôle absolu de son corps, d'où le refus, ou le report de la fécondité. Elle est devenue maîtresse de ses revenus. Elle peut désormais vivre seule et indépendante, sans mari ni compagnon. Elle s'accommode enfin fort bien de l'absence de protection masculine dans un monde, en principe sécurisé, un monde sans guerre, où le muscle et l'effort physique ont perdu leur importance. Elle dispose enfin de l'accès au savoir et au pouvoir, dans l'entreprise et dans le monde politique. Contrairement aux allégations des féministes, le monde d'aujourd'hui est largement construit et façonné pour

la femme. A certains égards, une nouvelle espèce humaine est née.

Quoi qu'il en soit, la femme est fermement ancrée au centre des préoccupations de l'heure. La recherche de l'égalité, mieux de la parité, si possible de l'identité, avec l'homme, forme le moyeu autour duquel tourne inlassablement la roue des débats et des revendications au quotidien. Elle est partout, assourdissante, omniprésente. Avec la Journée de la Femme, dans le texte des traités européens, celui de Maastricht, celui d'Amsterdam, les résolutions de l'ONU, les déclarations des hommes politiques, la Une des journaux et sur les écrans. Il n'est question que de la femme, des droits de la femme, de l'identité de la femme, du statut de la femme, de sa libération, de sa promotion, de ses anticipations, de ses chances et de ses désirs.

Mais il n'est nullement question de l'enfant, de la fécondité, la natalité, la famille, la mère, la maternité, le maintien ou la chute de la population, la survie de l'espèce. Cette omission est, à elle seule, tout un programme. Or, en dépit de, ou à cause de cette préoccupation obsessionnelle, la fécondité s'effondre, le dépeuplement menace et le remplacement des générations n'est plus du tout assuré, en Europe surtout. Ce qui met clairement en péril tout un héritage, en fait, tout un patrimoine de civilisation.

C'est que Lysistrata a fait école. Mais ce n'est pas la paix qu'elle ramène sur les plaines de l'Attique mais plutôt l'ombre de la mort démographique qu'elle projette. La femme, en Occident, ne veut plus faire d'enfants en nombre suffisant, en dépit de l'acquisition d'un statut privilégié et d'un niveau de vie multiplié par cent ou mille par rapport à celui de ses sœurs du Tiers monde ou de ses ancêtres.

La baisse de la fécondité coïncide avec l'entrée massive des femmes sur le marché de

l'emploi. Les femmes travaillent. Beaucoup. Plus de 80% en Suède ; plus de 60% en France, moins aux Etats-Unis. En fait, elles ont toujours travaillé, à la maison, à la ferme, aux champs. Mais cela ne se voyait pas, ou moins. Le travail des femmes se justifie pour trois raisons principales.

L'enseignement, obligatoire pour tous et pour toutes, dans tous les pays développés donne aux femmes une formation intellectuelle qui les rend aptes à pratiquer tous les métiers. Pour des femmes aussi éduquées et qualifiées que les hommes, le renoncement à une carrière pour élever des enfants représente un sacrifice beaucoup plus grand que par le passé. Le travail féminin est une nécessité économique. Les femmes veulent être autonomes financièrement. Qui pourrait le leur reprocher ? L'exercice d'un métier n'a pas seulement pour objet de permettre de disposer de ressources. Il a aussi pour finalité de positionner socialement l'individu¹. Il détermine sa place dans la société, son rang social et la considération, ou son absence, qui y est attachée. Le métier socialise.

Or il faut bien voir que le choix entre vie de famille et métier se pose en des termes beaucoup plus ardues pour une femme que pour un homme. En effet, si elle choisit d'avoir des enfants entre 20 et 30 ans, cela signifie souvent qu'elle renonce à une éducation supérieure. Tout le problème se ramène à savoir comment rendre compatible l'exercice d'un métier, souvent absorbant, et parfois éprouvant et la maternité et l'élevage des enfants. C'était le grand défi de la deuxième moitié du XX^e siècle. Nous l'avons jusqu'ici magistralement raté par un aveuglement digne de l'obscurantisme moyenâgeux. Que nos responsables parviennent à le résoudre et il sera possible d'envisager notre avenir avec une certaine sérénité. Qu'ils échouent, et nos sociétés

sont irrémédiablement promises à la ruine avant la fin de ce siècle.

Pierrette VANDON

Le Cherche Midi éditeur, 2001

¹ Selon les sondages, sur 10 femmes au foyer, 6 souhaiteraient avoir un emploi pour ce seul motif, 84% des femmes qui ont eu un premier enfant reprennent un emploi. *Rebondir*, n°84, mars 2000.

L'esprit des religions

de Hesna Cailliau

Sous ce titre ambitieux, qui évoque Bossuet ou Montesquieu, se glisse au-dessous une explication de la tentative et du vœu que le livre recèle « connaître les religions pour mieux comprendre les hommes ». Pour mieux comprendre aussi l'auteur, née d'un père musulman et d'une mère danoise protestante, mariée à un Français catholique. Elle estime que la compréhension de l'autre passe par la découverte de la religion qui fonde sa tradition et sa culture. Elle tend à l'Europe le miroir de l'Asie orientale, puis celui du Proche Orient. La conception de l'existence et les modes de pensée s'opposent d'abord, mais se rejoignent ensuite lorsqu'on s'élève à la conception de Dieu. « La grâce, écrit-elle, est la prise de la conscience que Dieu est le fondement de notre être » et de citer Farid al-Din Attar, le poète persan « Plonge en cette mer qui est tienne pour atteindre ton fondement divin ».

Un livre de science, de sagesse et de charité qui paraît au moment le plus opportun, à l'heure où l'Europe s'interroge sur sa culture.

Charles DELAMARE

Editions Milan/débats d'idées

Une bibliographie des origines du Christianisme

Plusieurs auteurs viennent de choisir de scruter les temps où le christianisme est né au sein du judaïsme, pour dégager son originalité et comprendre la rapidité de son expansion. L'administration romaine avant tout soucieuse de maintenir l'ordre public, bien plus que de dépendre d'un paganisme officiel plutôt accueillant aux dieux étrangers, a considéré les chrétiens au cours du premier siècle comme une secte juive, au même titre que les zélotes, agitateurs et terroristes, ennemis perpétuels du pouvoir romain. Magistrats en poste à Rome où dans l'Empire ont mis du temps à percevoir l'originalité du christianisme, sa rupture avec les obligations ethniques du judaïsme et son ouverture universelle.

Justin Taylor, un mariste, professeur de Nouveau Testament à l'École biblique de Jérusalem s'est efforcé de déchiffrer les premiers cheminements chrétiens à travers leur contexte juif, dans un petit ouvrage très dense. *D'où vient le christianisme ?* (Cerf, 2002, 205 p.). Son travail s'enracine dans les *Actes* et une bonne connaissance des milieux juifs de l'époque, aussi bien de la Galilée et de ses traditions que connut Jésus que des confréries comme les Esséniens. L'auteur trouve trace du baptême et de l'Eucharistie dans des pratiques qui existaient alors dans l'un ou l'autre de ces groupes, mais le remploi de ces rites fondamentaux prend tout son sens à partir de la prédication du Christ, sa mort et sa résurrection. Un essai parfois difficile à déchiffrer pour le non-bibliste, mais très stimulant pour la réflexion.

Dans une démarche analogue Rudolf Pesch, un exégète catholique allemand, longtemps professeur à Francfort puis à Fribourg-en-Brigau, actuellement à Jérusalem, s'est efforcé d'établir les fondements bibliques de *La primauté dans l'Eglise* (Cerf, 2002). L'auteur relit les études récentes de Jürgen Roloff et d'Ulrich Luz sur le thème du primat de saint Pierre et conduit une critique serrée des *Evangelies* et des *Actes* pour aboutir aux caractères fondamentaux de la primauté de Pierre, à la fois rocher de l'Eglise et berger du troupeau. La postface de Bernard Sesboué confirme l'intérêt de la recherche et précise certaines de ses limites.

Dans *Les premiers Chrétiens étaient-ils missionnaires ?* (Cerf, 2002), François Blanchetière, professeur émérite de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, spécialiste des origines du christianisme, prolonge son étude sur *Les racines juives du mouvement chrétien* (Cerf, 2002, 222 p.) et s'interroge sur la rapide extension du christianisme. Il distingue l'action des judéo-chrétiens, les nazaréens, sur la diaspora juive et celle des hellènes, des chrétiens de culture grecque et païens d'origine, souvent tournée vers les gentils. Plutôt que sur le prosélytisme ou la propagande missionnaire proprement dite, il insiste sur la primauté du témoignage persuasif des premiers chrétiens.

Jean Laporte, spécialiste des Pères, veut s'efforcer en comparant la genèse et l'évolution des diverses Eglises chrétiennes, de montrer les amorces de l'œcuménisme dans les différents rameaux du christianisme, dans son livre, *L'œcuménisme et les traditions des Eglises* (Cerf, 2002, 327 p.).

Michel Dousse s'attache à retrouver les racines de la violence dans les trois monothéismes, *Dieu en guerre* (Albin Michel, 2002, 253 p.), à travers l'Ancien Testament, l'Évangile et le Coran, chaque tradition exprimant une vision propre de la relation entre le Dieu unique et la violence. Une lecture de l'Histoire assez difficile, à cause du caractère très érudit de la démonstration. Quelques livres stimulants sur nos origines.

Jean CHÉLINI

La pensée politique

sous la direction de **Eric Zernik**

C'est sous la direction d'Eric Zernik, normalien et agrégé de philosophie, professeur en hypokhâgne au lycée Louis Le Grand et par ailleurs maître de conférences à l'I.E.P. de Paris, qu'est paru ce qui constitue bien une véritable petite encyclopédie de la pensée politique.

L'ouvrage, de près de 500 pages, regroupe les contributions de pas moins de 20 professeurs et chercheurs, tous spécialistes de philosophie politique ou d'histoire des idées... et donc en mesure d'offrir au lecteur un beau panorama de la pensée politique. L'intérêt de ce livre est de proposer une approche à la fois exhaustive et synthétique de la pensée politique :

- exhaustive, parce que le champ (pourtant immense) de la pensée politique est couvert : cela tient sans doute à la conception originale de l'ouvrage, composé de deux parties. La première examine l'œuvre (ou certains aspects particuliers de celle-ci) de douze grandes figures de la pensée politique : Platon, Aristote, Machiavel, Hobbes, Spinoza,

Locke, Montesquieu, Rousseau, Kant, Hegel, Marx et Arendt. La deuxième s'intéresse à la thématique : les grands thèmes de la pensée politique sont successivement évoqués : la loi, l'égalité, l'idée de nation, la société civile et l'État, la solidarité, la laïcité, l'identité politique à l'ère de l'Internet, la construction européenne, la vie civile et la vie « nue » ;

- synthétique, car il réussit l'exploit (c'était une vraie gageure) de faire non pas le tour de la question (le peut-on, ici ?) mais d'offrir un panorama relativement complet de la pensée politique, hommes et idées, en un peu moins de 500 pages, performance qu'il faut ici souligner.

Le lecteur y retrouvera par conséquent des auteurs et des thèmes classiques, devenus presque intemporels, à côté de sujets d'une brûlante actualité (la laïcité, Internet...). Un autre intérêt de ce livre est de réunir des points de vue d'une grande diversité, ce qui en fait la richesse et lui permet de garder, d'un bout à l'autre de l'entreprise, une grande liberté de ton.

Sa qualité dominante est, assurément, la liberté d'esprit qui a inspiré tant son coordonnateur (et concepteur) que les auteurs sollicités. On n'y trouvera aucun discours convenu, aucune langue de bois universitaire... et les contributeurs se sont peu souciés du politiquement correct. Leur propos était de faire ressortir des lignes de fond, des tendances lourdes de la société politique, d'en souligner les continuités et les ruptures en plus de 2.000 ans de pensée politique. Mission (bien) accomplie... ;

Aussi, ce livre s'adresse-t-il à tous les étudiants en sciences politiques et, plus largement, à toutes celles et ceux qui préparent des concours administratifs de catégorie A, dont l'E.N.A., et qui ont besoin, pour réussir leur dissertation de culture générale, de connais-

sances synthétiques mais précises dans le domaine des idées politiques, d'éléments de réflexion qui viendront nourrir et enrichir leur propre analyse personnelle.

Mais, plus largement, cet ouvrage s'adresse aussi à celles et ceux qui sont simplement désireux de se doter d'outils conceptuels, d'une grille d'analyse, bref d'un cadre de référence leur permettant de comprendre (ou d'essayer de comprendre) ce qui se passe dans un environnement qui bouge, dans un monde devenu politiquement plus incertain.

Il faut être reconnaissant aux éditions Ellipses de s'être investies dans un projet de ce genre, à la fois pédagogique et audacieux dans sa conception. Je suis, pour ma part, prêt à prendre le pari que cet ouvrage est appelé à devenir un classique et le livre de chevet (au moins par intérêt !) de toute une génération d'étudiants soucieux de se donner les moyens de réussir dans ce qu'ils entreprennent.

Christian SAVÈS

Paris Ellipses, 2003.

Sexualité et vie de couple à travers l'histoire

Michel Rouche et Benoît de Sagazan, directeur adjoint de *Pèlerin Magazine*, viennent de publier un essai intéressant, *Sexualité, intimité et société sous le regard de l'Histoire* (C.L.D., 2002). L'ouvrage est à la fois riche et nuancé et il ne serait être question d'en donner même un aperçu complet ici. Il procède par questions (Benoît de Sagazan) et réponses (Michel Rouche) et aborde les problèmes de la sexualité et du mariage aux différentes époques, sans constituer un traité continu. Il

apparaît que la liberté des mœurs et les excès dénoncés aujourd'hui depuis mai 1968, ont toujours existé, le plus souvent dans le secret et parfois au grand jour comme sous la Régence. Sachons qu'il existait alors un ordre sodomite et que d'autres associations similaires se sont multipliées au XVIII^e siècle ! Michel Rouche signale qu'avec plus de sévérité chez les uns comme les jansénistes, plus d'indulgence chez les confesseurs jésuites, ou les disciples d'Alphonse de Liguori, les exigences chrétiennes sur la stabilité du mariage et la discipline de la sexualité dans le couple n'ont guère varié dans leur principe..., mais en pratique c'est tout autre chose !

Un très bon livre, celui d'Agnès Walch, maître de conférences à l'Université d'Artois, *La spiritualité conjugale dans le catholicisme français (XVI^e-XX^e siècles)*, (Cerf, 2002, 543 p.). L'auteur, avec une érudition souriante montre comment le concile de Trente a réhabilité le mariage et donné le départ à une véritable promotion du couple, auquel François de Sales offre les bases d'une spiritualité commune. A travers les manuels, pour l'état de vie du mariage, le clergé montre le chemin à suivre pour les époux. Les laïcs aussi ont écrit aux XVII^e et XVIII^e siècles sur la manière de mener leur vie conjugale. L'auteur conduit son enquête jusqu'à aujourd'hui pour déboucher sur les formes de la spiritualité conjugale contemporaine, notamment à travers l'expérience des Equipes Notre-Dame. Un livre qui se lit aisément et dans le cas peut se lire à deux.

Jean CHÉLINI

BULLETIN D'ABONNEMENT

- 4 numéros par an -

**A retourner avec votre règlement à France-Forum
133 bis, rue de l'Université - 75007 Paris**

Je m'abonne J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.) _____

Prénom _____

Adresse _____

Chèque CCP 14.788.84.N Paris

France ➔ 30 €
 ➔ 38 € de soutien

Etudiant ➔ 23 €

Etranger ➔ 34 €

Taux de TVA : 2,10%

Les auteurs

Jean-Pierre ALIX, *Directeur du développement de la Cité des sciences et de l'industrie*

Violaine ANGER, *Ancienne élève de l'E.N.S., agrégée des Lettres*

Maurice BLIN, *Agrégé de philosophie, Sénateur des Ardennes*

Salvino BUSUTTIL, *Ambassadeur de Malte*

Charles DELAMARE, *Ancien Président de banques*

Gérard-David DESRAMEAUX, *Docteur en sciences politiques, Haut fonctionnaire, Président du Rassemblement civique pour l'Europe*

Eric DUSSOUBS, *Juriste*

René FOCH, *Directeur-Général honoraire à la Commission européenne*

Sir John HOLMES, *Ambassadeur de Grande-Bretagne*

Hans G. KOURIMSKY, *Docteur en droit, ancien diplomate américain*

Christiaan KRÖNER, *Ambassadeur des Pays-Bas*

Alain LAMASSOURE, *ancien Ministre, Député européen, Membre de la Convention européenne*

Jacques de LAROSIÈRE, *Ancien directeur général du F.M.I., ancien gouverneur de la Banque de France*

André LE GALL, *Ecrivain, Ancien Elève de l'ENA*

Neville MARYAN GREEN, *Avocat honoraire, Barrister à Londres, Fondateur du "Parti Européen"*

Franck MICHELIN, *Historien, professeur invité à l'Université de Tsukuba (Japon)*

Fritjof von NORDENSKJÖLD, *Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne*

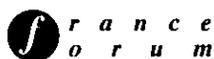
Emile POULAT, *Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales*

Jean-Pierre PRÉVOST, *Ancien journaliste, ancien avocat*

Anton PROHASKA, *Ambassadeur d'Autriche*

Yannick-Eléonore SCARAMOZZINO, *Avocate*

Volker ZASTROW, *Membre du comité de rédaction du F.A.Z., chargé des questions d'actualité*



Directeur de la publication : **Anne-Marie Idrac** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Charles Delamare, Nicolas Krausz, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost** — Secrétariat-abonnement : **Thérèse Desplanques** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone : 01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 - e-mail : france-forum@udf.org — Commission paritaire : 60361 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

Dossiers et études

L'empire entre la foi et la loi PAR MAURICE BLIN

Comment redonner confiance à l'économie mondiale ? PAR JACQUES DE LAROSIÈRE

Révolution culturelle dans les relations transatlantiques PAR RENÉ FOCH

Y a-t-il une culture européenne ?

POINTS DE VUE...

...d'Allemagne PAR FRITJOF VON NORDENSKJÖLD

...d'Autriche PAR ANTON PROHASKA

...de Grande-Bretagne PAR JOHN HOLMES

...du Japon PAR FRANCK MICHELIN

...de Malte PAR SAMINO BUSUTTIL

...des Pays-Bas PAR CHRISTAAN KRÖNER

Notre culture européenne PAR EMILE POULAT

Europe culturelle : la culture européenne PAR NEVILLE MARYAN GREEN

Est-ce une utopie ? PAR VIOLAINE ANGER

**La culture européenne du service public,
ou la fin des féodalités nationales** PAR ÉRIC DUSSOUBS

Réflexion d'un Autrichien PAR HANS G. KOURIMSKY

La culture européenne : un projet d'avenir PAR CHARLES DELAMARE

Invalides de guerre PAR VOLKER ZASTROW

**L'exception culturelle européenne : une nécessité pour l'Europe démocratique
de 2004** PAR YANNICK-ÉLÉONORE SCARAMOZZINO

Europe et culture PAR GÉRARD-DAVID DESRAMEAUX

L'Europe et les Autres PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST

**Société du savoir et économie de la connaissance :
vers une nouvelle Renaissance** PAR JEAN-PIERRE ALIX

Ce sera une autre Europe PAR ALAIN LAMASSOURE

Il y a dix-huit ans déjà - France-Forum...

Sommaire détaillé page 3